



Coalition Nigérienne des Associations Syndicats et ONG de Campagne EPT au Niger ASO EPT Niger

BP : 22 37 Rue ST 5 Niamey, Commune II Porte 83
Contacts : 20 73 55 65/96 97 61 83/90 38 71 07
Email : asoeptniger@gmail.com

PROJET D'APPUI A LA GESTION OPTIMALE DES RESSOURCES DE L'EDUCATION AU NIGER
(AGOREN)

ETUDE SUR LE FINANCEMENT DE L'EDUCATION

- *Niveau de financement et son impact sur le développement de l'éducation (2005-2009),*
- *Scénarios de développement du système éducatif et conditions de son financement (2009-2015)*

Consultants : Bachir Osman, consultant principal
Tanko Idi, consultant associé,
Tahirou Kalilou, consultant associé.

Avril 2010

TABLE DES MATIERES

I. INTRODUCTION	6
I.1 Le contexte global.....	6
I.2 Les objectifs de l'étude	8
I.3 L'approche méthodologique de l'étude	8
II. CONTEXTE GLOBAL DU DEVELOPPEMENT DE L'EDUCATION.....	10
II.1 Le contexte démographique.....	10
II. 2 Le contexte macro-économique et des finances publiques.....	11
III. PERFORMANCES DANS LA SCOLARISATION	15
III.1. L'enseignement préscolaire.....	15
III.2. L'enseignement primaire.....	18
III.3. L'enseignement secondaire 1er cycle.....	23
III.4. L'enseignement secondaire 2ème cycle	25
III.5. La couverture au niveau de l'alphabétisation et l'ENF	28
III.6. La problématique du développement de l'ETFP.....	31
III.7. La problématique du développement de l'enseignement supérieur	32
IV. PERFORMANCES EN MATIERE DE QUALITE DE L'EDUCATION.....	34
IV.1. Le préscolaire	35
IV.2. Le primaire	36
IV.2. Le collégial.....	40
IV.3. Le secondaire 2ème cycle	42
IV.4. La réussite dans les programmes d'alphabétisation	43
V. BILAN FINANCIER SUR LA PERIODE 2005-2009.....	45
V.1 Les flux financiers : niveau et sources de financement et composition économique des dépenses	45
V.2 La planification des ressources, l'exécution et le suivi-évaluation des dépenses.....	51
VI. SCENARIOS DE DEVELOPPEMENT POUR LA PERIODE 2009-2015.....	58
VI. 1 Les scenarios de développement pour la période 2009-2015.....	58
VI.2 Les conditions de financement du développement de l'éducation (2009-2015).....	66
Recommandation générale pour le développement de l'éducation sur la période 2009-2015	70

La mise en place d'un fonds ou des fonds de développement de l'éducation au Niger alimenté (s) par l'Etat, les PTF,... est, entre autres, une mesure stratégique pouvant contribuer substantiellement au financement de ce secteur prioritaire pour l'état.
ANNEXE1: DESCRIPTION DES INTERFACES ET DE L'ARCHITECTURE DU MODÈLE70

ANNEXE1: DESCRIPTION DES INTERFACES ET DE L'ARCHITECTURE DU MODÈLE71

ARCHITECTURE DU MODÈLE.....72

ANNEXE2: EXTRAITS DES BLOCS DU MODELE SUR LES INDICATEURS.....73

ANNEXE 3 : INSTITUTIONS ENQUETEES97

BIBLIOGRAPHIE98

REMERCIEMENTS

L'équipe des consultants aimerait exprimer sa gratitude envers toutes les personnes, très nombreuses, qui ont si gracieusement et si généreusement mis à la disposition de la mission leur temps, leur expertise et leur expérience pour la réussite de l'étude.

Elle remercie l'équipe d'ASO-EPT, particulièrement le Président, M. Kassoum Issa., le Coordonnateur national ASO-EPT M. Ibro Oumarou, le coordonnateur d'AGOREN et responsable de l'étude, M. Soumana Hassane.

La mission aimerait exprimer aussi sa gratitude envers les cadres des structures décentralisés des régions de Dosso, Maradi, Niamey et Tahoua (gouvernorats, Mairies et responsables des COGES, DREN, DRESS, IEB, IES,...) pour leur disponibilité, contribution et pour l'intérêt manifesté pour l'étude.

Enfin, la mission est reconnaissante pour les partenaires techniques et financiers et les ONG membres du comité de suivi de l'étude, pour leurs observations et suggestions qui ont été enrichissantes.

TABLE DES ACRONYMES

BID	Banque Islamique de Développement
DREN	Direction Régionale de l'Education Nationale
DRESS	Direction Régionale des Enseignements Secondaire et Supérieur
ENI	Ecoles Normales d'Instituteurs
ETFP	Enseignement Technique et Formation Professionnelle
FTI	Fast track initiative ou procédure accélérée
IEB	Inspection de l'Enseignement de Base
IES	Inspection de l'Enseignement Secondaire
ISU	Institut de statistique de l'UNESCO
LOSEN	Loi d'Orientation du Système Educatif
MEF	Ministère de l'Economie et des Finances
MEN	Ministère de l'Education Nationale
MESSRT	Ministère des Enseignements Secondaire et Supérieur, de la Recherche et de la Technologie
PDDE	Programme Décennal de Développement de l'Education
PIB	Produit Intérieur Brut
PPTTE	Pays Pauvre Très Endetté
PTF	Partenaires Techniques et financiers
SDRP	Stratégie de Développement Accéléré et de Réduction de la Pauvreté
TBA	Taux Brut d' Admission
TBS	Taux Brut de Scolarisation
TDR	Termes de référence
TNA	Taux Net d' Admission
TNS	Taux Net de Scolarisation
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'Enfance
SIGE	Système d'Information et de Gestion de l'Education
FS	Faculté des sciences
ENS	Ecole nationale supérieure
FA	Faculté d'agronomie
FLSH	Faculté des lettres et des sciences humaines
FSS	Faculté des sciences de la santé

I. INTRODUCTION

I.1 Le contexte global

Le Gouvernement du Niger, s'inspirant de sa Loi d'Orientation du Système Educatif (LOSEN, 1998) et des recommandations des conférences mondiales de l'éducation (Dakar 2000, Bamako 2000), s'est engagé à poursuivre les réformes initiées dans le secteur éducatif et à consolider les acquis obtenus dans le cadre des projets éducation successifs. En 2003, le Niger a mis en place le Programme Décennal de Développement de l'Éducation (PDDE).

Soutenu par les principaux Partenaires Techniques et Financiers (PTF), le PDDE fixe de façon précise, sur une période de 10 ans (2003-2013), les objectifs, les choix stratégiques, les indicateurs de performances et les moyens financiers nécessaires pour réaliser une scolarisation universelle équitable et de qualité pour tous les enfants nigériens à l'horizon 2013.

Stratégie de Développement Accélééré et de Réduction de la Pauvreté (SDRP) élaboré en 2003, a intégré les stratégies de réalisation et objectifs du PDDE. Ce dernier constitue donc le volet « capital humain et renforcement des capacités » dans la stratégie de lutte contre la pauvreté dont les objectifs majeurs sont:

- l'accélération de la croissance économique avec de larges opportunités d'emplois et de revenus pour les pauvres,
- le développement de l'accès équitable aux services sociaux de base (éducation, santé, eau potable),
- l'amélioration de la gouvernance et le renforcement des capacités institutionnelles et humaines.

Le PDDE repose sur 3 axes d'orientation :

L'accès à l'éducation : il s'agit d'accroître le nombre d'enfants scolarisés dans l'enseignement de base à travers des plans annuels concernant la construction de salles de classe, le recrutement des maîtres et la distribution de l'offre éducative et la promotion du secteur privé particulièrement au niveau du préscolaire et des enseignements post-primaire.

La qualité de l'éducation : l'objectif est de s'assurer que tous les enfants aient accès à une scolarisation de base, comportant un réel apprentissage. Les plans annuels concernent en priorité la formation continue du personnel enseignant, la transformation qualitative de l'environnement de travail de l'élève, le développement des curricula et l'évaluation des apprentissages, et la mise en œuvre accélérée des mesures favorisant l'équité filles/garçons.

La gestion de l'éducation : à travers cet axe, le PDDE vise en particulier à améliorer la capacité du système éducatif à fournir des services de qualité tant au niveau central qu'au niveau déconcentré (DREN, IEB, écoles). Les réformes institutionnelles sur la gestion du personnel, la gestion financière, le suivi et l'évaluation sont particulièrement ciblés par cet axe.

Les stratégies du PDDE pour atteindre les objectifs dans ces 3 axes sont essentiellement :

- l'amélioration de l'efficacité dans la gestion des ressources disponibles (planification, exécution et suivi et évaluation),

- La poursuite des réformes institutionnelles (décentralisation, amélioration des arbitrages,...),
- La construction des salles de classe,
- le recrutement d'enseignants en nombre suffisant notamment par le biais de la contractualisation),
- l'application des mesures de carte scolaire dans la gestion de l'offre éducative (implantation des écoles, construction des salles de classe,...),
- l'implication des communautés dans la gestion des établissements scolaires (mairies, COGES),
- la dotation d'intrants pédagogiques pour améliorer la qualité de l'éducation.

Depuis la mise en place de cette politique sectorielle, le Niger a fait des progrès évidents et ce dans tous les axes stratégiques (accès, qualité et gestion). Bien qu'inégaux, ces progrès ont touché tous les niveaux d'enseignement, y compris les cycles d'enseignement qui n'ont pas réellement bénéficié des apports financiers du PDDE mais qui ont tiré profit des actions d'ensemble et des réformes instituées dans le cadre du programme.

A cet égard, on pourrait citer la mise en place d'un système d'information et de gestion de l'éducation (SIGE) réalisé avec l'Institut de statistique de l'UNESCO sur financement UE, BID et UNICEF au niveau du secondaire et de l'ENF. Aussi, on pourrait citer la mise en place de la stratégie du « faire-faire » en alphabétisation et ENF et la création d'un environnement favorable au développement du secteur privé, en particulier au niveau post-primaire et post-secondaire.

En dépit de ces progrès remarquables sur le plan de l'accès et de la couverture au primaire, il ressort de toutes les études, notamment des revues annuelles du PDDE, que les performances sont relativement faibles et que le tempo passé et actuel du PDDE ne permettra d'atteindre les objectifs fixés.

- Au niveau du préscolaire, l'accès comme la couverture sont insignifiants en milieu urbain et milieu rural. Le taux de préscolarisation pour les filles comme pour les garçons est inférieur à 2,3% en 2009.
- Au niveau de l'enseignement primaire, le TBS se situe encore à 64,1% dans l'ensemble avec une disparité relativement forte au détriment des filles (55,4%). Il en est de même par rapport aux régions. La région de Diffa enregistre un TBS de 48,7% en 2009. Les salles de classe en matériaux précaires (paillotes) sont encore très importantes (43%). Au niveau de la qualité, les taux de redoublement élevés, au tour de 20% pour la classe de CM2 rendent le système scolaire inefficace. Les taux de survie aux différents niveaux sont faibles et créent un gaspillage des ressources.
- Par ailleurs, en alphabétisation et ENF, les résultats atteints sont très en deçà de l'objectif d'un million d'alphabétisés en 2013, et ce, malgré les multiples interventions autour de la stratégie du faire-faire. Les centres accueillent à peine 40 000 apprenants en moyenne par an par rapport à une population potentielle de plus de 6 000 000 d'analphabètes. Le taux de réussite aux programmes d'alphabétisation est à peine de 50% pour les femmes qui représentent plus de 60% des effectifs inscrits.
- L'enseignement secondaire (1er et 2ème cycle) est sacrifié sur l'autel des politiques éducatives d'éducation de base pour tous. Le Niger a d'énormes difficultés à améliorer la qualité et l'équité dans l'enseignement secondaire sans détourner les ressources précaires de l'éducation primaire.

L'enseignement secondaire pourtant sous la pression constante des effectifs du primaire n'a pas bénéficié des appuis financiers du PDDE. Le sous secteur enregistre des résultats médiocres : effectifs pléthoriques en classe, problèmes de violence, faible efficacité interne et externe, absence de services préparant les jeunes à la vie active. D'autre part, des questions relatives aux drogues et aux maladies comme le VIH/SIDA ne font pas l'objet d'études spécifiques.

Concernant les aspects financement, il faut reconnaître que le secteur de l'éducation a continué à bénéficier d'un arbitrage très favorable dans l'allocation budgétaire sectorielle si on tient compte des appuis budgétaires et des fonds PTTE reçus au titre d'aides et projets divers. La question centrale qui se pose alors est de savoir pourquoi toutes ces ressources mobilisées n'ont pas permis d'atteindre les objectifs préconisés dans le PDDE (objectifs en matière d'accès, de qualité des apprentissages et de service à la population) ?

I.2 Les objectifs de l'étude

Pour répondre à cette question, il serait important:

- de retracer le contexte global de mise en œuvre du PDDE, au plan démographique, de la richesse nationale et des finances publiques sur la période 2005-2009,
- d'analyser l'impact de ce contexte, que d'aucuns décrit de favorable, sur le développement de l'éducation, en termes de scolarisation, de qualité et de gestion du système éducatif,
- de passer en revue les aspects financiers par rapport aux arbitrages budgétaires opérés au niveau inter et intra sectoriel, les processus de planification budgétaire, d'exécution des dépenses au niveau central et décentralisé.

En guise de proposition, l'étude, au moyen d'un modèle de simulations d'analyse économique et financière, présentera des scénarios systémiques, avec des variables inter-reliées, de développement de l'éducation ainsi que les conditions de financement.

I.3 L'approche méthodologique de l'étude

Du point de vue méthodologique, la démarche a été d'abord d'élaborer et de faire valider une note méthodologique pour recadrer les objectifs initialement formulés dans les TDR et de présenter les aspects organisationnels de la mission de consultation.

Ensuite, pour apprécier le financement de l'éducation, les allocations et les arbitrages intra sectoriel, et son impact sur le développement quantitatif et qualitatif et équitable de l'éducation, la démarche a consisté en une revue de la documentation existante (annuaires, rapports du PDDE,...).

Au niveau de l'enquête sur le terrain, la démarche a consisté en l'élaboration d'un guide d'entretien pour recueillir, auprès des structures déconcentrées et décentralisées, des données sur le processus de planification des ressources et sur l'exécution et le suivi et évaluation des dépenses. L'enquête, pour des raisons logistiques, n'a pu toucher qu'une vingtaine de communes et COGES (voir tableau en annexe) et directions et inspections (DREN, DRESS, IEB et IES) des régions de Dosso, Maradi, Niamey et Tahoua.

Sous réserve des limites par rapport à la « non représentativité » de l'échantillon de l'enquête et des insuffisances liées aux données sur le contexte macroéconomique et les ressources allouées à l'éducation pour l'année 2009 (qui pourraient être corrigées dès septembre 2010 après la validation de ces données), l'étude sera développée suivant les objectifs présentés plus haut. Des recommandations et des thèmes de plaidoyer pour l'organisation ASO-EPT seront formulés au fur et à mesure de la présentation des résultats de l'étude.

II. CONTEXTE GLOBAL DU DEVELOPPEMENT DE L'EDUCATION

L'année 2005 a été la deuxième année de mise en œuvre du PDDE. Le contexte socio-économique, c'est-à-dire, l'évolution de la population, de la richesse créée et des recettes ordinaires et ressources extérieures a une influence évidente sur le développement des secteurs sociaux dépendants et notamment l'éducation. Aussi, par rapport à ce contexte, la mise en œuvre du PDDE a coïncidé avec une conjoncture économique relativement bonne favorisée par une conjoncture politique démocratique et stable propice à la coopération internationale et par conséquent au développement des services sociaux de base.

II.1 Le contexte démographique

D'après l'Enquête Démographique et de Santé et à Indicateurs Multiples de 2006, la croissance démographique demeure à 3,3% avec un taux de fécondité de 7,1 enfants par femmes. Sur la base de cette croissance, la population totale s'élève à 14 380 000 habitants dont 54% moins de 15 ans en 2009. En dépit de cette forte fécondité et de la baisse sensible de la mortalité, il est encore difficile de se prononcer sur une quelconque transition démographique au sens des pays émergents.

En 2009, les taux d'accroissement annuel moyen se présentent comme suit :

Tableau C1 : Populations scolarisables et taux de croissance en 2009

Tranches d'âges scolaires	Effectifs		Taux de croissance
	Hommes	Femmes	
Population 3 - 6 ans	1 034 902	1 030 770	3,01%
Population 7 - 12 ans	1 215 532	1 210 240	3,51%
Population 13 - 16 ans	607 012	671 472	4,04%
Population 17 - 19 ans	746 134	778 643	4,10%

Sources : INS 2006

Aussi, en attendant des études circonstanciées sur la prospective démographique et notamment sur l'influence du VIH/SIDA sur la population jeune, il faut reconnaître que cette croissance risque de se maintenir sur le court et moyen terme notamment au niveau de la population scolarisable dans les différents niveaux d'enseignement.

L'évolution des populations scolarisables reste cependant incertaine. C'est pourquoi, il serait indiqué que les services déconcentrés de l'INS et ceux des administrations scolaires de l'éducation collaborent et tiennent des séminaires communs pour préciser la demande scolaire au niveau local et apprécier le niveau de l'accès scolaire pour chaque IEB, par exemple.

II. 2 Le contexte macro-économique et des finances publiques

Le financement de l'éducation dépend à la fois de la richesse créée par l'économie nationale, des recettes ordinaires de l'État et des ressources extérieures. L'objet de la présente section consiste en l'analyse du niveau des agrégats macro-économiques et leur évolution sur la période étudiée (2005-2009). Il faut noter cependant que ces données sont incomplètes pour l'année 2009 au motif qu'elles sont en cours de validation (dixit MEF).

1) Le Produit Intérieur Brut

Le Produit Intérieur Brut (PIB) en francs CFA courant est passé de 1 777,0 milliards à 2 696,0 milliards entre 2005 et 2009, soit une croissance annuelle moyenne de 11,1%. Cette croissance, relativement plus faible en 2006, est d'autant plus réelle que le taux d'inflation a été contenu en deçà de 1,5% par an. Compte tenu de l'évolution de la population qu'a connu le Niger, en moyenne 3,3% par an, le PIB par tête a augmenté de 33,2% sur la période. Cette situation est décrite dans le tableau suivant.

Tableau C2 : Évolution PIB

Indicateurs macroéconomiques	2005	2006	2007	2008	2009
PIB au prix courant (milliards FCFA)	1 777,0	1 906,8	2 035,4	2 426,8	2 696,0
Croissance annuelle		7,3%	6,7%	19,2%	11,1%
Déflateur		1,14	1,13	1,09	1,00
Population totale (milliers)	12 628	13 045	13 476	13 920	14 380
Croissance annuelle		3,3%	3,3%	3,3%	3,3%
PIB/Tête à prix courant en CFA	140 717	146 171	151 044	174 336	187 488

Sources : MEF, 2009

Cette croissance économique soutenue, depuis la mise en œuvre du PDDE, à la fois par des facteurs endogènes et exogènes (ressources externes mobilisées), a permis de générer des recettes publiques en constante augmentation sur la période 2005-2009, et ce, grâce à une pression fiscale sur la richesse nationale qui s'est maintenue autour de 14,2%.

Selon les résultats de l'exécution budgétaire sur la période, les ressources totales (ordinaires et extérieures), passent de 245,9 en 2005 à 477,7 milliards en 2008, soit une croissance annuelle moyenne de 25,3%. En 2008, la ponction fiscale par rapport au PIB est en croissance régulière sur la période. Elle passe de 10,6% en 2005 à 18,2%. Cette ponction reste cependant modérée sur le moyen terme et ce comparativement aux critères et indicateurs de la transition fiscale de l'UEMOA qui fixe ce taux à 17%.

Les données du tableau ci-dessous montrent aussi que les ressources totales de l'Etat sont boostées par les ressources extérieures qui représentent annuellement 13,3%. Aussi, au regard de ce qui précède, on peut

conclure que le contexte global des finances publiques a été relativement favorable par rapport aux périodes antérieures à la mise en œuvre du PDDE.

Tableau C3 : Indicateurs des finances publiques

Indicateurs : finances publiques (milliards de FCFA)	2005	2006	2007	2008	2009*¹
Recettes ordinaires*	189	247,3	309	442	
Croissance annuelle		30,8%	24,9%	43,0%	
Recettes fiscales	181,3	203,9	233,2	281,2	
% recettes fiscales	7,7	43,4	75,8	160,8	
Recettes ordinaires (en % du PIB)	10,6%	13,0%	15,2%	18,2%	
Ressources extérieures	56,9	42,2	27,6	35,7	
Ressources totales	245,9	289,5	336,6	477,7	
% ressources extérieures	23,1%	14,6%	8,2%	7,5%	
Dépenses ordinaires	165,1	176,9	239,5	291,6	
Croissance annuelle		6,8%	40,4%	22,2%	
Dépenses de la dette publique	8,4	9,5	4,4	4,4	
Dépenses de fonctionnement	156,7	167,4	235,1	287,2	
% dépenses de la dette publique	5,1%	5,4%	1,8%	1,5%	
Dépenses de la dette publique (% du PIB)	0,5%	0,5%	0,2%	0,2%	
Solde du budget ordinaire	23,9	70,4	69,5	150,4	

* Sources : RESEN 2008,

Les dépenses ordinaires, qui intègrent les dépenses courantes et les services de la dette, passent de 156,7 en 2005 à 291,6 milliards de FCFA en 2008, soit un taux de croissance annuelle de 23,1%. La ponction de la dette publique reste en moyenne autour de 3,5%. Cette évolution des recettes et des dépenses a influencé les dotations budgétaires du secteur de l'éducation. La situation sur les coûts et financement de l'éducation est analysée dans partie III, mais les grandes lignes de l'allocation budgétaire au secteur de l'éducation sont présentées dans le tableau suivant.

Tableau C4 : Dépenses courantes de l'éducation

Indicateurs de financement de l'éducation (milliards de FCFA)	2005	2006	2007	2008	2009
Dépenses courantes du Budget de l'État	156,7	167,4	235,1	287,2	
Dépenses courantes éducation	50,1	52,9	56,8	80,1	
Dépenses courantes éducation (% à celles de l'État)	32,0%	31,6%	24,2%	27,9%	
Dépenses courantes éducation (% PIB)	2,8%	2,8%	2,8%	3,3%	

* Sources : RESEN 2008,

¹Les données de 2009 ne sont pas validées en avril 2010 (dixit : MEF)

En réalité, et à l'exception des sous secteurs comme l'enseignement préscolaire, l'alphabétisation et l'éducation non formelle pris en charge en partie par les bénéficiaires, les ONG et PTF, l'État nigérien finance pour l'essentiel les dépenses courantes et d'investissement du secteur de l'éducation. Le poids de l'enseignement privé est encore faible à tous les niveaux du système éducatif.

D'après le tableau ci-dessous, les ressources allouées au secteur de l'éducation enregistrent une croissance annuelle moyenne de 18% sur la période de l'étude. En volume, ces dépenses passent de 50,1 en 2005 à 80,1 milliards en 2009. Ces dépenses courantes ont représenté en moyenne 28,0% des dépenses courantes du budget de l'État. Par rapport à la richesse nationale, l'effort consacré au secteur de l'éducation s'élève à près de 3%. Pour illustrer cette croissance, le tableau suivant, certes incomplet sur la période de l'étude (2005-2009), récapitule les ressources allouées à l'éducation de base 1 (préscolaire, primaire et alpha/ENF).

Tableau C5 : ressources allouées à l'éducation de base

Sources de financement (milliards de FCFA)	2007	2008	2009
Ressources nationales	30,1	63,63	73
dont PPTE	10,7	6,4	5,6
Appui budgétaire sectoriel	0	5,74	8,6
Projets sur LF	28,8	17,4	16,7
Ressources allouées	58,9	86,77	98,3
Croissance des ressources nationales		111,4%	14,7%

* Sources : MEN, 2008

Les données du tableau indiquent que les ressources allouées au sous secteur prioritaire du PDDE passent de 58,9 en 2007 à 98,3 milliards en 2009. L'effort sur ressources nationales s'établit en moyenne à 66% ; les appuis extérieurs (projets sur Loi des Finances : LF), y compris les fonds PPTE sur lesquels on ne peut compter continuellement, financent le reste.

Quant aux dépenses d'investissement en éducation financées en partie à l'aide d'appuis budgétaires extérieurs, elles se maintiennent autour de 6,7% par rapport aux dépenses d'investissement du budget général de l'État. Aussi et sous réserve des tendances observées dans des pays à niveau de développement comparable, il ressort de cette analyse que l'effort de l'État dans l'allocation intersectorielle des dépenses a été satisfaisant au secteur de l'éducation, surtout si on considère le niveau d'investissement reste faible par rapport au budget d'investissement de l'Etat (voir tableau ci-après).

Tableau C6 : Dépenses d'investissement d'éducation

Indicateurs : investissements (milliards de FCFA)	2005	2006	2007	2008	2009
Dépenses d'investissement du budget de l'Etat	193,1	182,7	207,1	256,1	

Dépenses d'investissement en éducation	11,6	14,9	19,3	8,5	
%	6,0%	8,2%	9,3%	3,3%	

* Sources : RESEN 2008,

Au regard de ce qui précède, on peut conclure que le Niger a fait un effort sans précédent en matière de mobilisation des fonds sur la période 2005-2009. Cependant, les systèmes éducatifs les plus coûteux n'ont pas forcément les meilleures performances en termes d'accès ou de qualité. C'est pourquoi, il est important d'évaluer l'efficacité avec laquelle le système éducatif utilise les ressources mises à sa disposition. C'est l'objet de la partie III.

III. PERFORMANCES DANS LA SCOLARISATION

Dans cette partie, de l'étude se propose d'analyser les performances dans la scolarisation de l'éducation au travers de la structure formelle et informelle du système éducatif nigérien qui se compose de plusieurs sous secteurs : préscolaire, primaire, secondaire 1er et 2ème cycle, technique et professionnel, supérieur et alphabétisation et ENF. Il faut cependant souligner, et ce, pour des raisons conceptuelles évidentes², que les analyses sur l'accès, la couverture et les profils de scolarisation s'intéresseront davantage aux sous secteurs de l'éducation de base et de l'enseignement secondaire.

III.1. L'enseignement préscolaire

Le préscolaire est un niveau d'enseignement à part entière du système éducatif. Il est démontré que le développement du préscolaire a un impact direct et positif sur le développement de l'éducation de base. C'est un cycle d'enseignement qui contribue, entre autres, à l'égalisation des chances entre les enfants ayant des caractéristiques socio-économiques différentes et surtout à l'amélioration de l'équité entre les genres. Les enfants qui ont fréquenté le préscolaire sont mieux préparés pour l'enseignement de base, c'est donc un outil efficace de réduction de redoublements et d'abandons scolaires.

Aussi, investir dans l'enseignement préscolaire permet, à terme, de réduire le coût de l'inefficience interne du système, le « gaspillage » par redoublements et abandons au cours des cycles subséquents. Aussi, une préscolarisation à l'âge de 3-6 ans améliore l'équité entre les filles et les garçons.

En l'an 2 du PDDE (2005), au sortir de la revue du programme, la situation se présente comme suit :

- le niveau de la scolarisation demeure très faible par rapport à la population en âge d'être scolarisée,
- des disparités existent entre la capitale et le reste du pays.

1) La population préscolarisable

D'après les prévisions démographiques de l'INS, la population préscolarisable de la tranche 3-6 ans progresse de 3,2% par an. C'est une augmentation remarquable qui influe de façon mécanique sur la demande sociale pour le préscolaire même si l'âge des individus, enfants et adultes, reste très approximatif au Niger. Cette demande sociale est plus pressante en milieu rural pourtant moins doté en termes de capacités d'accueil.

² Etant donné les organisations pédagogiques propres aux enseignements techniques et supérieurs, il serait indiqué de mener des études spécifiques.

Tableau A1 : Évolution de la population de 3-6 ans

Âges	2005		2009		Variation	
	T	F	T	F	T	F
3 ans	493 844	246 428	557988	278 436	13,0%	13,0%
4 ans	467 518	233 291	528242	263 593	13,0%	13,0%
5 ans	446 174	222 641	502131	250 563	12,5%	12,5%
6 ans	425 497	212 323	477311	238 178	12,2%	12,2%
Population préscolarizable	1 833 033	914 683	2 065 672	1 030 770	12,7%	12,7%

Sources : INS, données par le MEN

Par rapport à cette demande sociale continuellement en augmentation, il faut reconnaître que l'enseignement préscolaire reste peu développé, et ce, en dépit d'une croissance passable des inscriptions ces dernières années dans les communes urbaines.

2) Les données sur les inscriptions

En dépit d'un déséquilibre entre la demande et l'offre de préscolarisation, on observe un accroissement non négligeable des effectifs enrôlés. En effet, ils passent de 19 597 inscrits dont 9 763 filles en 2005 à 48 119 dont 22844 filles en 2009. Les résultats restent cependant très faibles en termes de préscolarisation. Le taux de préscolarisation s'établit à peine à 2,3% dans l'ensemble et à 2,2% pour les filles en 2009. Le développement de cet enseignement reste cependant inégal entre zones urbaines et rurales. La proportion des enfants inscrits en milieu rural passe de 17% à 23% sur la période, soit un effort, certes faible, mais remarquable au regard de l'enjeu. Le poids du secteur privé essentiellement concentré en milieu urbain se situe au tour de 30% des inscrits.

Tableau A2 : Evolution des effectifs inscrits

Indicateurs d'inscription	Genre	2004-05	2008-09	Variation
Ensemble	T	19597	48119	145,5%
	F	9763	22844	134,0%
Rural	T	3340	11384	240,8%
	F	1668	5677	240,3%
% rural		17,0%	23,7%	
Public + Communautaire	T	13393	34971	161,1%
	F	6757	17487	158,8%
Privé	T	6204	13148	111,9%
	F	3006	5357	78,2%
% Privé		31,7%	27,3%	
Taux de préscolarisation	T	1,1%	2,3%	
	F	1,1%	2,2%	

Sources : annuaires statistiques MEN, 2005-2009

D'après les statistiques, le nombre d'établissements a plus que doublé sur la période. La taille moyenne des établissements se situe à 72 inscrits.

Au niveau régional, les données indiquent que toutes les régions enregistrent des hausses significatives.

Tableau A3 : Effectifs inscrits dans le préscolaire

Régions	2004-2005				2008-2009				variations	
	Rural		Ensemble		Rural		Ensemble		Rural	Ensemble
	T	F	T	F	T	F	T	F	T	T
Agadez	142	66	1677	818	453	246	2586	1323	3,2	1,5
Diffa			225	109	183	94	833	396		3,7
Dosso	816	407	2023	1022	2345	1168	4881	2450	2,9	2,4
Maradi	234	124	1917	974	1189	553	6924	2232	5,1	3,6
Niamey			8596	4307			17530	8621		2,0
Tahoua	1059	512	2020	993	4081	1958	7546	3763	3,9	3,7
Tillabéry	825	443	1492	746	2221	1189	3929	2072	2,7	2,6
Zinder	264	116	1647	794	912	469	3890	1987	3,5	2,4
Total	3340	1668	19597	9763	11384	5677	48119	22844	3,4	2,5
% de Niamey			43,9%	44,1%			36,4%	37,7%		

Sources : annuaires statistiques MEN, 2005-2009

En milieu rural, le facteur multiplicatif est de 3,4 alors qu'il se situe à 2,5 dans l'ensemble du pays avec une faible dispersion par rapport aux régions. La région d'Agadez marque le pas avec un facteur multiplicatif de 1,5. La région de Diffa connaît la plus forte progression (3,7) avec un début de préscolarisation en milieu rural. La région de la capitale, Niamey, qui représente 43,9% des effectifs en 2005 connaît une baisse de sa proportion qui reste prédominant avec 37,7% en 2009.

Le personnel enseignant du préscolaire, dont près de 2/3 pris en charge par le secteur public, passe de 839 à 1 568 éducateurs, soit une augmentation de plus de 22% par an. Le ratio élèves/éducateur s'établit à 31 dans l'ensemble.

3) Les recommandations

Vu l'importance stratégique de ce sous-secteur, il serait pertinent:

- de mener une étude sur les potentialités de développement du sous- secteur, et sur les modalités de suivi administratif et pédagogique (services de formation de formateurs, stratégies d'encouragement des promoteurs, ...),
- de promouvoir et encourager le développement d'une offre d'éducation préscolaire de type communautaire intégrant des aspects éducatifs et sanitaires,
- de mener une étude sur la demande sociale (contenus religieux,...) et l'offre d'éducation (programme officiel : approches et méthodes pédagogiques, matériels didactiques,...).

III.2. L'enseignement primaire

En dépit d'une augmentation régulière et importante du nombre d'enfants scolarisés, le sous secteur de l'enseignement est caractérisé par des taux de scolarisation encore faibles tant au niveau de l'accès qu'au niveau de la couverture et les écarts entre les taux bruts et nets sont significativement importants. Ce qui dénote des retards par rapport aux âges scolaires et connote un faible taux d'achèvement (rapport entre les promus (non redoublants) en dernière année d'études du primaire et la population des enfants qui ont officiellement 12 ans) ; et par conséquent un système inefficace par rapport aux ressources allouées.

1) La population scolarisable

L'évolution de la population scolarisable qui augmente de 3,4% par an se présente comme suit :

Tableau A4 : Évolution de la population scolarisable

Âges scolaires	2004-05		2008-09		Variation	
	G	F	G	F	G	F
Population 7- 12 ans	1 071 688	1 067 022	1 215 532	1 210 240	13,4%	13,4%
Population 7 ans	202 985	202 101	227 353	226 364	12,0%	12,0%
Population 12 ans	156 371	155 691	180 529	179 744	15,4%	15,4%

Sources : INS, données par le MEN

2) La couverture scolaire

L'objectif du PDDE est d'assurer une scolarisation universelle équitable et de qualité pour les enfants en âge d'être scolarisés au primaire (7-12 ans) à l'horizon 2013. À cet égard, l'analyse de la situation, reproduite dans le tableau suivant, en termes de couverture scolaire entre 2005 et 2009 permet de faire ressortir le constat suivant :

- les effectifs élèves scolarisés dans l'enseignement primaire passent de 1 064 056 dont 40,8% des filles à 1 554 102 dont 43,1% des filles, soit une hausse de 46,1% sur 4 ans,
- le secteur public a vu la construction 3245 écoles sur la période 2005-2009 donc près de la moitié avec des salles de classe en matériaux précaires,
- le poids du secteur privé reste insignifiant avec une proportion de 4%,
- les effectifs des structures communautaires représentent moins de 0,4% en 2009. Il faut dire que les établissements dans un premier temps créés par les communautés sont pris en charge par l'Etat et se diluent par la suite dans l'enseignement traditionnel public
- l'enseignement franco-arabe qui est en développement continu représente 11% des effectifs en 2009 contre 8,8% en 2005.

Tableau A5 : Effectifs inscrits au primaire

Effectifs	2004-05				2008-09			
	Ecoles	Salles	T	% F	Ecoles	Salles	T	% F
Public	8 019	22 312	1 014 183	40,6%	11 264	34 567	1 486 845	43,0%
Communautaire	93	138	5 818	45,1%	96	173	6 212	43,6%
Privé	189	932	44 055	44,8%	249	1 438	61 045	46,5%
Taux croissance								
Total	8 301	23 382	1 064 056	40,8%	11 609	36 178	1 554 102	43,1%
% privé	2,3%	4,0%	4,1%		2,1%	4,0%	3,9%	
Franco-arabe	533	168	93 920		1152	3860	171 077	

Sources : annuaires statistiques MEN,

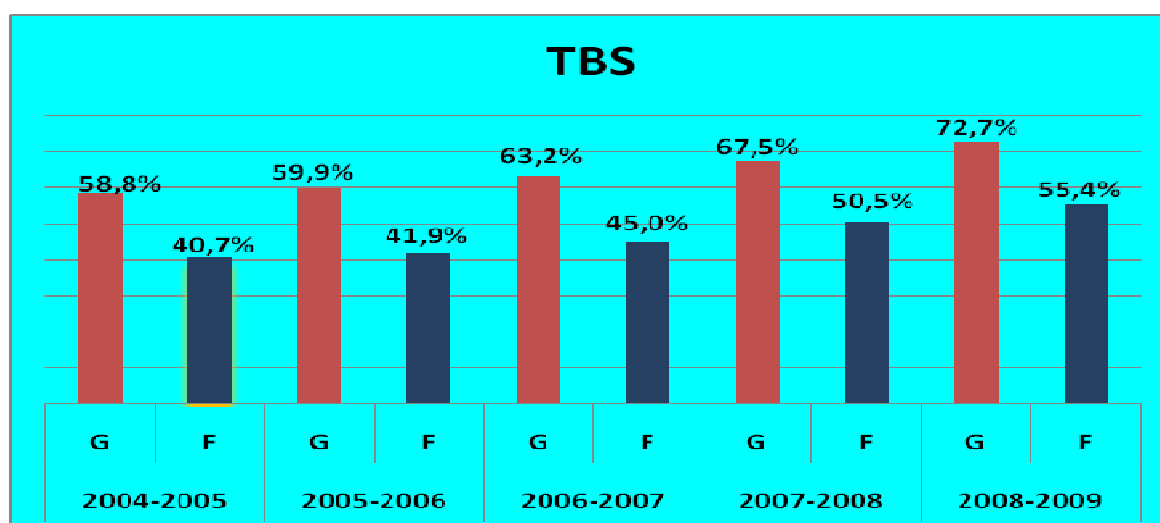
Le tableau suivant récapitule la situation en termes de Taux Brut de Scolarisation (TBS) et de Taux Net de Scolarisation (TNS).

Tableau A5 : TBS et TNS

Indicateurs	2004-2005		2005-2006		2006-2007		2007-2008		2008-2009	
	G	F	G	F	G	F	G	F	G	F
TBS	58,8%	40,7%	59,9%	41,9%	63,2%	45,0%	67,5%	50,5%	72,7%	55,4%
TNS	50,3%	34,7%	51,4%	35,9%	53,1%	37,9%	57,7%	43,0%	63,0%	47,8%

Sources : indicateurs générés dans le modèle de simulations

Le TBS, rapport entre le nombre d'élèves inscrits au primaire et la population scolarisable de 7-12 ans, passe de 58,8% à 72,7% entre 2005 et 2009 pour les garçons et de 40,7% à 55,4% pour les filles, soit une disparité quasiment inchangée, entre 2005 et 2009, de 17,4 points au détriment des filles. Le graphique du tableau est reproduit ci-dessous :



Le TNS, rapport entre le nombre d'élèves scolarisés ayant l'âge légal de scolarisation (7-12 ans) et la population scolarisable de cet âge, s'établit à 63% pour les garçons et 47,8% pour les filles. Le TNS mesure en fait l'effort restant à accomplir pour atteindre la scolarisation universelle des enfants de 7-12 ans. Aussi, il serait intéressant de calculer ces indicateurs par rapport aux milieux (urbain et rural) et voir si les disparités entre zones et genre se résorbent dans le temps.

Au niveau régional, les données indiquent que toutes les régions enregistrent des hausses plus ou moins significatives des effectifs scolarisés. Certaines régions connaissent une croissance relativement forte des effectifs atteignant plus de 50%. C'est le cas de Diffa, Tahoua et Zinder dont l'effet rattrapage a été favorisé par la mise en œuvre du PPDE.

Tableau A5 : Effectifs scolarisés par région

Régions	2004-2005		2008-2009		variation	
	T	F	T	F	T	F
Agadez	39 164	17 763	54 162	25 434	38,3%	43,2%
Diffa	21 125	9 612	34 484	16 511	63,2%	71,8%
Dosso	166 178	65 533	227 771	94 590	37,1%	44,3%
Maradi	207 123	77 371	306 463	124 052	48,0%	60,3%
Niamey	120 960	59 359	148 241	73 837	22,6%	24,4%
Tahoua	172 156	58 524	284 004	109 343	65,0%	86,8%
Tillabéri	174 267	77 058	247 841	113 001	42,2%	46,6%
Zinder	163 083	68 708	251 136	113 725	54,0%	65,5%
Total	1 064 056	433 928	1 554 102	670 493	46,1%	54,5%

Sources : annuaires statistiques MEN

3) Les inscriptions scolaires au primaire

Les indicateurs d'inscription scolaire rendent compte du niveau général des admissions dans les écoles. Les effectifs des nouveaux inscrits permettent d'évaluer la capacité du système éducatif d'accueillir les enfants d'âge légal en première année. Ils constituent une variable stratégique dans l'atteinte des objectifs de l'Education Pour Tous (EPT).

Les responsables locaux comme ceux des associations communautaires doivent être sensibilisés sur le fait que la scolarisation universelle ne peut être atteinte que par l'inscription en 1ère année de tous les enfants en âge scolaire. A cet égard, il serait intéressant à ce que chaque IEB dispose d'un cahier de charge, annuellement évaluable, dans lequel figure le nombre d'enfants (filles et garçons) à inscrire par an. Cette façon permettrait d'améliorer la carte scolaire et donc l'implantation des nouvelles écoles.

Les indicateurs d'inscriptions scolaires qui sont traités dans cette section sont : les nouveaux inscrits en 1ère année, le TBA et le TNA.

Tableau A6 : Évolution des nouveaux inscrits en 1ère année du primaire

Régions	2004-05		2008-09		Variation	
	T	F	T	F	T	F
Agadez	9219	4290	12418	5736	34,7%	33,7%
Diffa	4838	2258	9694	4638	100,4%	105,4%
Dosso	34545	14402	58306	25231	68,8%	75,2%
Maradi	46736	18262	76469	32581	63,6%	78,4%
Niamey	24632	11954	29200	14491	18,5%	21,2%
Tahoua	42705	15826	85775	37178	100,9%	134,9%
Tillabéry	40935	18353	72928	33892	78,2%	84,7%
Zinder	44598	19504	66145	30755	48,3%	57,7%
Total	248208	104849	410935	184502	65,6%	76,0%

Sources : annuaires statistiques MEN

L'évolution des nouveaux inscrits se caractérise par une hausse régulière de 65,6% dans l'ensemble et de 76% pour les filles sur la période 2005-2009, soit au total une croissance annuelle de 16,4%. Il faut noter que cette croissance remarquable est plus ou moins uniforme dans toutes les régions à l'exception de Niamey qui compte tenu de son avance en matière d'inscription semble avoir touché la quasi-totalité de la demande sociale non résistante.

Les régions qui ont enregistré une croissance remarquable de plus 100% sont Diffa et Tahoua. Les régions d'Agadez et de Zinder se trouvent en queue de peloton et doivent poursuivre leur effort en matière.

Le TBA, rapport entre le nombre d'élèves nouvellement admis en 1ère année du primaire et la population de 7 ans, a connu une progression remarquable pour les garçons comme pour les filles entre 2005 et 2009. Les TBA qui s'approchent de 100% en 2009 s'expliquent par le fait que des enfants de 7 ans et plus, en fait retardataires, continuent à s'inscrire en première année.

Cette situation risque de perdurer au-delà de 2015 tant que les TBA et TNA ne convergeront pas. À cet égard, il serait intéressant de **mener une étude sur la demande sociale dans les localités où ce phénomène est encore récurrent**. Il faut aussi noter que les changements incessants des données démographiques ne favorisent pas une lecture précise des performances réalisées par le système éducatif.

Au niveau du TNA, rapport entre le nombre d'élèves nouvellement admis de 7 ans en 1ère année du primaire et la population de 7 ans, on observe une progression remarquable de la situation. En effet, le TNA passe de 42,5% à 70,4% pour les garçons et de 30,1% à 56,1% pour les filles. Ce niveau des TNA signifie qu'environ 36,7% des enfants de 7 ans ne rejoignent pas l'école à l'âge légal d'admission.

La situation en termes de Taux Brut d'Admission (TBA) et de Taux Net d'Admission (TNA) est présentée dans le tableau ci-après.

Tableau A7 : TBA et TNA au primaire

Indicateurs	2004-2005		2005-2006		2006-2007		2007-2008		2008-2009	
	G	F	G	F	G	F	G	F	G	F
TBA	70,5%	52,0%	76,7%	57,2%	73,5%	56,8%	85,0%	70,6%	99,6%	81,5%
TNA	42,5%	30,1%	51,2%	37,1%	49,4%	37,1%	58,9%	47,5%	70,4%	56,1%

Sources : indicateurs générés dans le modèle de simulations

4) Le personnel enseignant

Le personnel enseignant de l'enseignement primaire comprend plusieurs catégories dont les proportions sont inégales. Elles sont constituées d'instituteurs, d'instituteurs adjoints, de moniteurs et d'autres sans diplôme professionnel. Dans l'ensemble, les effectifs enseignants passent de 23 379 en 2005 à 37 600 en 2009. Le taux de féminisation a aussi presque doublé sur la période, ce qui favorise la scolarisation des filles (voir études Banque Mondiale, UNESCO, UNICEF).

Par rapport aux catégories, il faut souligner la progression rapide et soudaine de la catégorie des instituteurs adjoints. Leur nombre passe de 17 148 en 2005 à 32 535 en 2009 avec une forte féminisation. La situation est détaillée dans le tableau suivant. Le ratio élèves/enseignant est fixé à 41 en 2009.

Tableau A8 : Effectifs du personnel craie en main par qualification

Enseignants par catégorie	2004-05		2008-09		Variation	
	T	F	T	F	T	F
Instituteurs	2559	718	4645	1264	82%	76%
Instituteurs adjoints	17148	6762	32535	15866	90%	135%
Moniteurs	179	51	155	78	-13%	53%
Sans diplôme professionnel	3493	1379	265	85	-92%	-94%
Total	23379	8910	37600	17293	61%	94%

Sources : annuaires statistiques MEN

5) Recommandations :

Au regard de l'importance stratégique de ce sous-secteur de l'éducation base, il serait pertinent :

- d'élaborer un plan pluriannuel de développement de l'enseignement primaire
- de mettre en place un système d'observatoire au niveau des communes pour assurer un suivi de l'accès en relation avec les capacités d'accueil et le corps enseignant,
- de mener une étude sur l'impact quantitatif, qualitatif et de gestion (turn-over) de la contractualisation massive des enseignants sur le développement de l'enseignement primaire?

III.3. L'enseignement secondaire 1er cycle

1) La population scolarisable

Tableau A9 : évolution de la population scolarisable

Population scolarisable	2005		2009		Variation	
	T	F	T	F	T	F
Age 13	296 974	158 349	343 268	183 033	16%	16%
Age 14	282 637	150 704	326 909	174 310	16%	16%
Age 15	267 163	142 453	311 212	165 941	16%	16%
Age 16	253 440	126 413	297 095	148 188	17%	17%
Population de 13-16 ans	1 100 214	577 919	1 278 484	671 472	16%	16%

Sources : INS, données par le MEN

La population admissible à l'enseignement secondaire 1^{er} cycle a connu une augmentation de 16% sur la période. Malheureusement, il n'existe pas d'indications sur les projections futures de cette population et les variations par rapport aux âges sont identiques compte tenu des méthodes de construction des projections.

2) La couverture au collège

En 2005, l'enseignement collégial compte 391 établissements dont 85 du secteur privé en 2005. Ce nombre s'établit à 597 dont 150 pour le privé en 2009, soit 205 établissements de plus sur la période. La proportion des établissements de type complexes s'est maintenue autour de 25% sur la période étudiée. La montée irrésistible des effectifs par la base (primaire) explique le développement du collège. Ces établissements ont permis de scolariser 222 500 élèves dont 38,5% de filles en 2009 soit une progression de 46,8% sur la période.

Tableau A10 : Les effectifs élèves par région au collégial

Régions	2004-05		2008-09		Variation	
	T	F	T	F	T	F
Agadez	8285	3623	11903	5175	43,7%	42,8%
Diffa	3241	1515	4757	2174	46,8%	43,5%
Dosso	19084	7061	31526	11157	65,2%	58,0%
Maradi	24146	7266	38616	11764	59,9%	61,9%
Niamey	41595	20051	48624	23900	16,9%	19,2%
Tahoua	18304	5602	27608	8121	50,8%	45,0%
Tillabéry	16693	6878	23712	9440	42,0%	37,2%
Zinder	20245	7840	35754	14030	76,6%	79,0%
Total	151593	59836	222500	85761	46,8%	43,3%

Sources : annuaires statistiques MESSRT

En termes de TBS, la situation a positivement évolué sur la période. Le TBS des garçons passe de 17,8% en 2005 à 21,1% en 2009, soit 3,3 points sur la période ; celui des filles connaît une progression de 4 points sur la période ; il passe de 10% à 14%.

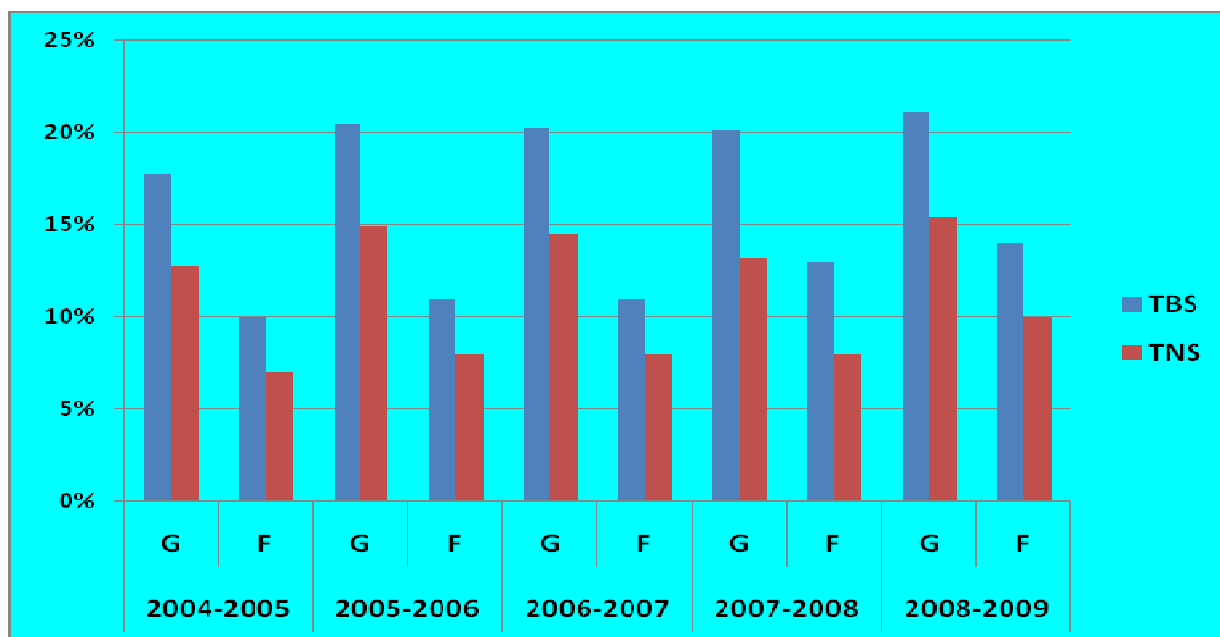
Concernant, le Taux Net de Scolarisation (TNS), il se situe actuellement à 15,4% pour les garçons. Celui des filles reste relativement à 10% en 2009. Il serait intéressant de comparer le TNA avec ceux des pays à niveau de développement comparable.

Tableau A11: Les TBS et TNS

Indicateurs	2004-2005		2005-2006		2006-2007		2007-2008		2008-2009	
	G	F	G	F	G	F	G	F	G	F
TBS	17,8%	10%	20,5%	11%	20,3%	11%	20,1%	13%	21,1%	14%
TNS	12,8%	7%	14,9%	8%	14,5%	8%	13,2%	8%	15,4%	10%

Sources : indicateurs générés dans le modèle de simulations

Le graphique ci-dessous montre la faiblesse des inscriptions et la constante de la disparité au détriment des filles.



3) Les inscriptions scolaires au collégial

Les indicateurs d'inscription scolaire rendent compte du niveau général d'articulation entre l'enseignement primaire et l'enseignement collégial. Les effectifs élèves des nouveaux inscrits au collégial augmente de 58,8% sur la période, soit en moyenne 14,7% par an, et ce, sans disparité significative entre garçons et filles.

Tableau A12: Les nouveaux inscrits par région

Régions	2004-05		2008-09		Variation	
	T	F	T	F	T	F
Agadez	2355	1082	3199	1418	35,8%	31,1%
Diffa	1144	546	1716	744	50,0%	36,3%
Dosso	8404	3005	12959	4760	54,2%	58,4%
Maradi	9654	2963	14647	4600	51,7%	55,2%
Niamey	10823	5077	13472	6587	24,5%	29,7%
Tahoua	8092	2273	13971	3925	72,7%	72,7%
Tillabéry	6709	2859	10836	4553	61,5%	59,3%
Zinder	8049	3067	16887	6766	109,8%	120,6%
Total	55230	20872	87687	33353	58,8%	59,8%

Sources : annuaires statistiques MESSRT

Au niveau des régions et sur la période 2005-2009, les effectifs des nouveaux inscrits, tous secteurs confondus, connaissent une croissance annuelle régulière pour les filles comme pour les garçons. Les régions de Zinder, de Tillabéry et de Tahoua enregistrent des taux dépassant 60% sur la période.

En 2009, ces inscriptions en hausse ont permis d'élever le TBA du collégial à 31,2% pour les garçons et 19,7% pour les filles.

Tableau A13: Les indicateurs d'accès scolaire

Indicateurs	2004-2005		2005-2006		2006-2007		2007-2008		2008-2009	
	G	F	G	F	G	F	G	F	G	F
TBA	24,8%	13,2%	30,5%	16,0%	22,1%	11,1%	27,3%	16,1%	31,2%	19,7%
TNA	6,6%	4,6%	8,9%	6,2%	7,6%	5,1%	8,0%	5,9%	10,5%	7,9%

Sources : indicateurs générés dans le modèle de simulations

Le TNA reste très faible dans l'ensemble, et ce, en partie en raison des retards au niveau de l'enseignement de base. En 2008-2009, ce taux s'établit à 10,5% pour les garçons et 7,9% pour les filles. Cet indicateur aussi devrait s'améliorer sous l'effet de l'augmentation du TBA et des améliorations des âges scolaires permises par l'amélioration des taux d'écoulement dans les cycles, primaire et collégial.

III.4. L'enseignement secondaire 2ème cycle

1) Les données démographiques

À l'instar de la population scolarisable dans le collégial, la population de 17-19 ans, admissible au secondaire 2^{ème} cycle, connaît une augmentation sur la période.

Tableau A14 : Évolution de la population de 17-19 ans

Âges scolarisables	2005		2009		Variation	
	G	F	G	F	G	F
Age 17	240 621	250 916	261 867	273 444	9%	9%
Age 18	228 714	238 224	248 416	259 258	9%	9%
Age 19	217 727	226 435	235 851	245 941	8%	9%
Population de 17- 19 ans	687 062	715 575	746 134	778 643	9%	9%

Sources : INS, données par le MEN

2) La couverture scolaire

Les effectifs élèves de l'enseignement secondaire 2^{ème} cycle ont connu une augmentation de 8,7% sur la période 2005-2009. La baisse des effectifs filles de 2,5% est pour le moins incompréhensible si ce n'est une erreur de couverture statistique. Il faut noter la proportion de la capitale Niamey qui représente près de la moitié des effectifs scolarisés dans le secondaire 2^{ème} cycle. Contrairement à d'autres pays de la sous région, le secteur privé reste marginal au Niger.

Tableau A15 : Les effectifs élèves par région au secondaire 2^{ème} cycle

	2004-05		2008-09		Variation	
	T	F	T	F	T	F
Agadez	1211	386	1948	581	60,9%	50,5%
Diffa	443	165	656	255	48,1%	54,5%
Dosso	2053	585	2554	720	24,4%	23,1%
Maradi	2780	759	3555	829	27,9%	9,2%
Niamey	12709	5411	12535	4944	-1,4%	-8,6%
Tahoua	1786	520	2159	532	20,9%	2,3%
Tillabéry	1738	623	1374	395	-20,9%	-36,6%
Zinder	2720	889	2862	848	5,2%	-4,6%
Total	25440	9338	27643	9104	8,7%	-2,5%

Sources : annuaires statistiques MESSRT (2005-2009)

Le tableau ci-dessous montre que le TBS stagne ou chute autour de 5% pour les garçons alors qu'il est inférieur de deux fois pour les filles. Il en est de même pour les TNA qui sont très faibles en raison des élèves retardataires au niveau du secondaire 1^{er} cycle.

Tableau A16: Les indicateurs de couverture scolaire

Indicateurs	2004-2005		2005-2006		2006-2007		2007-2008		2008-2009	
	G	F	G	F	G	F	G	F	G	F
TBS	5,2%	2,5%	6,1%	2,8%	5,2%	2,3%	4,7%	2,3%	4,6%	2,2%
TNS	2,8%	1,2%	3,3%	1,6%	2,4%	1,2%	1,6%	0,7%	2,4%	1,2%

Sources : indicateurs générés dans le modèle de simulations

3) L'accès au secondaire 2^{ème} cycle

Les indicateurs d'inscriptions scolaires rendent compte du niveau d'articulation entre le collégial et le secondaire 2^{ème} cycle du système éducatif, donc des capacités d'accueil des lycées.

Tableau A17: Les nouveaux inscrits en région

Régions	2004-05		2008-09		Variation	
	T	F	T	F	T	F
Agadez	391	128	799	273	104,3%	113,3%
Diffa	177	75	357	134	101,7%	78,7%
Dosso	784	223	893	240	13,9%	7,6%
Maradi	786	243	1324	346	68,4%	42,4%
Niamey	4422	2015	4282	1649	-3,2%	-18,2%
Tahoua	759	253	868	226	14,4%	-10,7%
Tillabéry	868	316	507	155	-41,6%	-50,9%
Zinder	1319	469	1031	380	-21,8%	-19,0%
Total	9506	3722	10061	3403	5,8%	-8,6%

Sources : annuaires statistiques (2005-2009)

Les données sur les nouveaux inscrits varient d'une année à une autre. Par exemple, les nouveaux inscrits passent dans l'ensemble de 9506 à 12924 entre 2005 et 2006. Ces mêmes nouveaux inscrits chutent de 4316 en 2007 avant de remonter à 8268 (Recensement scolaire 2008-2009, p.21).

Sous réserve de cette remarque, les nouveaux inscrits ont connu une augmentation de 5,8% dans l'ensemble alors que les effectifs accusent une baisse de 8,6% sur la période. Les TBA et TNA se présentent comme suit :

Tableau A18: Les indicateurs d'accès scolaire

Indicateurs	2004-2005		2005-2006		2006-2007		2007-2008		2008-2009	
	G	F	G	F	G	F	G	F	G	F
TBA	1,4%	0,6%	1,7%	0,9%	0,6%	0,4%	0,9%	0,6%	1,3%	0,7%
TNA	1,4%	0,6%	1,7%	0,9%	0,6%	0,4%	0,9%	0,6%	1,3%	0,7%

Sources : indicateurs générés dans le modèle de simulations

4) Recommandations pour le secondaire en général

Au regard de l'importance stratégique de ce sous-secteur de l'enseignement secondaire, il serait pertinent :

- de faire un diagnostic institutionnel des établissements (gestion des ressources humaines, matérielles et financières,...),
- d'élaborer un cadre stratégique de développement de l'enseignement secondaire, avec une étude diagnostic sur ses défis (réussite scolaire, violence et prostitution, VIH/SIDA, drogues,...),

- *d'élaborer un plan pluriannuel de développement de l'enseignement secondaire au moyen de modèle de simulations d'analyse économique et financière,*
- *d'élaborer un système d'indicateurs de suivi et évaluation des programmes et projets en cours,*
- *de mener une étude sur la pertinence des filières en adéquation avec les besoins du marché de travail, étude devant déboucher sur la mise en place d'une véritable politique de développement de l'enseignement secondaire et professionnel,*
- *de mener une étude sur les déterminants du développement de l'enseignement privé.*

III.5. La couverture au niveau de l'alphabétisation et l'ENF

L'adoption du PDDE a été précédée, en ce qui concerne le sous secteur de l'alphabétisation et de l'ENF par une évaluation globale qui a fait ressortir le constat suivant:

- un taux d'alphabétisation de 19,9%, soit 1 800 000 personnes alphabétisées sur une population de 9000 000 d'habitants en 2000,
- une disparité entre les hommes,
- une faiblesse de l'offre et de la qualité des apprentissages,
- un financement aléatoire et une dépendance accrue vis-à-vis de l'extérieur,
- une absence de concertation entre les différents acteurs (communautés bénéficiaires, structures).

Aussi, les objectifs du PDDE découlent de cette évaluation et visent:

- l'augmentation du taux d'alphabétisation de 19,9% en 2000 à 38% en 2013 (soit 900 000 adultes alphabétisés), et notamment en milieu rural et chez les femmes,
- l'amélioration de la pertinence des programmes offerts, en particulier en terme de compétences professionnelles et de vie courante, du taux de réussite dans les apprentissages (de 47% en 2000 à 75% en 2013, surtout chez les femmes),
- le renforcement des capacités de gestion et du partenariat État/Société civile dans la conception et la mise en œuvre des programmes, avec la stratégie du faire-faire.

1) La fréquentation des centres d'alphabétisation

Les performances au niveau de la couverture peuvent être appréciées à travers les capacités d'accueil (centres, alphabétiseurs) et les apprenants inscrits en fin de campagne, c'est-à-dire, par rapport aux inscrits qui ont suivi l'ensemble de la formation. Sur la période de 2005-2008, le nombre de centres a augmenté de 18%, passant en volume de 1786 dont 92% en milieu rural à 2105 dont 91% en milieu rural.

Deux remarques se dégagent des données du tableau (A19) : i) les centres sont de plus en plus en milieu rural et cela est encourageant compte tenu du fait que la population nigérienne vit à 83% dans ce milieu ; ii) les centres sont de plus en plus financés par les PTF, 98% en 2008. Et cela est inquiétant par rapport à la stratégie de pérennisation. Il faut cependant noter que la stratégie du faire-faire a favorisé l'émergence d'opérateurs de la société civile nigérienne qui assurent aujourd'hui la quasi totalité de la mise en œuvre des programmes d'alphabétisation.

La situation des centres est récapitulée dans le tableau suivant :

Tableau A19: Centres d’alphabétisation

Centres/milieu et financement	2004-2005	2005-2006	2006-2007	2007-2008
Centres	1786	2400	2871	2105
Rural	1649	2054	2356	1906
	92%	86%	82%	91%
Financement PTF	1786	2324	nd	2060
%	100%	97%		98%

Sources : annuaires statistiques MEN (2005-2009)

S’agissant du nombre d’apprenants, la situation a connu une évolution en dents de scie. Le nombre d’apprenants s’établit en moyenne à 42 000 par an (annuaire statistique 2005-2009). La proportion des femmes est de 65,9% en moyenne sur la période. Un autre concept que permet d’apprécier la qualité de la rétention est le taux de fréquentation.

Le taux de fréquentation, rapport entre les apprenants testés et les apprenants inscrits, rend compte en fait de l’achèvement du cycle par les apprenants. Plus, il est faible, plus cela dénote une inefficience du programme, une inadéquation de l’organisation pédagogique par rapport aux apprenants puisque ceux-ci n’achèvent pas le cursus proposé. Le taux de fréquentation est une mesure indicative qui sensibilise sur le fait que les déperditions ont un coût. La situation sur les inscriptions et la fréquentation est reproduite dans le tableau suivant.

Tableau A20: Apprenants en fin de campagne et taux de fréquentation

	2005		2006		2007		2008	
	Inscrits	Taux de fréquentation.	Inscrits	Taux de fréquentation.	Inscrits	Taux de fréquentation.	Inscrits	Taux de fréquentation.
Total	30097	71%	45816	76%	52031	68%	39961	73%
femmes	18366	70%	29611	78%	35026	66%	28262	73%
%	61,0%		64,6%		67,3%		70,7	

Sources : annuaires statistiques MEN

Le taux de fréquentation passe de 71% à 73% pour l’ensemble entre 2005-2008. Cette évolution est quasiment identique pour les femmes. Cela signifie que la campagne 2008 a enregistré près de 30% de déperditions. C’est une perte du point de vue social et financier. C’est aussi un frein au développement de l’accès et à l’atteinte des objectifs du PDDE. Aussi, si on tient compte des reprises fréquents des cours par les apprenants, le taux de fréquentation annuel de 70% assurera moins de 300 000 alphabétisés d’ici 2013 au lieu de 900 000 préconisés dans le PDDE.

Par rapport aux régions, la campagne 2007-2008 a enregistré des résultats plus ou moins inégaux en termes de fréquentation. La région de Zinder se distingue avec un taux de fréquentation de 80, 5%. Celui des

femmes est légèrement supérieur à l'ensemble avec 82,5%. Les régions de Dosso et de Diffa sont à la traîne avec des taux inférieurs à la moyenne.

Tableau A21: Taux de fréquentation en 2007-2008

Régions/genres	Femmes	Total
Agadez	74,2	75,7
Diffa	68,9	68,9
Dosso	61,5	62,7
CUN	77,3	74,7
Maradi	82,7	75,1
Tahoua	74,6	75,1
Tillabery	69,9	70,6
Zinder	82,5	80,5
Total National	73,5	72,9

Sources : annuaires statistiques MEN

Enfin, les alphabétiseurs constituent un élément clé dans le processus d'apprentissage des programmes d'alphabétisation. Malheureusement, ils ne font pas suffisamment l'objet de suivi et évaluation régulier et efficace, et ce, tant sur le plan administratif que sur le plan pédagogique. Cela est dû, d'une part, au manque de culture de gestion du personnel de l'ENF dans son ensemble, surtout lorsque celle-ci dépendent d'opérateurs privés et à la faiblesse des structures administratives sur le terrain.

Notons à cet égard qu'il faudrait au moins un stock permanent de 4500 alphabétiseurs pour atteindre les objectifs du PDDE (900 000 alphabétisés d'ici 2013). Cette question se posera dramatiquement d'ici quelques années avec l'explosion de la demande du système éducatif formel en maîtres. Les meilleurs alphabétiseurs ne tenteraient-ils pas de passer au formel, comme contractuels ou volontaires communautaires, pour aller rejoindre un corps plus organisés et mieux rémunérés ? Aussi, les autorités nationales devraient se pencher sur cette dimension cruciale du développement de l'ENF qui a été escamotée dans la définition de la stratégie du faire-faire. Aussi, il faudra entreprendre dès maintenant une étude sur les alphabétiseurs (projection du nombre, formation, statut, encadrement, zones géographiques de recrutement).

2) Recommandations

Au regard des objectifs visés pour 2015, il serait pertinent :

- de mettre en pratique les recommandations en matière d'accès et de rétention des apprenants de la politique de l'ENF (2008),
- d'élaborer un plan pluriannuel de développement de l'ENF, notamment pour les jeunes de 9 à 15 ans,
- de mener une réflexion sur le statut futur du personnel enseignant de l'ENF.

III.6. La problématique du développement de l'ETFP

Il est difficile de comprendre le sous secteur de l'enseignement technique et de la formation professionnelle au Niger si l'on ne se place pas dans une perspective historique et culturelle. En réalité, l'enseignement technique et la formation professionnelle ont souvent représenté une solution de dernier recours pour les élèves en phase d'orientation. Les établissements de ce sous secteur recrutent principalement parmi les élèves en échec scolaire dans l'enseignement général ou n'ayant pas pu accéder à l'enseignement supérieur. Et cette tendance a été amplifiée par l'existence d'un goulot d'étranglement à l'entrée du secondaire 2ème cycle, et par les concours d'entrée à l'enseignement supérieur.

Les différentes réformes intervenues dans le sous-secteur, justifiées par des multiples enjeux (politiques, économiques, socioculturels), et la pression de la demande d'éducation à tous les niveaux du système éducatif a créé une multiplicité de clientèles aux motivations très diverses. C'est ainsi qu'il s'est développé un sous secteur hétéroclite tant du point de vue des niveaux de formations que de la clientèle visée (jeunes, adultes, artisans, cadres en recyclage, etc.). Résultat, un secteur très dynamique d'enseignement privé s'est développé principalement au niveau de la capitale dans les filières tertiaires (gestion, commerce, informatique).

Par rapport aux réformes institutionnelles, la SDRP reconnaît le lien direct entre l'instruction et la formation professionnelle et les différentes dimensions de la pauvreté. En effet, l'éducation et la formation professionnelle permettent généralement d'accéder plus facilement au marché de l'emploi et de tirer profit des opportunités économiques. Aussi, le Niger a adopté un document de politique sectorielle en 2006, suivi de la création du Ministère de la Formation Professionnelle et Technique en 2007 et d'un Plan de la modernisation de l'enseignement technique et de la formation professionnelle en 2009 ainsi que de la création d'un Conseil supérieur de l'ETFP en 2009.

Pour ce qui concerne la formation continue et l'apprentissage, il faut noter la mise en place d'un Fond d'Appui à la Formation Professionnelle Continue et à l'Apprentissage (FAFPCA) en 2007 et la création d'une Direction de la Formation Professionnelle Continue (DFPCA) au sein du Ministère. Une déconcentration des compétences dans la matière a aussi permis la création de Comités régionaux de l'apprentissage.

En dépit de ces réformes appréciables, l'ETFP continue à faire face à un certain nombre de défis. L'ETFP, notamment dans sa composante publique et communautaire (artisanat ...), est confronté aux mêmes défis que l'enseignement secondaire: mauvais financement, mauvaise gestion des ressources humaines, iniquités, etc. À cela, il faut ajouter les coûts unitaires de formation élevés en raison des inputs pédagogiques très coûteux en acquisition et en maintenance (matières d'œuvre, outils, équipements, infrastructures spécialisées,...).

Au niveau du marché de l'emploi, les données de l'INS (2006) font ressortir une situation de crise caractérisée par l'amplification du chômage et du sous-emploi surtout en milieu urbain : un taux de chômage général de l'ordre de 15,5%, mais de près de 20% en zone urbaine contre un peu plus de 15% en zone rurale. La publication de l'INS fait apparaître que les jeunes ayant achevé le premier cycle du secondaire sont plus victimes du chômage (21,5%) que les non scolarisés (9,1%) et aussi que la faible qualification

professionnelle des populations périurbaines réduit leurs opportunités d'accès à des emplois décents. Elles travaillent essentiellement dans le secteur informel, sont peu rémunérées ou occupent des emplois volatiles.

Recommandations :

Au regard de ce qui précède et pour apprécier l'évolution du développement quantitatif, qualitatif et de la gestion du secteur de l'ETFP, il serait indiqué :

- *de mettre en place un système d'information et de gestion de l'ETFP et ce afin de produire les statistiques sur le nombre et type d'établissements, l'accès (provenance des admis), le personnel, les infrastructures, les filières,*
- *de mener une étude sur l'adéquation formation emploi et sur le potentiel emploi de l'artisanat,*
- *de mener une étude sur les potentialités de développement des formations professionnalisantes.*

III.7. La problématique du développement de l'enseignement supérieur

Le rôle positif de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique dans une économie globalisée fondée sur la connaissance et les nouvelles technologies de l'information n'est plus à démontrer, partout ailleurs comme au Niger. Une étude récente de la Banque Mondiale sur « les coûts et financement de l'Enseignement Supérieur en Afrique francophone, 2005) a fait ressortir que l'enseignement supérieur dans les pays de l'UEMOA est confronté à de nombreuses contraintes :

- un accroissement constant des effectifs étudiants par rapport aux possibilités réelles d'accueil,
- un système inéquitable entre filles et garçons et par rapport aux couches sociales,
- une mauvaise gestion des ressources humaines,
- un mauvais système d'orientation et de développement des filières,
- des faibles débouchés pour les diplômés,
- des difficultés budgétaires réelles, sans un réel système de participation des bénéficiaires au coût de la formation,
- des ressources financières disponibles affectées en grande partie aux bourses (du titre IV du budget : transferts et subventions),
- une faiblesse des ressources affectées au fonctionnement pédagogique.

Le tableau suivant, extrait de l'étude, présente l'augmentation constante et irrésistible des effectifs étudiants dans le pays de l'UELOA..

Tableau A22: Prévision des effectifs étudiants de la zone UEMOA

	Année 2004		Année 2015		
	Nombre d'étudiants	Etudiants pour 100 000 habitants	Nombre d'étudiants	Etudiants pour 100 000 habitants	Comme multiple du nombre d'étudiants de 2004
Côte d'Ivoire	110 472	698	363 000	1 827	3,3
Sénégal	52 282	506	147 000	1 121	2,8
Burkina Faso	24 975	186	80 000	433	3,2
Mali	33 591	251	145 000	762	4,3
Bénin	40 698	588	150 000	1 653	3,7
Togo (public)	24 774	483	53 000	833	2,1
Niger	8 774	71	14 000	74	1,6
Guinée-Bissau					
Ensemble 7 pays	295 566	371	952 000	1 065	3,2

Source : Banque Mondiale : coût et financement de l'Enseignement supérieur en Afrique francophone, 2005.

L'enseignement supérieur du Niger, pays membre de cette zone, n'échappe pas à ces contraintes même si le nombre d'étudiants n'est en rien comparable à celui des pays de la zone UEMOA ; à peine 3% en 2004. Le nombre d'étudiants pour 100 000 habitants est de 71 au Niger alors qu'il est de 251 au Mali et de 186 au Burkina. Cette faiblesse de la couverture universitaire au Niger s'explique d'après l'étude par l'instauration d'un système de sélection à l'entrée à l'université. Mais, elle pourrait aussi s'expliquer par l'absence d'un système d'information et de gestion des institutions de l'enseignement supérieur (IES^o), autrement dit, une mauvaise couverture des statistiques des IES privées et des IUT.

En effet, il est difficile d'admettre que l'enseignement supérieur au Niger ne produise pas régulièrement des données statistiques et ne dispose pas de système d'information et de gestion de l'éducation (SIGE), la production d'un système d'indicateurs intégral. Il va sans dire que la mise en place de ce SIGE conditionnera l'implantation des réformes nécessaires à venir (diminution des coûts unitaires, recouvrement des coûts, capacité de planification stratégique).

Sur le plan quantitatif, les données recueillies auprès de l'université Abdou Moumouni montrent que les effectifs étudiants ont connu une augmentation moyenne de 10,2% sur la période. Les facultés enregistrent des croissances inégales mais intéressantes par rapport à l'évolution du poids relatif des facultés en termes d'étudiants. En effet, c'est la faculté des sciences qui connaît la plus forte progression avec en moyenne 41,4%. Le poids des effectifs étudiants en sciences passe de 8,4% à 15,6%.

En deuxième position, c'est la faculté des sciences de la santé qui réalise une progression de 12,5% sur la période avec près de 18% des effectifs étudiants de l'université en 2010. La faculté des sciences économiques et juridiques quant elle connaît une progression de 11% avec près d'un tiers des étudiants. Les effectifs étudiants de la faculté des lettres et des sciences humaines (FLSH) passent de 40,3% à 32,8% sur la période. La progression annuelle des effectifs de la FLSH est cependant inférieure à 5% en moyenne sur la période. La faculté d'agronomie, dont l'importance est sans doute capitale pour le Niger, ne scolarise que 421 étudiants en 2008-2009.

Tableau A22: Evolution des effectifs étudiants par faculté

Facultés	2004-2005	2005-2006	2006-2007	2007-2008	2008-2009	Croissance moyenne	%' 2005	%' 2009
FS	618	440	1062	1303	1698		8,4%	15,6%
<i>Croissance</i>		-28,8%	141,4%	22,7%	30,3%	41,4%		
ENS	219	223	215	262	263		3,0%	2,4%
<i>Croissance</i>		1,8%	-3,6%	21,9%	0,4%	5,1%		
FA	324	329	260	317	421		4,4%	3,9%
<i>Croissance</i>		1,5%	-21,0%	21,9%	32,8%	8,8%		
FLSH	2971	3012	3338	3585	3556		40,3%	32,8%
<i>Croissance</i>		1,4%	10,8%	7,4%	-0,8%	4,7%		
FSS	1227	1553	1748	1829	1942		16,7%	17,9%
<i>Croissance</i>		26,6%	12,6%	4,6%	6,2%	12,5%		
FSEJ	2009	2166	2036	2583	2977		27,3%	27,4%
<i>Croissance</i>		7,8%	-6,0%	26,9%	15,3%	11,0%		
Total	7368	7723	8659	9879	10 857		100,0%	100,0%
<i>Croissance</i>		4,8%	12,1%	14,1%	9,9%	10,2%		

Sources : Statistiques Université Abdou Moumouni

Recommandations

Au regard des objectifs visés pour 2015, il serait pertinent :

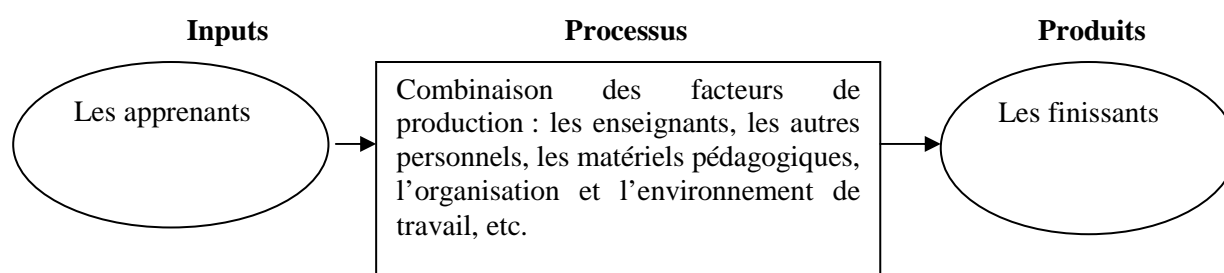
- *de mener une étude sur les profils de scolarisation des étudiants par faculté,*
- *de mener une étude sur les profils de scolarisation des étudiants par faculté,*
- *Améliorer les activités d'appui à la collecte, au traitement et l'analyse des statistiques de l'enseignement supérieur,*
- *de mener une réflexion sur les filières porteuses par rapport aux besoins de l'économie nationale.*

IV. PERFORMANCES EN MATIERE DE QUALITE DE L'EDUCATION

L'objectif du PDDE dans cet axe consiste en l'amélioration de la qualité des apprentissages reçus par tous les enfants qui ont accès au système éducatif. Il consiste aussi à ce qu'une proportion aussi importante que possible des élèves terminent le cursus avec une durée moyenne des études égale au nombre d'années du cycle. Par exemple, 6 ans pour le cycle primaire, 4 ans pour le secondaire 1^{er} cycle et 3 ans pour décrocher le baccalauréat.

La qualité de l'enseignement est une problématique complexe, dépendant de nombreux facteurs. Il est toutefois nécessaire de circonscrire le problème, de manière à faciliter son traitement. Les soubassements théoriques de cet objectif font l'hypothèse que l'école au même titre qu'une unité de production constitue un système de transformation qui reçoit des apprenants (inputs), les travaille par l'acte d'apprentissage en employant des ressources humaines et matérielles (combinaison des facteurs de production), et produit des finissants (outputs).

La schématisation de l'interaction des variables se présente comme suit:



La question qui se pose est comment mesurer le rendement du processus de transformation ? Etant donné la difficulté à mesurer la valeur d'un finissant, les travaux de recherche, dans la pratique, vont porter sur le rendement de l'éducation suivant deux aspects: l'aspect quantitatif et l'aspect qualitatif. Dans la première considération, il s'agit de savoir le nombre d'étudiants formés (voir plus les analyses sur l'accès et la couverture), dans la deuxième, c'est le contenu des apprentissages reçus par les élèves qui importe.

Pour déterminer les effets qualitatifs, il faut d'une part mesurer les performances scolaires des élèves et d'autre part identifier les facteurs de production de ces performances, par exemple, la qualification de l'enseignant, les matériels pédagogiques, l'organisation et environnement de travail, etc.

Mathématiquement cette fonction s'exprime de la façon suivante :

$$A_i = F(V_1, V_2, \dots, V_n).$$

A_i est l'acquisition des connaissances de l'élève i à un moment donné, les variables V_1, V_2, \dots, V_n sont les facteurs que l'on suppose expliquer la variation de (A_i).

Cette relation d'apparence simple, ne prend pas en compte les antécédents socio familiaux (origine sociale, taille de la famille, ...), des caractéristiques individuelles (âge, sexe, langues maternelles, aspirations,...). Il faut ajouter d'autres caractéristiques (hors inputs scolaires) qui influent la réussite scolaire, par exemple la zone géographique. Ces facteurs ne sont pas indépendants de l'origine sociale et du milieu culturel. Le financement de l'éducation ne pourrait influencer sur ces facteurs que dans le cadre d'une politique générale de la famille et de l'enfance (enseignement préscolaire). Les enfants qui bénéficient d'un environnement stimulant, d'outils d'éveils, apprennent mieux que les enfants qui vivent dans des milieux déshérités.

Bien sûr, ce type d'analyse dépasse le cadre de cette étude dont l'objet principal consiste à identifier des thèmes de plaidoyer pour améliorer le niveau et la qualité du financement du système éducatif. Aussi, en attendant de conduire des études de type qualitatif sur les rendements scolaires, il convient de présenter d'abord une analyse des aspects quantitatifs qui révèlent indirectement un système éducatif dans lequel une majorité d'élèves finissent le cycle autant que faire se peut sans redoublement et sans abandon.

Dans cette optique, et dans un souci de réalisme, les plans d'action les plus immédiats seraient de d'augmenter les taux promotion, de réduire les taux de redoublement et de mettre à zéro les taux d'abandon pour tous les niveaux. La mise en œuvre de ces plans d'action requiert que les autorités nationales agissent sur des variables reconnues pour leur influence positive sur la qualité de l'éducation. Il peut s'agir de la formation initiale et continue des enseignants, de l'apport en matériels didactiques (individuels et collectifs), de la rationalisation des organisations pédagogiques (ratios élèves/enseignant, plages horaires, taux de roulement classes/salle, ...).

Dans cette partie, il sera donc question d'analyser ce concept complexe aux dimensions multiples. Les performances en matière de qualité sont appréciées à travers le taux de redoublement par niveau et par région et aussi à travers les profils de scolarisation.

IV.1. Le préscolaire

Comme indiqué dans partie III, l'enseignement préscolaire a connu un développement en milieu urbain. Organisé en grande partie dans le cadre des structures associatives et communautaires ou privées, l'enseignement préscolaire est peu couvert par les statistiques du MEN. Aussi, l'intervention du MEN se limite à des initiatives institutionnelles (conditions d'ouverture,...) et à quelques actions sur le plan de l'encadrement et de l'appui pédagogique.

Dans cette perspective, *il serait intéressant de conduire des études de type qualitatif pour évaluer les objectifs du PDDE en matière de préscolaire, par exemple, sur :*

- *l'arrimage du préscolaire à l'enseignement primaire,*
- *le développement de l'autonomie et de la socialisation de l'enfant,*
- *la formation des éducateurs,*
- *la mise en place d'un système de suivi et évaluation.*

IV.2. Le primaire

1) L'analyse du redoublement

Les redoublements et les abandons scolaires sont des éléments essentiels de l'efficacité, des coûts et bénéfices d'un système éducatif, et notamment au niveau primaire où les acquisitions de connaissance **conditionnent toute la scolarité** subséquente. Le redoublement pourrait même être un facteur d'abandon des études, particulièrement pour les filles. Le redoublement s'assimile à du gaspillage des ressources et constitue non seulement un coût supplémentaire pour le système mais il obstrue surtout la fluidité du système.

Quand le taux de redoublement est excessif, comme il est dans le système éducatif du Niger, les enfants redoublants occupent la place de nouveaux candidats qui, parfois à force d'attendre leur tour risquent de voir leur âge de scolarisation révolu. Le redoublement est surtout préjudiciable pour la scolarisation des petites filles qui sont déjà discriminée. Une période d'attente longue les pousse encore davantage aux travaux domestiques et à l'abandon définitif d'entreprendre des études.

Conscients du caractère négatif des redoublements et des abandons tant pour l'efficacité du système comme pour les bénéficiaires, les concepteurs du PDDE préconisent une plus grande fluidité des élèves dans le cycle, une réduction des taux de redoublement et d'abandon. Ces objectifs sont également réitérés dans les revues successives du PDDE.

Au niveau national, la situation des taux de redoublement et son évolution se présente comme suit :

Tableau Q1 : Evolution du taux de redoublement par niveau,

Niveau	2004-2005		2008-2009		Variation	
	G	F	G	F	G	F
CI	0,6%	0,6%	0,1%	0,1%	-0,4%	-0,5%
CP	3,1%	3,2%	2,9%	3,0%	-0,2%	-0,2%
CE1	4,3%	4,8%	3,9%	4,1%	-0,4%	-0,7%
CE2	4,9%	5,5%	4,5%	5,1%	-0,4%	-0,5%
CM1	8,1%	8,8%	6,5%	7,4%	-1,6%	-1,4%
CM2	18,0%	20,6%	18,7%	20,6%	0,6%	0,0%
Ensemble	5,3%	5,7%	5,0%	5,2%	-0,3%	-0,5%

Sources : indicateurs générés dans le modèle de simulations

En 2004-2005, le taux de redoublement moyen apparent, c'est à dire, calculés sur les effectifs de la même année, au primaire pour tous les niveaux s'établit à 5,3% pour les garçons et à 5,7% pour les filles. Sur la base des données du tableau, le phénomène est faible, pour les filles comme pour les garçons, au niveau de la première année, il devient de plus en élevé en fin de cycle. La persévérance des élèves à passer en cycle supérieur explique en partie les taux de redoublement proche de 20% en classe de CM2. *Il serait intéressant de mener une étude sur les facteurs explicatifs du redoublement.*

Tableau Q2 : Taux de redoublement par région

Indicateurs	2004-2005		2008-2009		Variation	
	G	F	G	F	G	F
Agadez	9,0%	9,0%	8,4%	9,0%	-0,6%	0,0%
Diffa	5,9%	5,5%	6,3%	6,1%	0,4%	0,6%
Dosso	3,8%	4,0%	4,5%	4,9%	0,7%	0,8%
Maradi	4,5%	4,4%	5,2%	5,4%	0,7%	1,0%
Niamey	9,2%	9,4%	10,3%	9,5%	1,1%	0,1%
Tahoua	5,2%	5,4%	4,4%	4,1%	-0,8%	-1,4%
Tillabéry	4,8%	5,5%	3,7%	4,2%	-1,0%	-1,3%
Zinder	5,8%	5,6%	4,2%	4,2%	-1,6%	-1,5%
Total	5,3%	5,7%	5,0%	5,2%	-0,3%	-0,5%

Sources : indicateurs générés dans le modèle de simulations

En termes de disparités régionales et sous réserve d'une analyse plus approfondie, notamment sur une plus longue période, on pourrait noter que le phénomène est structurel sur l'ensemble. Seules trois régions ont légèrement diminué les taux de redoublement pour les filles comme pour les garçons. Il s'agit de Tahoua, Tillabéry et de Zinder.

2) Les profils de scolarisation

La construction des profils de scolarisation permet d'analyser l'efficacité interne du système éducatif sous plusieurs angles. Il s'agit en fait de calculer pour chaque cycle :

- le cumul des ressources (années-élèves) totales utilisées pour le maintien des élèves dans le cycle,
- le rapport entre les enfants diplômés du cycle et ceux scolarisés, et par conséquent déterminer la durée moyenne des études pour ceux qui ont achevé avec succès le cycle,
- la propension de rétention d'élèves dans le cycle du système éducatif au moyen des taux de survie à différents niveaux du cycle d'enseignement considéré.

Les indicateurs sur les profils de scolarisation ont été produits au moyen d'un système de cohortes (Garçons-Filles, Filles et Garçons) sur les données de l'année scolaire 2004-2005.

Tableau Q3 : indicateurs d'efficacité au niveau primaire national en 2005

Indicateurs d'efficience 2005	Garçons-Filles	Filles	Garçons	Note explicative
Total années-élève	1173682	490648	682852	
Production: admis cumulés entrée en 6ème	111975	45197	67320	
Année-élève par diplômé	10,5	10,9	10,1	(1)
Ratio d'entrée-sortie	1,7	1,8	1,7	(2)
Coefficient d'efficacité	57,2%	55,3%	59,2%	(3)
Durée moyenne des études pour diplômés	6,5	6,5	6,4	(4)
Taux de survie en CE2	68,8%	67,3%	69,8%	(5)
Taux de survie en CM1	63,4%	62,1%	64,3%	
Taux de survie en CM2	57,8%	56,2%	58,8%	
Taux de survie pour les diplômés	46,9%	45,0%	48,7%	

Sources : indicateurs générés dans le modèle de simulations

Notes explicatives sur les sur les indicateurs de profil de scolarisation :

(1). Année-élève par diplômé : il s'agit d'un indicateur qui mesure le cumul des ressources totales utilisées par une cohorte d'élèves diplômés en fin de cycle (redoublements inclus). Dans une situation idéale, avec un taux de promotion de 100% et un taux de redoublement de 0%, cet indicateur serait égal à 6. Il serait égal à la durée moyenne des études pour diplômés. Dans la situation présente de l'enseignement primaire, on remarque que cet indicateur est très loin de son niveau idéal de 6. Cela s'explique par la médiocrité de la fluidité dans le cursus

(2). Ratio d'entrée sortie : cet indicateur permet de calculer le nombre d'élèves à scolariser pour obtenir un sortant diplômé. Dans le cas présent, il faudrait scolariser 1 à 2 enfants pour produire un diplômé. La disparité entre filles et garçons est faible du fait que les taux de redoublement sont relativement identiques pour les filles comme pour les garçons.

(3). Coefficient d'efficacité : c'est un indicateur calculé comme le produit de la durée de cycle et du rapport entre les admis cumulés en CM2 et le total d'années-élèves. Dans une situation idéale d'une cohorte de 1000 élèves sur un cycle de 6 ans, cet indicateur serait égal à 6 (durée du cycle)X (6000 années-élèves)/1000 (sortants ou admis en 7ème) = 1 ou 100%. Ainsi l'efficacité du système est d'autant plus grande que le cursus est fluide et ne comporte pas d'abandons. Les valeurs de l'indicateur témoignent donc de la faiblesse de l'efficacité du cycle primaire. On remarquera que les filles ont un coefficient d'efficacité légèrement plus faible en raison des taux d'abandon supérieurs à ceux des garçons.

(4). Durée moyenne des études pour diplômés : dans un système parfait avec un cycle de 6 ans, cet indicateur devrait être égal à 6. Ainsi, plus la valeur de cet indicateur est supérieure à 6, plus le nombre d'années-élèves gaspillé est important, et plus le rendement interne est faible. Dans le cas du système éducatif nigérien, les diplômés mettent en moyenne 6 mois de plus dans le cycle, avec cependant un léger avantage pour les garçons.

(5). **Taux de survie** : il s'agit de la proportion d'une cohorte d'élèves entrés en 1ère année du cycle scolaire et qui atteignent une certaine année d'étude de ce cycle (ici, CM1, CM2, et diplômés)

On observe que sur 100 enfants qui entrent en 1ère année du primaire 63,4% en moyenne atteignent la classe de CM1, 57,8 la classe de CM2, et 46,9% terminent le cycle avec succès. Notons qu'il est généralement admis qu'un enfant qui n'a pas fini la classe de CM1 n'a pas reçu une scolarité lui permettant de ne pas retomber dans l'analphabétisme. Toute chose étant égale par ailleurs, dans le cas du Niger, 31% des ressources consacrées risquent de n'avoir aucun impact par rapport aux objectifs de l'enseignement primaire sur l'achèvement du cycle.

Tableau Q3 : indicateurs d'efficacité au niveau primaire national en 2009

Indicateurs d'efficience 2009	Garçons-Filles	Filles	Garçons
Total années-élève	2 027 954	884 803	1 143 401
Production: admis cumulés entrée en 6ème	171 393	69 960	100 951
Année-élève par diplômé	11,83	12,65	11,33
Ratio d'entrée-sortie	1,97	2,11	1,89
Coefficient d'efficacité	50,7%	47,4%	53,0%
Durée moyenne des études pour diplômés	6,41	6,44	6,39
Taux de survie en CE2	74,3%	71,5%	76,7%
Taux de survie en CM1	68,3%	65,2%	70,8%
Taux de survie en CM2	65,7%	62,5%	68,3%
Taux de survie pour les diplômés	43,0%	39,2%	45,9%

Sources : indicateurs générés dans le modèle de simulations

Par rapport à la situation de 2005 (voir tableau plus haut), les profils de scolarisation sont restés les mêmes. Le coefficient d'efficacité s'est même dégradé en passant de 57,2% à 50,7%. A titre d'illustration, si les objectifs du PDDE étaient réalisés, alors la situation sur les profils de scolarisation se présenterait comme en 2013 (voir annexe 2 pour tous les cycles).

Tableau Q4 : indicateurs d'efficacité par rapport aux objectifs du PDDE en 2013

Indicateurs d'efficience	Garçons-Filles	Filles	Garçons
Total années-élève	5 529	5 529	5 529
Production: admis cumulés entrée en 6ème	703	703	703
Année-élève par diplômé	7,86	7,86	7,86
Ratio d'entrée-sortie	1,31	1,31	1,31
Coefficient d'efficacité	76,3%	76,3%	76,3%
Durée moyenne des études pour diplômés	6,23	6,23	6,23
Taux de survie en CE2	86,3%	86,3%	86,3%
Taux de survie en CM1	82,8%	82,8%	82,8%
Taux de survie en CM2	79,3%	79,3%	79,3%
Taux de survie pour les diplômés	70,3%	70,3%	70,3%

Sources : indicateurs générés dans le modèle de simulations

Les indicateurs de ce tableau montrent la justesse des objectifs du PDDE. Il faudrait donc se donner les moyens d'atteindre ces objectifs en amélioration l'accès scolaire et la fluidité dans le cycle : moins de redoublement et d'abandons.

IV.2. Le collégial

1) L'analyse du redoublement

Le taux de redoublement du cycle collégial n'a pratiquement pas évolué sur la période. Le taux a même légèrement augmenté pour les filles passant en moyenne de 18,3% en 2005 à 19,7% en 2009. Pour la classe de fin cycle, la 3^{ème}, le taux de redoublement concerne plus du tiers des inscrits en 2009 avec une disparité entre genre de près de 3 points au détriment des filles. C'est probablement des stratégies liées au passage en secondaire 2^{ème} cycle qui expliquent ces taux élevés en fin de cycle du collégial.

Tableau Q5: Taux de redoublement au collégial

Niveau	2004-2005		2008-2009		Variation	
	G	F	G	F	G	F
6ème	15,10%	15,3%	14,8%	14,3%	-0,3%	-1,0%
5ème	26,4%	21,1%	17,8%	19,4%	-8,6%	-1,6%
4ème	15,4%	14,7%	24,9%	28,8%	9,5%	14,1%
3ème	25,9%	26,9%	30,5%	33,3%	4,6%	6,4%
Ensemble	19,1%	18,3%	18,7%	19,7%	-0,4%	1,4%

Sources : indicateurs générés dans le modèle de simulations

En termes de disparités, plusieurs régions connaissent une augmentation des taux de redoublement. Il s'agit d'Agadez (2,8% ; 10,9%), de Maradi (2,4% ; 7%), de Niamey (0,8% ; 3,4%), etc. Par contre les régions de Diffa, de Tahoua et de Tillabéry, ont connu des taux de redoublement en baisse.

Tableau Q6 : Taux de redoublement au collégial par région

Indicateurs:	2004-2005		2008-2009		Variation	
	G	F	G	F	G	F
Agadez	19,6%	12,6%	22,4%	23,5%	2,8%	10,9%
Diffa	21,9%	21,6%	14,8%	15,7%	-7,1%	-5,8%
Dosso	18,6%	19,6%	19,2%	20,7%	0,6%	1,2%
Maradi	18,5%	15,5%	20,9%	22,5%	2,4%	7,0%
Niamey	21,6%	20,4%	22,4%	23,9%	0,8%	3,4%
Tahoua	17,7%	18,7%	14,5%	15,1%	-3,2%	-3,6%
Tillabéri	19,5%	19,8%	18,0%	18,6%	-1,5%	-1,2%
Zinder	16,8%	14,7%	16,4%	14,7%	-0,3%	0,1%
Total	19,1%	18,3%	18,7%	19,7%	-0,4%	1,4%

Sources : indicateurs générés dans le modèle de simulations

Aussi, si des actions à la fois pédagogiques et administratives n'étaient pas prises pour faire baisser les redoublements, les objectifs du PDDE en matière d'achèvement ne seront pas atteints et la gestion des places disponibles aux différents paliers influera sur la montée des effectifs.

3) Le profil de scolarisation au collégial

Les indicateurs d'efficience interne reflètent de façon plus synthétique les performances du système par rapport aux taux de redoublement et d'abandon.

Sur la base du tableau ci-dessus, le coefficient d'efficacité s'établit à un niveau très faible de 15,4% pour les garçons et de 10,6% pour les filles. Ce qui dénote une faiblesse dans la fluidité dans le cycle. Le nombre d'année élève par diplômé se situe à une valeur qui est plus du triple de la valeur idéale de 4 ans. Cette faiblesse est confirmée par la durée moyenne des études *pour les diplômés* qui est autour de 4,7. Cela signifie que le système éducatif actuel finance 4,8 ans pour un cycle d'étude qui a une durée de 4 ans, et cela, seulement pour les sortants diplômés.

Par rapport aux taux de survie des cohortes, sur 100 élèves inscrits au cycle, il y a environ 19,2 qui atteignent la fin du cycle dans le contexte de 2008-2009. Il faut cependant noter que cette situation pourrait être expliquée par des incohérences statistiques dues à la mauvaise qualité des données recueillies (voir tableau Q7). En effet, les effectifs inscrits en 6^{ème} chutent brutalement entre la classe de 6^{ème} et la classe de 5^{ème} pour l'année 2008-2009. Et, cela explique en partie la faiblesse, entre autres, du coefficient d'efficacité. Il s'agit d'une situation incompréhensible que seule une étude plus poussée au niveau des articulations entre les niveaux (6^{ème}, 5^{ème}, 4^{ème}) pourrait expliciter.

Tableau Q7: Indicateurs d'efficacité au collégial 2009

Indicateurs d'efficience : 2009	Garçons-Filles	Filles	Garçons
Total années-élève	197 193	73 102	124 300
Production: admis aux examens fin de cycle	6 497	1 935	4 778
Année-élève par diplômé	30,35	37,78	26,02
Ratio d'entrée-sortie	7,59	9,45	6,50
Coefficient d'efficacité	13,2%	10,6%	15,4%
Durée moyenne des études pour diplômés	4,765	4,749	4,788
Taux de survie en 5ème	47,1%	45,7%	47,9%
Taux de survie en 4ème	29,4%	29,3%	29,5%
Taux de survie en 3ème	19,2%	18,8%	19,5%
Taux de survie pour les diplômés	7,9%	6,3%	9,3%
Effectifs inscrits 2008-2009 dans le public		Public	
	Garçons	Filles	Total
6ème	60 601	35 992	96 593
5ème	24 619	13 575	38 194
4ème	15 713	9 502	25 215
3ème	13 492	8 516	22 008
Total	114 425	67 585	182 010

IV.3. Le secondaire 2^{ème} cycle

1) L'analyse des redoublements

Tableau Q8 : Taux de redoublement au secondaire 2^{ème} cycle

Niveau	2004-2005		2008-2009		Variation	
	G	F		F	G	F
Seconde	10,2%	12,1%	11,9%	8,8%	1,7%	-3,3%
Première	5,4%	4,7%	8,9%	7,8%	3,5%	3,1%
Terminale	27,3%	32,7%	39,8%	51,4%	12,5%	18,7%
Ensemble	14,0%	15,4%	19,5%	22,3%	5,5%	6,9%

Sources : indicateurs générés dans le modèle de simulations

Les données du tableau ci-avant montrent que la situation du redoublement s'est en fait dégradée sur la période. Dans l'ensemble, le taux de redoublement passe de 14% à 19,5% entre 2005 et 2009 pour les garçons. Celui des filles connaît une variation positive de 6,9%. Il faut noter aussi que pour des raisons de persévérance pour l'obtention du diplôme du bac, le taux de redoublement dépasse les 50% pour les filles en 2009.

Au niveau régional et sur la période 2004-2005, en termes des disparités, plusieurs régions connaissent des taux de redoublement en progression. Il s'agit d'Agadez, Dosso, Niamey, Tillabéri et Zinder. Seules les régions de Diffa et de Maradi connaissent une baisse sensible. Cette situation signifie que le phénomène du redoublement est général sur l'ensemble du pays et que la solution à apporter ne peut être que globale, par exemple, des réformes sur les systèmes d'évaluations sommatives.

Tableau Q9 : Taux de redoublement au secondaire 2^{ème} cycle par région

Indicateurs:	2004-2005		2008-2009		Variation	
	G	F	G	F	G	F
Agadez	14,5%	15,5%	20,8%	22,3%	6,3%	6,8%
Diffa	21,9%	14,5%	4,6%	14,3%	-17,3%	-0,2%
Dosso	15,3%	26,1%	24,0%	29,3%	8,7%	3,2%
Maradi	19,5%	32,6%	16,8%	19,5%	-2,7%	-13,1%
Niamey	13,1%	13,7%	19,3%	25,9%	6,2%	12,1%
Tahoua	12,1%	12,7%	13,2%	8,2%	1,0%	-4,6%
Tillabéri	10,8%	13,3%	17,4%	27,9%	6,6%	14,5%
Zinder	12,1%	7,3%	29,3%	16,1%	17,2%	8,8%
Total	14,0%	15,4%	19,5%	22,3%	5,5%	6,9%

Sources : indicateurs générés dans le modèle de simulations

2) Le profil de scolarisation et analyse des cohortes au secondaire 2^{ème} cycle

Les indicateurs d'efficacité interne reflètent de façon plus synthétique les performances du système éducatif par rapport aux taux de redoublement et d'abandon. Ils permettent une lecture de la situation sous plusieurs angles. En 2009, le nombre d'année-élève par diplômé est proche du quintuple de la durée moyenne des études pour diplômés. Cela signifie que le système perd davantage des ressources sur des élèves qui n'achèvent pas le cycle.

Le ratio d'entrée-sortie corrobore cette situation puisqu'il faut en moyenne scolariser deux élèves pour faire sortir un élève du cycle. On notera que le ratio des garçons est légèrement supérieur à celui des filles. Le coefficient d'efficacité se situe à 21,6% pour les garçons. Les redoublements à répétition et les abandons sont essentiellement les causes de cette situation. Par rapport aux objectifs du PDDE, il faut être conscient qu'il s'agit d'une situation structurelle et généralisée qu'il sera difficile d'y remédier.

Les taux de survie relativement moyens s'expliquent par le fait de la persévérance des élèves à rester dans le système jusqu'à l'examen du baccalauréat. Mais avec un coût-bénéfice défavorable au développement quantitatif et qualitatif du système éducatif.

Tableau Q10 : Profil de scolarisation au secondaire 2^{ème} cycle 2009

	Garçons-Filles	Filles	Garçons	Note explicative
Total années-élève	16 931	4 795	12 052	
Production: admis aux examens fin de cycle	1 125	264	867	(1)
Année-élève par diplômé	15,05	18,17	13,90	(2)
Ratio d'entrée-sortie	5,02	6,06	4,63	(3)
Coefficient d'efficacité	19,9%	16,5%	21,6%	(4)
				(5)
Durée moyenne des études pour diplômés	3,5	3,5	3,5	
Taux de survie en 1ère	64,5%	53,3%	69,0%	
Taux de survie en terminale	49,2%	39,4%	53,2%	

Sources : indicateurs générés dans le modèle de simulations

IV.4. La réussite dans les programmes d'alphabétisation

Les performances dans la qualité de la campagne sont évaluées à travers le taux de réussite qui est un élément déterminant de la qualité d'exécution du programme et des acquisitions de connaissances des apprenants. En termes de fréquentation, le programme d'alphabétisation perd en moyenne plus du 1/3 des inscrits en cours de campagne.

Pour les apprenants ayant abandonné comme pour ceux qui n'ont pas été reçus au test d'alphabétisation, la probabilité de retomber dans l'analphabétisme est très importante. L'investissement financier et l'énergie dépensée sont considérés comme non rentables. Et l'impact social des programmes est moindre avec des faibles taux de réussite. C'est l'objet de la section suivante. Le taux de réussite, rapport entre les alphabétisés et les apprenants testés, rend compte en fait de l'efficacité interne des enseignements dispensés.

Les alphabétisés sont les apprenants qui ont atteint les niveaux conventionnels 3, 4, 5 et 6. L'alphabétisé du niveau 3 est capable de lire des mots simples dans la langue d'apprentissage ; alors que l'alphabétisé du niveau 6 est capable de lire et comprendre n'importe quel texte de la langue d'apprentissage avec une bonne compréhension de texte. Du point de vue méthodologique, les apprenants subissent de tests d'écriture et de calcul mais seules les notes obtenues en lecture sont prises en compte dans l'évaluation du taux de réussite.

Tableau Q11 : Taux de réussite dans les programmes d'alphabétisation

Effectifs admis	2004-2005	2005-2006	2006-2007	2007-2008
Hommes	7021	9321	10656	6433
Femmes	9739	14401	18916	12826
Taux de réussite				
Hommes	60%	58%	63%	57%
Femmes	53%	49%	54%	45%

Sources : indicateurs générés dans le modèle de simulations

Globalement et d'après le tableau ci-dessus, les taux de réussite sont passables. Cependant, il faut noter que la faiblesse des taux de réussite est structurelle dans les campagnes d'alphabétisation menées au Niger, et ce, quel que soit les programmes et projets exécutés en ENF. Seule une étude de type qualitative peut aider à déceler les facteurs explicatifs du phénomène.

La moyenne générale du taux de réussite se monte seulement à 59% pour les hommes et 50% pour les femmes. Par rapport à l'an 2000, dans l'évaluation conduite avant le PDDE, le taux de réussite était de 47% et devait atteindre progressivement 75% en 2013. Résultat, le taux de réussite global de 2008 n'a connu qu'une légère augmentation de quelques points.

Sur cette base, il faudrait inscrire 250 000 adultes pour atteindre l'objectif de 900 000 alphabétisés par an préconisé dans le PDDE. Les taux d'achèvement actuels sont insuffisants pour atteindre les objectifs du PDDE.

Qu'est-ce qui peut expliquer la faiblesse des taux de réussite? Théoriquement, il s'agit des éléments suivants :

- problème du système d'évaluation (plusieurs tests sur toute la période versus un seul test, objectifs de l'évaluation, calendrier, horaires et organisations pédagogiques,...),
- formation du maître, les conditions de sa motivation et l'encadrement pédagogique,...,
- les programmes de formation,
- les matériels pédagogiques et la qualité de l'environnement de travail,
- les caractéristiques personnelles des apprenants (l'âge, le genre, zone d'habitation, la situation familiale, la pauvreté, ...).

Tous ces éléments peuvent constituer des facteurs explicatifs du faible niveau d'achèvement et de réussite, mais seule une étude de type qualitatif pourrait déceler les véritables raisons de la faiblesse des taux de réussite.

V. BILAN FINANCIER SUR LA PERIODE 2005-2009

Les objectifs PDDE en matière de financement de l'éducation s'inscrivent dans la problématique de la gestion financière des systèmes éducatifs, à savoir :

- Combien coûte l'éducation par rapport à la richesse nationale créée et aux dépenses de l'État ?
- Quelles sont les sources de financement de l'éducation ?
- Quelle est la répartition optimale des dépenses par rapport aux sous-secteurs (allocation intra-sectorielle et par rapport à la nature des dépenses (répartition économique des dépenses) ?
- Est-ce que l'utilisation des ressources est efficiente ?

Dans l'esprit de ces objectifs, le PDDE préconise un certain nombre de mesures axées essentiellement sur la mobilisation des ressources internes et externes supplémentaires et sur l'amélioration de l'efficacité et de la gestion des dépenses. Pour ce faire, le PDDE préconise, entre autres :

- l'optimisation dans l'utilisation des ressources disponibles (horaires statutaires des enseignants, célérité dans l'exécution des dépenses,...),
- la transparence dans la formation des coûts de l'éducation (passation de marchés, contrats de construction, d'équipements et de maintenance) au moyen d'un renforcement des contrôles et audits financiers,

Le financement de l'éducation, malgré l'existence d'un secteur privé dynamique au niveau post primaire et une participation relativement importante des collectivités locales et des ménages, est assuré en quasi totalité par l'état, en fonds propres comme en ressources extérieures. En effet, les fonds extérieurs transitent en grande partie par les différents canaux de financement de l'Etat.

Aussi, pour déterminer les coûts de l'éducation et la répartition des dépenses, l'étude établira les tendances des flux financiers par sous secteur et par nature et dans un deuxième temps. Elle établira aussi les principales sources de financement extérieures (fast track, projets sur budget, hors budget, aide budgétaire,...).

Enfin, l'étude examinera les aspects planification des ressources et exécution des dépenses au niveau central et décentralisé.

Ceci étant, il faut noter d'emblée qu'en dépit de cette omniprésence de l'administration étatique, les dépenses allouées au secteur de l'éducation sont difficiles à cerner. Cette difficulté tient au manque d'informations collectées, traitées et mises sur support (annuaire, dépliant, site Internet, etc.).

V.1 Les flux financiers : niveau et sources de financement et composition économique des dépenses

1) L'effort public dans le financement du secteur de l'éducation

Suivant les données du tableau ci-après, les dépenses totales de l'éducation ont connu une évolution positive de 12,9% par an. En volume, les dépenses totales de l'éducation passent de 61,7 milliards en 2006 à 88,6 milliards en 2008, soit en moyenne 17,6% des dépenses hors services de la dette du budget de l'Etat. Ces

ressources allouées à l'éducation se composent des dépenses courantes (personnel, biens et services et subventions et transferts), et des dépenses d'investissement. Les dépenses courantes de l'éducation passent 50,1 milliards de FCFA en 2005 à 80,1 milliards de FCFA en 2008, soit en moyenne 18% par an. La part de ces dépenses par rapport aux dépenses courantes de l'Etat passe de 32,0% en 2005 à 27,9% en 2008.

Tableau F1 : Evolution des dépenses exécutées du secteur de l'éducation

En milliards de FCFA	2005	2006	2007	2008	2009
Dépenses du budget de l'Etat					
Dépenses courantes du Budget de l'État	156,7	167,4	235,1	287,2	
Dépenses d'investissement du budget de l'Etat	193,1	182,7	207,1	256,1	
Dépenses de l'État hors services de la dette	349,8	350,1	442,2	543,3	
Dépenses d'éducation					
Dépenses de personnel	23,8	25,9	25,1	30,1	
Achats de Bien et services	5,3	4,4	5,9	6,3	
Subventions et transferts courants	21	22,6	25,8	43,7	
Dépenses courantes	50,1	52,9	56,8	80,1	
% dépenses courantes/dépenses courantes Etat	32,0%	31,6%	24,2%	27,9%	
Dépenses d'investissement	11,6	14,9	19,3	8,5	
% dépenses d'invest. éducation/dépenses d'invest. Etat	6,0%	8,2%	9,3%	3,3%	
Dépenses totales de l'éducation	61,7	67,8	76,1	88,6	
% dépenses éducation/dépenses de l'Etat	17,6%	19,4%	17,2%	16,3%	

Sources : tableaux RESEN, 2008

Les dépenses de personnel représentent en moyenne 44,6% des dépenses courantes de l'éducation. Ces dépenses en fait ne financent que les masses salariales du personnel de l'éducation non contractuel. En fait, le personnel contractuel qui représente plus de 80% des enseignants au niveau de l'enseignement primaire émerge du titre 4 (subventions et transferts). Aussi, le poids de plus en plus important du personnel contractuel fait que le titre 4 constitue en fait une ligne des dépenses salariales.

Quant aux dépenses des biens et services dont on sait qu'elles contribuent à l'amélioration de la qualité de l'éducation, elles se situent à 8,9% des dépenses courantes de l'éducation. C'est une proportion bien faible par rapport aux objectifs du FTI (fast track initiative) qui préconisent un taux de 33%. S'agissant de l'investissement, la part de l'éducation se situe en moyenne à 6,7%. Il faut cependant noter une baisse remarquable en 2008 avec seulement 3%.

Tableau F2 : Evolution des dépenses courantes par département

Dépenses par département	2007	%	2008	%
Dépenses courantes de l'éducation	56,5		88,7	
MEN	33,9	60,0%	61,5	69,3%
MESSRT	21,3	37,7%	25,2	28,4%
MFPT	1,3	2,3%	2	2,3%
Dépenses courantes de l'Etat	235,1		287,2	
Dépenses courantes MEN/dépenses courantes Etat	24,0%		30,9%	
PIB	2 035,4		2 426,8	
Dépenses courantes MEN/(% PIB)	2,8%		3,7%	

Sources : indicateurs générés dans le modèle de simulations

L'évolution globale des dépenses de l'éducation a cependant évolué par rapport aux départements ministériels. Malheureusement, il n'a pas été facile d'obtenir les dépenses d'éducation pour les années antérieures à 2007 comme pour l'année 2009. Entre 2007 et 2008, les dépenses courantes de l'éducation passent de 56,5 à 88,7, soit une croissance annuelle de 57%. Durant cette période les dépenses courantes du MEN, essentiellement l'enseignement primaire, ont enregistré une hausse de 81%. Ces dépenses courantes du MEN passent de 33,9 milliards en 2007 à 61,5 en 2008, soit 69,3 des dépenses courantes de l'éducation. Par rapport à la richesse nationale (PIB) créée, les dépenses du MEN passent de 2,8% à 3,7% en 2009.

Tableau F3 : Evolution des dépenses d'investissement par département

Indicateurs	2007	2008	2009	Variation
Dépenses d'investissement d'éducation	19,40	8,60		-10,8
MEN	18,60	7,80		-10,8
MESSRT	0,70	3,00		2,3
MFPT	0,10	4,00		3,9
Dépenses d'investissement du budget de l'Etat	207,1	256,1		49,0
Dépenses d'invest. éducation/dépenses d'invest.de l'État)	9,4%	3,4%		

Sources : indicateurs générés dans le modèle de simulations

Au niveau des investissements, le volume des ressources affectées au secteur de l'éducation a connu en moyenne une baisse de 10,8 milliards de FCFA entre 2007 et 2008. Cette baisse a affecté l'éducation de base.

2) Les sources de financement extérieures

Les dépenses d'investissement décrites plus haut sont en grande partie financées par les appuis extérieurs. Le tableau ci-après sur les sources de financement de l'éducation démontre que le Niger attire une coopération internationale conséquente qui peut contribuer parfois à plus de 60% des ressources allouées à l'éducation. Il faut souligner cependant que ces contributions extérieures sont bâties sur des prévisions formulées par les bailleurs de fonds et incluant des dépenses très diverses évaluées selon les modalités des contributeurs.

Par exemple, le MEN estime « par expérience », qu'en général seul 60% des montants en prévision sont réellement décaissés (Voir rapport financier du PDDE, 2005).

Tableau F4 : Prévisions des dépenses par source de financement

Sources (millions de FCFA)	2005	2006	2007	2008	Totaux
Etat nigérien					
Ressources nationales LFI	23 705	30 684	31 437	33 764	119 590
Ressources PPTE	6 700	11 366	11 000	11 000	40 066
LFR	9 720				9 720
Total Etat	40 125	42 050	42 437	44 764	169 376
<i>Fast track</i>		<i>Chiffres PTF</i>			0
Fonds catalytique		4 000	4 000	4 000	12 000
FTI Norvège	500				500
FTI Hollande	1 560	2 373			3 933
Fonds commun France	3 280	2 624	656		6 560
Fonds commun Belgique	1 312	1 312	1 312	1 312	5 248
Fonds commun Danemark	101	75			176
Total Fast track	6 753	6 384	1 968	1 312	16 417
Projets MEN					
ACEB - Canada	960				960
ACDI- (Canada)		350			350
AFD - France - EBN	1 114	2 907	1 968	1 600	7 589
BADEA	192	1 007			1 199
Carte scolaire - UE	89				89
EPT - JICA - Japon	250	21			271
FAD1 - BAD		369			369
FAD2 - BAD	2 156	3 073	2 700	379	8 308
KFW	1 588	360			1 948
EDUSIDA - GTZ	71	77	40		188
OPEP	1 564				1 564
PADEB - IDA	5 422	3 357	2 231		11 010
PADENF - Canada	49	787			836
PAEFAN II - BID	194				194
PAEFAN III - BID	406	624			1 030
PAEFAN IV - BID	782	2 546	2 235		5 563
PAREIS - Canada					
PHAS - Danemark	669	554	599	592	2 414
SCOFI - Canada	415				415
SOUTEBA - UE	1 162	573	573	573	2 881
Suisse - ENF		686			

Sources : MEN, 2005

Suite (tableau F4)

Total projets sur budget MEBA	17 083	17 291	10 346	3 144	47 178
<i>Projets sur budget MEF</i>		Chiffres PTF			
UNESCO (FIT - Japon)	186				186
UNICEF	1 169	1 169	1 169		3 507
PAM	2 417	2 637	3 474		8 528
Total projets sur budget MEF	3 772	3 806	4 643	0	12 221
<i>Projets hors Budget</i>		Chiffres PTF			
PADEN - France	756	730	360		1 846
Constructions SDC - JICA	1 545	1 500	1 500		4 545
Education sanitaire - JICA	40	40			
JEC - PNUD (FIT-Japon)	168				168
PNUD/FENU/FBS - PCLCP	80	80	65		225
KFW		1 140			1 140
Total projets hors Budget	2 589	3 490	1 925	0	7 924
Total Projets	23 444	24 587	16 914	3 144	67 323
<i>Aide budgétaire générale UE</i>					
Tranche fixe modulable "Education"		3 280	3 280	3 280	6 560
Total ressources	70 322	73 021	61 319	49 220	253 116

A titre d'exemple et pour montrer la nécessité d'une vraie coordination sur les méthodes de planification et d'exécution des dépenses des PTF, le tableau suivant présente le taux d'exécution pour 2008 des principaux bailleurs de fonds.

Tableau 5 : Exécution des projets et programmes (2008)

Projets et crédits (en millions de FCFA)	Programmation	Exécution	Taux d'exécution (en %)
SOUTEBA	832,5	325,5	39,1
PRADEB	1 059,4	650,0	61,4
PADEB	3 720,5	1 842,2	49,5
FAD2	1 998,7	431,2	21,6
PAEFAN 4	3 491,4	26,0	0,7
EBN AFD	3 275,0	2 349,2	71,7
PADEN AFD	691,7	65,0	9,4
EPT JICA 2	69,6	12,6	18,1
PHAS DANIDA (sous projet 3)	343,7	18,4	5,4
PENF (Suisse)	212,1	143,5	67,6
UNESCO	331,1	103,1	31,1
Classes Japon	1 330,5	468,6	35,2
PAM	2 302,0	2 670,0	116,0
UNFPA	16,4	16,4	100,0
PNUD	12,2	12,2	100,0
UNICEF	1 928,4	1 714,0	88,9
TOTAL	21 615,0	10 848,0	50,2

Sources : MEN, 2008

3) L'allocation intrasectorielle des dépenses

L'allocation intrasectorielle des dépenses permet d'évaluer l'arbitrage des ressources par sous secteurs.

Tableau F6 : Composition économique des dépenses de l'éducation en 2008

Niveaux t	Personnel	%	Biens et services	%	Transf. et subventions	%	Total	%
Préscolaire	1 693	2,6%	199	1,5%	0	0,0%	1 892	2,3%
Primaire	44 323	68,2%	5345	39,6%	979	17,4%	50 648	60,2%
Alpha. et ENF	457	0,7%	524	3,9%	41	0,7%	1 022	1,2%
Secondaire 1er cycle	11 065	17,0%	1522	11,3%	637	11,4%	13 224	15,7%
Secondaire 2ème cycle	3 073	4,7%	425	3,1%	176	3,1%	3 674	4,4%
Supérieur	2 635	4,1%	3229	23,9%	2834	50,5%	8 698	10,3%
ENI	393	0,6%	1157	8,6%	521	9,3%	2 071	2,5%
ETP	1 312	2,0%	1110	8,2%	424	7,6%	2 846	3,4%
Total	64 951	100,0%	13 511	100,0%	5 612	100,0%	84 076	100,0%
% primaire	68,2%		39,6%		17,4%		60,2%	

Sources : indicateurs générés dans le modèle de simulations

Au niveau du préscolaire :

Les ressources affectées aux sous-secteurs du préscolaire ne représentent que 2,3% des ressources allouées au secteur. Ces dépenses sont pour l'essentiel les masses salariales du personnel enseignant qui absorbent près de 90% des ressources du sous secteur. Quoiqu'il en soit, ce sous secteur, de par son positionnement et les arbitrages difficiles en matière budgétaires, ne pourra se développer que dans le cadre d'une participation importante des parents d'élèves et d'une stratégie d'arrimage au primaire. Cette stratégie d'arrimage est capitale dans l'amélioration de la qualité de l'éducation des niveaux subséquents. En réalité, le développement du préscolaire pourrait constituer une solution aux problèmes brûlants de la baisse de la qualité et que d'aucuns attribuent à la massification récente de l'enseignement primaire.

Primaire :

En attendant de compléter les données sur la période 2005-2009, on peut noter que les dépenses totales du primaire représentent 60,3% des dépenses totales du secteur. Il faut noter qu'à l'instar des pays à niveau de développement comparable, les masses salariales absorbent plus de 87% des ressources du primaire. Aussi, il faut reconnaître que la stratégie de contractualisation massive du corps enseignant n'a pas d'effet significatif par rapport à la composition économique des dépenses. En conséquence directe, les biens et services dont un bon ciblage permet d'améliorer la qualité stagne à près de 10%. En termes de coût unitaire, toutes choses étant égales par ailleurs, un élève du primaire coûte 38 159 FCFA.

Collégial :

Les dépenses courantes s'élèvent à 15,7% des dépenses courantes de l'éducation. En dépit de la différence notable en matière d'organisation pédagogique (emploi du temps, recours aux laboratoires), la composition économique des dépenses s'assimile à celle de l'enseignement primaire, c'est-à-dire, à forte composante

salariale. Les biens et services n'absorbent que 11,5%. Cette situation est d'autant plus inquiétante que le secondaire 1^{er} cycle est constamment sous la pression de la poussée des effectifs du primaire depuis la mise en place du PDDE. Il faut cependant reconnaître que le problème récurrent d'optimisation des horaires statutaires des enseignants, du fait notamment des organisations pédagogiques éclatées et de la taille des établissements dans certaines localités, ait pu affecter l'efficacité de ces ressources dans le collégial.

Secondaire 2^{ème} cycle :

D'après les données du tableau (F4), le secondaire 2^{ème} reste sous financé. Il ne représente que 4,4% en 2008. Cette situation semble avoir une influence au niveau de l'accès comme au niveau de la qualité des apprentissages. La part des biens et services est faible au regard de la spécificité de cet enseignement qui est un enseignement qualifiant pour la vie active et dont les programmes exigent des matériels didactiques collectifs (matériels de laboratoire).

Le coût unitaire est pourtant élevé et s'élève à 205 182 FCFA. Compte tenu des ressources disponibles, cette situation risque de durer. Il serait donc intéressant de trouver des espaces de liberté internes comme l'optimisation des horaires statutaires qui pourraient affecter davantage ce sous secteur, et ce, en raison des organisations pédagogiques encore plus complexes (disciplines variées, enseignement en groupe,...) et aussi d'encourager le développement d'un secteur privé.

V.2 La planification des ressources, l'exécution et le suivi-évaluation des dépenses

La situation des ressources disponibles étant ce qu'elle est, c'est-à-dire, sujette à des arbitrages difficiles et aussi dépendante en partie de l'appui extérieur, l'amélioration de la planification budgétaire en accord avec les objectifs de la politique éducative, la mobilisation des ressources extrabudgétaires et l'efficacité de la gestion pourraient constituer des pistes d'avenir dans la stratégie de financement du secteur éducatif. Ces aspects seront étudiés suivant deux dimensions :

- par rapport à la structure verticale de l'administration de l'éducation (services centraux, directions régionales et inspection départementale),
- par rapport à la structure municipale qui constitue l'acteur gestionnaire par excellence de l'éducation de base dans l'avenir.

1) Le processus de planification verticale de l'administration de l'éducation (services centraux, directions régionales et inspections départementales)

Dans sa dimension institutionnelle, le PDDE implique plusieurs acteurs et décideurs, dont les administrations déconcentrées de l'éducation en régions et départements. Au niveau régional et départemental, les administrations scolaires sont chargées entre autres de la conception, de l'élaboration et de la mise en œuvre des plans régionaux et départementaux.

Aussi, dans cette section, l'étude se propose d'évaluer le processus de planification et l'exécution des dépenses, et ce, au travers d'un travail conduit sur le terrain qui a consisté en l'administration d'un guide d'entretien aux directions et inspections de l'éducation des quatre régions (CUN, Dosso, Maradi et Tahoua).

a) La planification des ressources allouées à l'éducation :

Au niveau des administrations déconcentrées du MEN

Au niveau régional, la planification du budget s'effectue conformément à une démarche conçue au niveau national et qui est en cohérence avec les trois axes du PDDE, à savoir : l'accès, la qualité et le développement institutionnel.

Dans la pratique, le MEN adresse annuellement une lettre aux DREN qui déclenche le processus de production des programmes régionaux de développement de l'éducation. Ces programmes décrivent les actions et les activités budgétisées ainsi que le chronogramme de mise en œuvre. Selon les directeurs régionaux enquêtés, la planification régionale intègre aussi les propositions de planification des départements.

Il faut cependant noter qu'en dépit de l'existence de ces plans régionaux et départementaux, la planification budgétaire se fait en réalité au niveau central, les inspecteurs se contentent d'exprimer leurs besoins à travers les rapports de rentrée et de fin d'année scolaire qui sont consolidés au niveau des DREN et transmis aux services centraux du MEN.

L'analyse de quelques rapports a permis de constater que les besoins exprimés sont en général sans lien avec les objectifs quantitatifs et qualitatifs de développement de l'éducation au niveau départemental. Ils sont, dans bien des cas, l'expression des problèmes les plus pressants des écoles. Les rapports portent généralement sur :

- Le personnel: enseignants, conseillers pédagogiques par matières, personnel auxiliaires,
- Les infrastructures à construire ou à réhabiliter: salles, bureaux, latrines,
- Les fournitures scolaires individuelles et collectives,
- Les manuels scolaires: livre par matière pour élèves, guide pour maître par matières, etc.
- Le fonctionnement matériel et divers (carburant,...).

Les ressources extrabudgétaires, quand à elles, proviennent essentiellement des PTF, des ONG et des Communes. Elles sont peu prédictibles et par conséquent pas du tout planifiées. Seuls les appuis communaux sont planifiés à travers les fiches d'opérations ou les Plans de Développement Communaux (PDC). Dans le cas des fiches d'opération, le processus de planification débute, en général, par (i) une lettre du Maire demandant aux inspecteurs d'exprimer leurs besoins (urgents) assortis d'un budget. Ce processus se termine par leur (ii) participation aux réunions de validation desdites fiches d'opérations.

Le processus de planification des ressources allouées par les communes est mieux élaboré lorsqu'il s'effectue dans le cadre du Plan de Développement Communal (PDC). Dans ce cas, le processus de planification des ressources passe par: (i) un diagnostic des problèmes de l'école ; (ii) la définition d'orientations stratégiques et d'objectifs de développement; (iii) la budgétisation et (iv) l'élaboration d'un plan financier. Il faut cependant noter que l'existence d'un PDC ne garantit pas que les activités financées soient en accord avec les objectifs du PDDE. La démarche de ces interventions étant différente de celle du PDDE, conçue à partir d'indicateurs globaux à atteindre, les réalisations bien que utiles pour la bonne marche des écoles ne sont pas mesurables au sens du PDDE.

En somme, il faut retenir qu'au niveau départemental, le processus de planification des ressources n'est pas toujours documenté. La planification du budget se résume dans bien des cas à une expression des besoins soumis au niveau central à travers les rapports de rentrée et de fin d'année scolaire. Nombreux sont les inspecteurs qui estiment que «ces rapports ne sont même pas lus au niveau central».

Au niveau des administrations déconcentrées du MESSR/T

Les responsables (DRESS) enquêtés ont souligné que «l'élaboration du budget des régions se fait au niveau central». Il faut dire que du point de vue ressources budgétaires étatiques, le processus de préparation est identique à celui des DREN ; les établissements du secondaire expriment des besoins annuels qui sont consolidés au niveau des IES. Ces derniers les transmettent à leur DRESS pour budgétisation avec le niveau central.

Il faut noter aussi qu'un sentiment de frustration palpable règne au sein des responsables des structures déconcentrées de l'enseignement secondaire au motif que le PDDE ne prenne en charge le financement et que le sous secteur n'ait pas de partenaires extérieurs. A titre d'illustration, les inspecteurs citent les cas des ONG de lutte contre le SIDA qui interviennent sporadiquement dans les CEG et lycées sans concertation préalable avec les directeurs et inspecteurs.

b) L'exécution des dépenses d'éducation

L'analyse des procédures d'exécution des dépenses est faite à travers trois éléments : le circuit de la chaîne des dépenses, les délais et les acteurs impliqués. Les dépenses au titre du budget national s'exécutent par la voie classique : engagement des dépenses (administrateurs), sous ordonnancement (trésorier) et paiement (trésorier). Les délais d'exécution différemment appréciés sont plus ou moins raisonnables (une à deux semaines entre l'émission du bon de commande et le paiement). Cette procédure est identique au niveau régional comme au niveau départemental lorsque les ressources relèvent du budget national.

Concernant les ressources extra budgétaires, la procédure obéit au protocole de décaissement du partenaire. Cette procédure débute généralement par l'élaboration des TDR de l'activité et la mise à disposition des fonds.

Relativement au suivi et évaluation, les responsables des directions comme ceux des inspections conservent les traces des ressources planifiées, des rapports de fin d'année et des dépenses exécutées mais souvent dans un état qui ne leur permet pas d'utiliser comme outil de planification.

2) Le processus de planification des ressources et d'exécution des dépenses au niveau municipal

Au niveau des communes

Dans sa dimension institutionnelle, le PDDE implique plusieurs acteurs et décideurs, dont les collectivités locales. Il faut noter que le contexte de mise en œuvre du PDDE coïncide avec la mise en place de la politique sur la décentralisation qui transfère la responsabilité du développement de l'éducation et de la formation à l'échelon local (région, département, communes urbaine et rurale).

A ce titre, le schéma de financement de l'éducation, depuis la mise en place du PDDE, attribue un rôle plus ou moins spécifique aux collectivités locales et aux parents d'élèves à travers les COGES (textes législatifs ?). Les collectivités locales, dans le cadre des organes locaux du PDDE et du transfert de certaines compétences par l'Etat, jouent un rôle de plus en plus important dans la gestion de l'éducation.

En règle générale, les collectivités locales dépendamment de leur sphère de compétences interviennent dans l'entretien des infrastructures et le fonctionnement des établissements scolaires. Les communes rurales se chargent des écoles primaires alors que les communes urbaines interviennent jusqu'au niveau des collèges. Les lycées sont eux du ressort des communautés urbaines. Les parents d'élèves quant à eux participent à la gestion de l'école dans le cadre des COGES et prennent en charge le financement de certaines activités.

A partir de cette réalité et dans un souci d'éclairer le poids et l'efficacité de ces interventions, l'étude se propose dans cette section de passer en revue le processus de planification budgétaires et l'exécution des dépenses. A l'instar des administrations déconcentrées de l'éducation, les acteurs (maires, secrétaires généraux de mairie, parents, etc.) ont été interviewés au moyen d'un guide d'entretien.

Les sources de financement : il ressort de ces entretiens :

Au niveau des mairies, urbaines ou rurales, les recettes à partir desquelles les autorités municipales financent les dépenses d'éducation proviennent des divers prélèvements: patentes, taxes des gare-routières, des carrières, d'identifications des animaux, de marchés, sur charrettes, cyclomoteurs et vélocipèdes, de location des véhicules, des terrains et des taxes municipales ou de voiries. Les municipalités arrêtent ces prélèvements sur la base d'un recensement des contribuables et des activités commerciales qui se produisent sur leur territoire.

La planification des ressources allouées à l'éducation :

Dépendamment des communes et/ou de l'existence d'un plan de développement communal (PDC) plus ou moins élaboré, les recettes sont planifiés et le budget municipal doit comporter une ligne de crédit pour dépenses d'éducation sans quoi le préfet n'autorise pas l'adoption définitive du budget. Il faut souligner que cette autorisation préfectorale rend quelque part le processus réel (le PDC n'est pas théorique). Dans cette perspective, les communes peuvent procéder à deux types de planification :

a) **La planification pluriannuelle** : sous l'impulsion du maire, les différents acteurs (conseillers communaux, agents de l'Etat, société civile locale, leaders communautaires, inspecteurs et enseignants, ...) passent en revue tous les problèmes de la commune. Par suite, ces problèmes sont traduits en besoins avec des priorités et enfin font l'objet d'une budgétisation pour constituer le plan de développement communal qui est structuré en axes de travail sur une période de 3 à 5 ans. Naturellement, le PDC comporte des axes pour les secteurs sociaux dont l'éducation. La programmation annuelle du PDC, mise à jour éventuellement avec le concours des responsables des inspections et des COGES, permet alors au conseil municipal de déterminer les dépenses destinées au financement des activités éducatives.

b) **La planification annuelle**: cette planification est en fait extraite du PDC. Aussi, les principales phases de planification budgétaire se résument comme suit :

1. Elaboration d'un projet de budget par la commission financière à partir du PDC et des évaluations de l'année antérieure et des nouveaux besoins enregistrés;
2. Soumission de ce projet du budget au Préfet pour contrôler l'intégration des secteurs stratégiques et prioritaires de l'Etat.
3. Soumission de ce projet à tous les membres du conseil budgétaire dont principalement les conseillers élus et de droit, le Préfet, les services déconcentrés de l'Etat (éducation, santé, environnement, élevage, développement communautaire, jeunesse sport et culture, ...),
4. Examen du Projet du budget lors du conseil budgétaire pour amendements;
5. Soumission au contrôle et à la signature du préfet du document définitif constituant le budget ;
6. Diffusion du budget par affiche devant la mairie et par radio locale.

L'exécution du budget de l'éducation au niveau communal :

Le budget de l'éducation, au niveau communal, comporte un volet fonctionnement et un volet investissement.

a) Les fonds prévus dans le volet fonctionnement sont réservés aux petites interventions imprévisibles et au fonctionnement des écoles : transport des élèves pour les examens de fin d'année, transport des enseignants nouvellement affectés, transport des manuels et des tables bancs octroyées par la région, réparations légères imprévues (portes et fenêtres, toitures, mobiliers, drapeau pour écoles, réunion de COGES, etc.).

Ces activités sont effectuées sur demande des COGES, des conseillers pédagogiques responsables des secteurs pédagogiques, des inspecteurs, des directeurs d'écoles. Pour la plupart, la commune fait appel au service d'un prestataire. Il arrive aussi que la commune utilise ses propres services techniques ou cherche l'appui d'un partenaire.

b) Les fonds prévus dans le volet investissement qui portent sur une part importante du budget sont destinés: à la réparation ou à la confection des tables bancs, à l'achat des portes et fenêtres, à la confection des classes (paillottes, semi paillottes, en matériaux définitifs), au paiement des contreparties en cas d'intervention des PTF dans le domaine. A titre d'illustration, la commune rurale de Sabon Guida a déboursé 10% en contrepartie d'un appui de la région Picardie (France) qui portait sur un fonds de réhabilitation de trois salles de classe de 3 000 000 FCFA.

Les données du tableau suivant montrent que la part des dépenses allouées effectivement à l'éducation reste dérisoire au regard de budgets généraux, du moins dans les communes de l'échantillon. Elles consacrent en moyenne moins de 5% aux dépenses de l'éducation. Les communes de Sabon Guida et de Maradi III se distinguent respectivement avec 6,2% et 7,2%. Avec toutes les conséquences que cela peut avoir sur les investissements, la situation est pire en termes de dépenses effectivement décaissées.

Aussi, même s'il est difficile de généraliser ces constats, il ne serait pas tout à fait déraisonnable de conclure qu'en dépit des compétences conférées par l'Etat, la contribution est insignifiante voire empreint de complaisance excessive au regard du différentiel entre les prévisions et l'exécution des dépenses.

Le tableau suivant donne les fonds prévus et ceux effectivement décaissés par quelques communes en faveur de l'école :

Tableau F7 : Budget éducation des communes

	En milliers de FCA	2005	2006	2007	2008	2009	Moyenne
Commune Rurale : Sabon guida (Tahoua)	Budget général	54 333	63 470	73 752	76 655	72 255	
	Prévision budget éducation	5 957	1 000	3 000	5 300	5 300	
	%	11,0%	1,6%	4,1%	6,9%	7,3%	6,2%
	Budget éducation décaissé	216	150	2 178	3 300	450	
	%	3,6%	15,0%	72,6%	62,3%	8,5%	32,4%
Commune III Maradi	Budget général	80 612	95 132	130 901	152 836	183 836	
	Prévision budget éducation	0	6 995	0	13 751	36 159	
	%	0,0%	7,4%	0,0%	9,0%	19,7%	7,2%
	Budget éducation décaissé	0	1 386	0	1 873	7 296	
	%	0,0%	19,8%	0,0%	13,6%	20,2%	10,7%
Commune Urbaine : Dosso	Budget général	322 254	262 254	309 332	283 336	294 547	
	Prévision budget éducation	5 954	8 848	11 953	9 200	9 497	
	%	1,8%	3,4%	3,9%	3,2%	3,2%	3,1%
	Budget éducation décaissé	11 829	3 500	2 128	1 195	2 985	
		198,7%	39,6%	17,8%	13,0%	31,4%	60,1%
Commune Rurale : Tibiri (Maradi)	Budget général	55 958	111 194	91 191	164 877	232 746	
	Prévision budget éducation	1 111	620	620	4 300	20 806	
	%	2,0%	0,6%	0,7%	2,6%	8,9%	3,0%
	Budget éducation décaissé	119	208	55	693	6 327	
		10,7%	33,5%	8,8%	16,1%	30,4%	19,9%
Commune Rurale : Goley (Dosso)	Budget général	23 103	13 148	11 895	0	0	
	Prévision budget éducation	150	750	80	0	0	
	%	0,6%	5,7%	0,7%			2,3%
	Budget éducation décaissé	75	743	42	0	0	
		50,1%	99,1%	52,1%			67,1%

Sources : données collectées auprès des communes

Conclusion, l'Etat nigérien se doit de revoir les compétences en matière d'éducation transférées aux administrations locales. Il doit revoir à la fois les cahiers de charges (avec les modalités d'exécution des dépenses) ainsi que les ressources correspondantes (par exemple, pourvoir des fonds de dotations aux communes pour services sociaux à l'instar du Sénégal. Les élus locaux, les milieux associatifs (parents,...),

les syndicats, les ONG, les PTF et les professionnels de l'éducation doivent être associés à la réécriture des compétences des collectivités en matière d'éducation.

Concernant, la mobilisation des fonds extrabudgétaires, les PFT et les ONG interviennent dans la majorité des cas avec des programmes décidées au niveau national. Il est rare de voir des ONG allouer des fonds aux communes. Au niveau local, les ONG interviennent en acteur autonomes même si cela se fait en collaboration avec les autorités locales et les administrations scolaires. Dans un contexte de rareté des ressources, il ne serait pas raisonnable d'entraver le travail de ceux qui viennent en aide aux communautés. Il faut cependant trouver un moyen de coopération au profit des enfants et de la jeunesse du pays.

Au niveau des COGES

Au niveau des COGES, la planification s'est plutôt à vue d'œil. Les présidents et/ou membres des bureaux auditionnés dans le cadre de la présente étude affirment que leurs interventions sont fonction des besoins répertoriés et des ressources mises à leur disposition. Les fonds des COGES proviennent essentiellement des cotisations des parents qui sont fonction du nombre d'élèves. Il arrive aussi que des fonds soient donnés par la chefferie locale, des mécènes (diaspora, ...).

Les étapes de la planification sont : une réunion du bureau du COGES pour recenser les besoins de l'école, l'élaboration d'un projet de plan d'action, la réunion de l'Assemblée Générale pour examen et adoption du budget. Il faut noter que les communes constituent aussi un pourvoyeur majeur des COGES. Le financement des communes concernent, entre autres, l'octroi des drapeaux, la construction des clôtures des écoles, la réhabilitation des salles de classe, la construction des paillotes, les contreparties locales des interventions programmées par les COGES. Les responsables des COGES et des FFC reconnaissent aussi avoir bénéficié d'appuis des PFT comme l'UNICEF, le PADEB, la JICA, la coopération belge, la coopération décentralisée de Picardie/Madaoua-Koni, Qatar Charité, etc.

Par rapport à l'exécution, c'est le président du COGES qui fait fonction d'ordonnateur du budget. Le trésorier gère les finances et sa gestion est supervisée par les deux commissaires aux comptes. Le COGES est régi par des textes officiels. Il dispose d'un statut et d'un règlement intérieur.

Recommandations sur le schéma de financement de l'éducation par les collectivités locales et sur l'intervention des COGES.:

- *Etudier la possibilité de mise en place d'un fonds de dotation alloué aux communes,*
- *Fixer les contributions des communes au profit de l'éducation,*
- *Améliorer les ressources des COGES,*
- *Assurer un suivi régulier des interventions des PTF , ONG et des coopérations décentralisées au niveau local.*

VI. SCENARIOS DE DEVELOPPEMENT POUR LA PERIODE 2009-2015

VI. 1 Les scénarios de développement pour la période 2009-2015

L'évaluation de la situation du système éducatif présentée ci-dessus démontre, qu'en dépit des progrès évidents notamment dans l'accès et dans la couverture au primaire, les performances réalisées se situent en deçà des objectifs du PDDE. A quelques 5 années de 2015, année fatidique des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD), le Niger se doit de faire un sursaut pour réinvestir toute son énergie dans l'atteinte de ses résultats, réel gage d'un développement durable. Aussi, le Niger, en coopération avec ses PTF et en accord avec toutes les forces vives de la nation, doit investir massivement dans l'éducation en reprecisant les objectifs et les stratégies en termes d'amélioration de la qualité, d'articulation entre les cycles et des réformes institutionnelles.

Dans cette optique et en vue de susciter les débats autour de cette question essentielle que le redressement du système éducatif, la présente étude, après avoir passé en revue les performances réalisées depuis l'an 2 du PDDE, se propose de présenter des nouveaux scénarios de développement ainsi que les implications financières. Ces nouveaux scénarios sont déterminés au moyen d'un modèle de simulations qui permet d'établir successivement pour tous les cycles d'enseignement de base et du secondaire :

- les populations scolarisables par cycle d'enseignement à partir des données démographiques éclatées en âge simple,
- les objectifs de la politique éducative (les indicateurs de performances du PDDE),
- les admissions en lien avec les objectifs d'accès scolaire, par exemple, le taux de préscolarisation pour le préscolaire, le TBA pour le primaire, le taux d'inscription pour le secondaire, etc.,
- les tendances sur les taux d'écoulement (promotion, redoublement et abandon) qui sont établies entre les profils de scolarisation actuels et ceux préconisés comme objectifs (voir page 29),
- les effectifs projetés par niveau d'étude et par statut (promus, redoublants et abandons),
- les facteurs de production scolaires (personnel, infrastructures,...),
- les tendances sur les coûts du système éducatif par nature (masses salariales, biens et services, transferts et subventions et investissement).

L'architecture du type de modèle utilisé est reproduite en annexe1.

Les projections des effectifs inscrits constituent la base des scénarios développement du système éducatif. En réalité, c'est le développement des effectifs inscrits qui justifie les ressources humaines, financières et matérielles nécessaires à l'accomplissement de la mission éducative. Le modèle vise donc à déterminer d'abord les effectifs élèves que les différents cycles d'enseignement accueilleront dans les 5 prochaines années (2009-2015).

Ces effectifs inscrits résultent à la fois des admissions annuelles et des taux d'écoulement des élèves dans le cursus (taux de promotion, de redoublement et d'abandon). La situation par cycle d'enseignement est présentée dans les sections ci-après.

1) L'enseignement préscolaire

La partie II consacrée au développement de la scolarisation (voir p. 12) a permis de rappeler l'intérêt stratégique du préscolaire notamment son impact direct et positif sur le développement de l'éducation de base. D'autre part, il a été établi dans cette même partie que les progrès réalisés depuis l'avènement du PDDE, dans la couverture comme dans l'accès, étaient dérisoires. En effet, le taux de préscolarisation pour les filles comme pour les garçons est inférieur à 3% en 2009. Au regard de cette réalité, l'étude propose le scénario de développement reproduit dans le tableau suivant.

Tableau P1 : Evolution des effectifs enrôlés et des éducateurs

Indicateurs		2 009	2 010	2 011	2 012	2 013	2 014	2 015
Taux de préscolarisation	Garçons	2,4%	2,8%	3,1%	3,5%	3,9%	4,4%	5,0%
	Filles	2,2%	2,5%	2,9%	3,3%	3,8%	4,4%	5,0%
Effectifs inscrits	Garçons	25 275	29 601	34 389	39 953	46 416	53 925	62 649
	Filles	22 844	27 190	32 104	37 907	44 758	52 847	62 399
Educateurs		1 568	1 858	2 183	2 566	3 016	3 546	4 168

Sources : indicateurs générés dans le modèle de simulations

L'évolution des effectifs inscrits découle de l'amélioration du taux de préscolarisation qui passe de 2% à 5% entre 2009 et 2015. Sous cette hypothèse, assez réaliste eu égard à la situation actuelle, les effectifs inscrits augmentent en moyenne de 17,3% par an et s'établissent en volume à plus de 125 000 enfants enrôlés à l'horizon 2015, avec une amélioration de l'équité entre filles et garçons. En conséquence, les effectifs du personnel enseignant passent de 1568 à 4168 sur la période.

Il faut rappeler dans cette optique que compte tenu du coût unitaire relativement élevé de cet enseignement (80 000 FCFA/an/ enfant), le développement préconisé ne pourra se faire que dans le cadre des structures communautaires et de la mise en place d'un secteur privé en coopération avec le MEN.

2) L'enseignement primaire

Au niveau du primaire, la détermination des effectifs inscrits découle des admissions qui sont elles-mêmes induites par une amélioration des TBA filles et garçons. En effet, sous l'hypothèse d'une augmentation de 5,5% par an, pour les filles et garçons, les effectifs de nouveaux inscrits dans le public comme dans le privé passeront de 410 935 à 565 286 entre 2009 et 2015.

Aussi, en fixant la part du secteur privé à 8% en 2015 contre 4% actuellement, le modèle permet de défalquer les effectifs par secteur (public et privé). Par suite, le modèle permet d'établir les tendances sur les taux d'écoulement par niveau et par sexe. Ces tendances découlent en fait des profils de scolarisation actuels (voir page 29) et ceux préconisés dans le PDDE. Une progression à taux constant de ces taux permet d'atteindre les objectifs en termes de promotion, de redoublement et d'abandon à l'horizon 2015.

Les hypothèses retenues dans la construction des tendances sont les suivantes: l'équité entre filles et garçons, la fluidité des effectifs dans le cursus, c'est à dire, une amélioration des taux de promotion, une diminution des taux de redoublement et une réduction drastique des taux d'abandon.

Tableau P2 : Evolution des nouveaux inscrits sous l'hypothèse d'une amélioration des TBA

Indicateurs		2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Admissions	TBA filles	79%	82,6%	85,8%	89,1%	92,6%	96,2%	100,0%
	TBA garçons	97%	97,6%	98,1%	98,6%	99,0%	99,5%	100,0%
	Filles							
	Privé	5 843	6 630	7 522	8 535	9 684	10 987	12 466
	Public	178 658	191 347	204 965	219 582	235 270	252 107	270 176
	Garçons							
	Privé	6 399	7 153	7 996	8 936	9 986	11 158	12 466
	Public	220 035	227 935	236 030	244 313	252 773	261 399	270 176
	Total	410 935	433 065	456 513	481 366	507 713	535 651	565 286

Sources : indicateurs générés dans le modèle de simulations

A partir des effectifs admis annuellement et des tendances des taux d'écoulement (promotion, redoublement, abandon), le modèle permet de déterminer les projections des effectifs élèves par sexe, niveau et statut (promus, redoublants et abandons). Ils sont présentés dans le tableau suivant :

Tableau P3 : Evolution des effectifs élèves et TBS induite par l'amélioration des admissions et de l'efficacité interne

Indicateurs.		2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Effectifs scolarisés	Filles	642 085	720 434	810 475	906 217	1 012 475	1 119 968	1 223 670
	Garçons	850 972	935 605	1 025 455	1 110 951	1 201 355	1 283 707	1 347 213
	Total	1 493 057	1 656 039	1 835 930	2 017 168	2 213 830	2 403 675	2 570 883
	Croissance	10,9%	10,9%	9,9%	9,7%	8,6%	7,0%	10,9%
TBS	Ensemble	64,1%	67,8%	72,6%	77,2%	81,9%	86,0%	89,1%
	Filles	55,4%	59,3%	64,4%	69,6%	75,2%	80,5%	85,1%
	Garçons	72,7%	76,2%	80,8%	84,7%	88,6%	91,6%	93,1%

Sources : indicateurs générés dans le modèle de simulations

Les effectifs scolarisés dans le secteur public³, sous l'effet des admissions annuelles en croissance et de la fluidité dans le cycle, passent de 1 493 057 à 2 570 883 sur la période 2009-2015, soit une progression de 9,5% par an. Quant à la proportion des filles qui se trouve améliorée par les hypothèses d'équité, elle passe de 43% à 47,6% à l'horizon 2015. La deuxième partie du tableau récapitule l'amélioration évidente des TBS.

³ Pour des raisons évidentes de détermination des besoins en enseignants, salles, et du budget, l'étude s'intéresse au secteur public. Par contre le calcul des TBA et TBS prend en compte le secteur privé.

Cette croissance sans précédent des effectifs élèves requièrent en conséquence un accroissement des enseignants, du personnel d'encadrement⁴ et des capacités d'accueil, et ce, à fin de ne pas compromettre la qualité de l'éducation. En ce qui concerne le personnel chargé de classe ou craie en main, le modèle permet de déterminer les effectifs à partir des projections des effectifs élèves et de la tendance sur le ratio élèves/enseignant qui constitue la variable clé en termes des coûts salariaux.

Au niveau des infrastructures, le modèle permet de déterminer les salles de classe à construire, à réhabiliter et simule deux types de projections pour les salles, l'une pour les zones urbaines et l'autre pour les zones rurales. Les deux types de projections sont nécessaires eu égard aux différences de ratios élèves/salle et parfois des coûts de construction. Les besoins en salles de classe sont établis à l'aide des ratios élèves/salle pour chacune des zones. La situation sur le personnel enseignant et sur les infrastructures sont récapitulés dans le tableau suivant :

Tableau P4 : Evolution des besoins en personnel enseignant et infrastructures

Indicateurs		2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Personnel	Instituteurs	4 645,0	5 129,7	5 662,1	6 194,1	6 768,4	7 316,9	7 791,8
	Instituteurs adjoints	33 250,0	36 719,2	40 531,0	44 338,5	48 449,7	52 375,8	55 775,7
	Moniteurs	420,0	463,8	512,0	560,1	612,0	661,6	704,5
Salles	Salles s: urbain	-	1 344	1 520	1 596	1 778	1 804	1 708
	Salles: rural	-	3 161	3 524	3 614	3 963	3 909	3 556

Sources : indicateurs générés dans le modèle de simulations

3) L'alphabétisation et l'ENF

Le diagnostic sur l'éducation non formelle (voir p.23) a permis de démontrer que les efforts produits jusqu'à présent sont très insuffisants pour atteindre l'objectif de 1 000 000 d'alphabétisés sur la décennie du PDDE (2003-2013). Cette situation est d'autant plus alarmante que les actions d'alphabétisation visant les jeunes non-scolarisés ou déscolarisés sont très dérisoires au regard des enjeux. En effet, en considérant les abandons annuels de l'éducation formelle et les enfants non scolarisés, les simulations procédées établissent cette population (8-14 ans) à plus de 650 000 jeunes enfants par an. Face à cette demande sociale en constante augmentation, l'offre éducative non formelle ou informelle se limite à quelques structures dont :

- les centres gérés par des ONG et qui accueillent moins 10 000 élèves,
- les Centres de Formation en Développement Communautaire (CFDC),
- les centres de formation professionnelle,
- les réseaux d'apprentissage informel.

Au regard de cette situation, l'étude propose des nouveaux objectifs qui consistent à faire passer le taux d'inscription annuelle de 5 à 15% à l'horizon 2015.

⁴ Le personnel administratif des structures décentralisées et des services centraux est pris en compte dans la détermination des masses salariales du secteur.

Cela permettrait d'enrôler près de 450 000 enfants sur la période. Pour tenir ce rythme, les structures ministérielles responsables doivent non seulement favoriser la création des centres d'accueil mais aussi assurer la formation des éducateurs. Les projections des données sont récapitulées dans le tableau suivant :

Tableau P5 : Evolution des effectifs inscrits en ENF sous l'hypothèse des objectifs du PDDE

Indicateurs	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Population potentielle	612 985	622 854	637 459	648 543	663 319	679 113	692 192
Taux d'inscription	5,0%	6,0%	7,2%	8,7%	10,4%	12,5%	15,0%
Effectifs scolarisés en ENF	30 649	37 400	45 969	56 165	68 988	84 823	103 829
Nombre d'éducateurs	876	1 069	1 313	1 605	1 971	2 424	2 967

Sources : indicateurs générés dans le modèle de simulations

S'agissant de la lutte contre l'analphabétisme, l'étude propose l'alphabétisation de plus d'un million d'adultes sur la période. Les effectifs alphabétisés annuellement passeraient de 39 561 en 2009 à 240 567 en 2015 dont une proportion de femmes de près de 73%. Cela établirait le taux d'analphabétisme global à 50% à l'horizon 2015. Le tableau suivant récapitule la situation avec en conséquence les effectifs requis en termes d'alphabétiseurs.

Tableau P6 : Evolution des effectifs alphabétisés

Indicateurs	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Pop. 15 et +: H	4 107 500	4 243 048	4 383 068	4 527 709	4 677 124	4 831 469	4 990 907
Pop. 15 et +: F	4 449 792	4 596 635	4 748 324	4 905 019	5 066 884	5 234 091	5 406 816
Tx d'analphabétisme: H	68%	65%	62%	59%	56%	53%	50%
Tx d'analphabétisme: F	80%	75%	70%	65%	60%	55%	50%
Pop. analphabète: H	2 793 100	2 757 981	2 717 502	2 671 349	2 619 189	2 560 679	2 495 454
Pop. analphabète: F	3 559 833	3 447 476	3 323 827	3 188 262	3 040 130	2 878 750	2 703 408
Pop. alphabétisée: H	11 279	35 119	40 479	46 154	52 159	58 511	65 225
Pop. Alphabétisée: F	28 282	112 357	123 649	135 565	148 132	161 380	175 342
Total	39 561	147 476	164 128	181 718	200 291	219 891	240 567
Alphabétiseurs	1 581	5 719	6 175	6 633	7 093	7 555	8 019

Sources : indicateurs générés dans le modèle de simulations

Pour atteindre ces résultats, les responsables ministérielles, en coopération avec les PTF et ONG concernés, doivent prendre les mesures idoines par rapport à l'ouverture des centres, à la formation des alphabétiseurs, à l'amélioration des taux de fréquentation et de réussite.

4) Le secondaire 1^{er} cycle

Le diagnostic posé dans le chapitre sur le développement de la scolarisation a permis que l'enseignement secondaire dans son ensemble se trouve dans une situation inquiétante, en termes de scolarisation et de qualité d'éducation. Au niveau du 1^{er} cycle, le TBS qui le reflète du niveau de scolarisation est de 14% pour

les filles en 2009. Celui des garçons dépasse à peine 21%. L'amélioration de cette situation passe par une meilleure articulation entre l'enseignement primaire et le collégial. En réalité, le taux d'inscription (effectifs de la classe de CM2/effectifs de la classe de 6^{ème}) est 41,7% pour les filles et 48% pour les garçons. Cela est sans conteste le reflet d'une situation de déperditions scolaires et qui est en train de frustrer la demande sociale de la population. Les statistiques montrent que tous les élèves promus de la classe de CM2 ne s'inscrivent pas dans les collèges.

Pour tenir compte de cet aspect, l'étude prend en compte le taux de transition entre les 2 niveaux et fixe le taux d'inscription en 6^{ème} pour les filles et les garçons à partir des effectifs de la classe de CM2. Il faut noter que c'est seulement au niveau de cette transition que l'offre d'éducation dans ce cycle pourrait s'approcher de la demande sociale (la population à scolariser suivant les objectifs sur le TBS).

Les simulations faites à partir du modèle sont récapitulées dans le tableau suivant :

Tableau P7 : Evolution des inscriptions sous l'hypothèse d'une meilleure articulation entre primaire et collègue

	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Taux d'inscription: garçons	48,0%	49,9%	51,7%	53,7%	55,7%	57,8%	60,0%
Taux d'inscription: filles	41,4%	44,1%	46,9%	49,9%	53,0%	56,4%	60,0%
Admis en 6ème: garçons	51 619	55 263	64 915	68 905	81 671	101 866	113 836
Admis en 6ème: filles	30 863	34 520	42 095	47 593	59 898	76 594	90 634
Total	82 482	89 783	107 011	116 498	141 568	178 460	204 469

Sources : indicateurs générés dans le modèle de simulations

En effet, sous l'hypothèse d'une amélioration des taux d'inscription qui s'établissent à 60% à l'horizon 2015, pour les filles et pour les garçons, les effectifs des nouveaux inscrits du secteur public passent de 82 482 à 204 469 sur la période de l'étude, soit en moyenne une croissance de 16,5% par an et aussi une amélioration de l'équité entre filles et garçons. La détermination de ces nouveaux inscrits tient compte du développement du secteur privé qui scolarise plus de 37% des effectifs du secondaire 1^{er} cycle (40490/222500).

A partir des effectifs admis annuellement et des tendances des taux d'écoulement (promotion, redoublement, abandon) qui sont améliorées (voir les profils de scolarisation objectifs), le modèle permet de déterminer les projections des effectifs élèves par sexe, niveau et statut (promus, redoublants et abandons). Ils sont présentés dans le tableau suivant :

Tableau P8 : L'évolution des effectifs élèves et TBS induite par l'amélioration des inscriptions et de l'efficacité interne

	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Total général public : garçons	114 425	122 984	140 142	158 516	187 820	233 509	285 524
Total général public : filles	67 585	73 233	86 286	102 423	128 394	166 866	214 334
Total	182 010	196 217	226 428	260 939	316 215	400 375	499 858

TBS: garçons - filles	17,4%	17,8%	19,3%	21,0%	23,9%	28,4%	33,5%
TBS: filles	13,6%	13,8%	15,2%	16,9%	19,7%	23,9%	28,9%
TBS: garçons	21,1%	21,8%	23,5%	25,2%	28,2%	32,9%	38,1%

Sources : indicateurs générés dans le modèle de simulations

Les effectifs scolarisés dans le secteur public sous l'effet des admissions annuelles en croissance et de la fluidité dans le cycle, passent de 182 010 à 499 858 sur la période de l'étude, soit une multiplication par 2,7. Le TBS s'améliore nettement en gagnant plus de 16 points dans l'ensemble. Les effectifs enseignant sont déterminés par discipline à partir des projections des effectifs élèves, des organisations pédagogiques (emplois du temps, horaires hebdomadaires) et des horaires statutaires des professeurs. Ce personnel est composé de 3 catégories : professeurs titulaires, professeurs contractuels et autres.

Au niveau des infrastructures, le modèle permet de déterminer les salles de classe à construire, à réhabiliter. La situation est récapitulée dans le tableau suivant.

Tableau P9 : L'évolution du personnel enseignant et des salles de classe

	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Français	630	694	810	929	1 116	1 397	1 725
Anglais	630	694	810	929	1 116	1 397	1 725
Mathématiques	788	868	1 013	1 162	1 395	1 747	2 156
SVT	315	347	405	465	558	699	863
Sciences physiques	207	223	260	303	372	466	587
Histoire/géographie	315	347	405	465	558	699	863
Education familiale	158	174	203	232	279	349	431
Éducation physique	315	347	405	465	558	699	863
Total	3 358	3 693	4 312	4 950	5 953	7 452	9 212
Total majoré 15%	3 861	4 248	4 958	5 692	6 846	8 570	10 594
Professeurs titulaires	692	555	648	744	895	1 120	1 385
Professeurs contractuels	4 307	3 454	4 032	4 628	5 567	6 968	8 614
Autres	298	239	279	320	385	482	596
Besoins net en salles	-	94	403	434	762	1 178	1 297

Sources : indicateurs générés dans le modèle de simulations

1^{ère} remarque : Il faut noter l'égalité parfaite entre les besoins en professeurs de français et d'anglais. Cela dû du fait que les horaires en langue française, langue officielle du Niger, et ceux en anglais soient égaux dans ce cycle d'enseignement (voir ci-dessous les volumes horaires). Tout en reconnaissant l'intérêt de langue de Shakespeare notamment vu la proximité du grand Nigéria, il serait légitime de questionner la rentabilité pratique d'un tel investissement.

Niveaux	6ème	5ème	4ème	3ème
Français	4	4	4	4
Anglais	4	4	4	4
Mathématiques	5	5	5	5
SVT	2	2	2	3
Sciences physiques	1	1	3	3
Histoire/géographie	2	2	2	2
Education familiale	1	1	1	1
Éducation physique	2	2	2	2
Total	21	21	23	24

Sources : MEN 2010

2^{ème} remarque : les besoins en salles de classe comprennent les salles banales comme les salles spécialisées. Le modèle pourrait permettre de déterminer les besoins en salles laboratoires si les plages horaires par type d'infrastructures étaient disponibles.

5) Le secondaire 2^{ème} cycle

Avec les mêmes hypothèses que le secondaire 1er, le modèle permet de déterminer les taux d'inscription du secondaire 2^{ème} cycle et les admissions annuelles.

Tableau P10 : L'évolution des inscriptions sous l'hypothèse d'une meilleure articulation entre secondaire 1^{er} et 2^{ème} cycle

Indicateurs	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Taux d'inscription: garçons	33,9%	34,9%	35,8%	36,8%	37,9%	38,9%	40,0%
Taux d'inscription: filles	25,0%	27,0%	29,2%	31,6%	34,2%	37,0%	40,0%
Nouveaux inscrits en 2nde: garçons	4 578	4 327	4 337	5 021	6 344	8 600	11 358
Nouveaux inscrits en 2nde: filles	2 126	1 778	1 837	2 336	3 299	4 997	7 456

Sources : indicateurs générés dans le modèle de simulations

Cette meilleure articulation permet d'améliorer le taux d'inscription pour les filles comme pour les garçons qui s'établit à 40% en 2015 contre 33% pour et 25% pour les filles en 2009. L'amélioration des admissions à son tour permet d'améliorer les effectifs scolarisés et par conséquent des TBS.

Tableau P11 : L'évolution des effectifs élèves public/privé et du TBS induite par l'amélioration des inscriptions et de l'efficacité interne

Indicateurs	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Public							
Effectifs élèves : garçons	11 937	11 718	11 774	12 534	14 528	18 487	24 448
Effectifs élèves : filles	4 870	4 407	4 385	4 931	6 389	9 303	14 139
Total	16 807	16 125	16 159	17 466	20 918	27 790	38 587

Prive							
Effectifs élèves : garçons	6 602	6 875	7 160	7 456	7 765	8 086	8 421
Effectifs élèves : filles	4 234	4 409	4 592	4 782	4 980	5 186	5 401
	10 836	11 285	11 752	12 238	12 745	13 272	13 822
TBS: garçons - filles	3,4%	3,2%	3,2%	3,2%	3,5%	4,1%	5,1%
TBS: filles	2,2%	2,1%	2,0%	2,1%	2,4%	2,9%	3,8%
TBS: garçons	4,6%	4,4%	4,3%	4,4%	4,7%	5,3%	6,3%

Sources : indicateurs générés dans le modèle de simulations

Au niveau du secteur public, les effectifs sont multipliés par 2,3 et la proportion des filles passent de 29% à 36%. En conséquence, le TBS s'améliore de près de 2 points. Il faut remarquer que les simulations n'altèrent point sur l'évolution du secteur privé qui scolarise près de 40% des effectifs..

Tableau P12 : L'évolution des besoins en personnel enseignant et infrastructures (induite par l'évolution des effectifs et les organisations pédagogiques statutaires)

Indicateurs	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Professeurs titulaires	397	294	290	307	359	468	640
Professeurs contractuels	743	550	543	575	673	876	1 197
Autres	21	16	16	17	19	25	35
Total	1 161	860	849	898	1 051	1 369	1 872
Besoins net en salles	-	104	104	104	104	104	104

Sources : indicateurs générés dans le modèle de simulations

VI.2 Les conditions de financement du développement de l'éducation (2009-2015)

Les coûts chiffrés dans cette section sont obtenus à partir des scénarios de simulations qui cadrent avec les hypothèses des objectifs précisés dans la présente étude. Ces coûts se déclinent en une série de tableaux par cycle d'enseignement et par nature (personnel, biens et services, transferts et subventions, investissement). Tous ces tableaux figurent dans l'interface « finances » du modèle et s'alimentent automatiquement à partir des projections des indicateurs quantitatifs, qualitatifs et économiques et financiers qui peuvent être simulés à volonté.

Les coûts de l'année de base (2009) sont plus ou moins cadrés, dépendamment des cycles d'enseignement, avec les dépenses réelles de l'année 2009, c'est-à-dire, que les coûts calculés dans le modèle à partir des coûts de facteurs (salaires,...) coïncident avec les dépenses de 2009. .

Primaire, secondaire 1^{er} et cycle :

La détermination des coûts est similaire pour les trois d'enseignement formel (primaire, collégial et secondaire 2^{ème} cycle). Les coûts du personnel découlent d'un cadrage total du personnel enseignant et non

enseignant (personnel administratif des établissements, personnel administratif, personnel des services centraux). Les salaires moyens par catégorie ont été estimés à partir d'entretiens réalisés sur le terrain et les possibilités d'erreur sont faibles parce que les coûts déterminés pour 2009 sont quasiment identiques aux dépenses salariales des ministères respectives pour la même année. Les effectifs du personnel projetés et le salaire moyen déterminent les coûts salariaux du personnel. Le modèle intègre un taux d'inflation de 2% par an.

Pour l'année de base 2009, les coûts des biens et services sont déterminés à partir des dépenses établies dans le RESEN 2008. Dans les projections (2010-2015), ces coûts sont déterminés à partir d'une simulation du coût unitaire au titre de cette rubrique. En effet, étant donné l'impact avéré des dépenses des biens et services dans la qualité de l'éducation, le poids du coût unitaire au titre des dépenses de biens et services augmentent suivant une tendance entre le taux actuel et le taux objectif. Les coûts des transferts et subventions sont déterminés de façon similaire.

Les coûts des investissements découlent des infrastructures à construire et à réhabiliter qui sont déterminés des effectifs élèves et des taux de roulement divisions/salle. Le modèle prend en compte : le coût de base de la construction d'une salle de classe, de réhabilitation d'une salle de classe,

Préscolaire :

Les coûts du préscolaire découlent d'un coût unitaire de 40 000 FCFA par an et par enfant. Ce coût unitaire est nettement inférieur à celui calculé dans le RESEN de 2008 qui se monte à 79 000 FCFA. Ce choix a été fait en raison du fait que l'étude recommande un modèle de développement du préscolaire de type communautaire. Les coûts d'un investissement éventuel ne pouvaient pas être évalués dans le cadre de cette étude.

Alphabétisation et ENF:

Les coûts projetés comprennent les dépenses de base (Titres 1 et 2) déboursées par le MEN, ministère de tutelle jusqu'en 2010 et une combinaison des coûts unitaires pour les programmes d'alphabétisation et d'ENF.

L'ETFP et l'enseignement supérieur

Pour ces deux départements, pour des raisons techniques et de disponibilités des données, l'étude se contente d'augmenter de 5% les dépenses déboursées. La complexité des organisations pédagogiques et des types d'infrastructures utilisées (salles, labos, amphis, ateliers,...) requièrent l'utilisation d'un outil plus approprié et donc une étude aux TDR plus spécifiques.

L'ENI.

Les coûts du personnel sont déterminés à partir des projections des effectifs élèves instituteurs et du personnel administratif. Il faut cependant affiner les données statistiques notamment du personnel administratif des établissements. Les autres coûts sont fonctions des dépenses des années précédentes.

Les coûts projetés par nature sont présentés dans les tableaux suivants :

Préscolaire :

Tableau P13 : L'évolution des conditions de financement du développement du préscolaire

En millions de FCFA	2 009	2 010	2 011	2 012	2 013	2 014	2 015
Personnel	1 880	2 202	2 578	3 019	3 535	4 140	1 880
Biens et services	199	233	289	359	446	555	689
Transferts et subventions							
Fonctionnement /Calcul du CU	1 779	2 113	2 491	2 937	3 465	4 090	4 829
Investissement							
Coûts totaux	1 779	2 113	2 491	2 937	3 465	4 090	4 829

Sources : indicateurs générés dans le modèle de simulations

Primaire :

Tableau P14 : L'évolution des conditions de financement du développement du primaire

En millions de FCFA	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Personnel	44 838	49 801	55 352	61 101	67 433	73 760	79 638
Biens et services	5 612	5 893	6 188	6 497	6 822	7 163	7 521
Transferts et subventions	1 028	1 079	1 133	1 190	1 249	1 312	1 378
Fonctionnement /Calcul du CU	50 450	55 694	61 540	67 598	74 254	80 923	87 159
Investissement	7 800	9 916	10 302	10 508	10 718	10 933	11 151
Coûts totaux	58 250	65 610	71 842	78 106	84 972	91 856	98 310

Sources : indicateurs générés dans le modèle de simulations

Alphabétisation et ENF

Tableau P15 : L'évolution des conditions de financement du développement de l'alphabétisation et l'ENF

En millions de FCFA	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Personnel	457	554	575	601	633	639	679
Biens et services	524	560	568	577	589	591	606
Transferts et subventions	41	41	41	41	41	41	41
Fonctionnement /Calcul du CU	1022	1154	1184	1219	1263	1271	1327
Investissement	0	0	0	0	0	0	0
Coûts totaux	1 022	1 132	1 157	1 187	1 224	1 271	1 327

Sources : indicateurs générés dans le modèle de simulations

Secondaire 1^{er} cycle

Tableau P16 : L'évolution des conditions de financement du développement du 1^{er} cycle du secondaire

En millions de FCFA	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Personnel	11 062	9 966	11 089	12 284	14 086	16 733	19 901
Biens et services	1598	1743	2035	2372	2908	3726	4706
Transferts et subventions	669	786	988	1 241	1 639	2 261	3 077
Fonctionnement /Calcul du CU	13 329	12 494	14 112	15 897	18 633	22 720	27 683
Investissement	0	3 897	3 975	4 054	4 135	4 218	4 302
Coûts totaux	13 329	16 391	18 087	19 951	22 768	26 938	31 986

Sources : indicateurs générés dans le modèle de simulations

Secondaire 2^{ème} cycle

Tableau P17 : L'évolution des conditions de financement du développement du 2^{ème} cycle du secondaire

En millions de FCFA	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Personnel	3152	2681	2717	2865	3215	3895	4966
Biens et services	446	439	451	499	613	835	1188
Transferts et subventions	185	181	184	203	248	336	475
Fonctionnement /Calcul du CU	3783	3301	3352	3568	4076	5065	6628
Investissement	0	573	584	596	608	620	632
Coûts totaux	3783	3874	3936	4164	4684	5685	7261

Sources : indicateurs générés dans le modèle de simulations

Enseignement ETFP

Tableau P18 : L'évolution des conditions de financement du développement de l'ETFP

En millions de FCFA	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Personnel	1312	1443	1588	1746	1921	2113	2324
Biens et services	1110	1221	1343	1477	1625	1788	1966
Transferts et subventions	424	466	513	564	621	683	751
Fonctionnement /Calcul du CU	2846	3131	3444	3788	4167	4584	5042
Investissement	3	3	4	4	4	5	5
Coûts totaux	2849	3134	3447	3792	4171	4588	5047

Sources : indicateurs générés dans le modèle de simulations

Enseignement supérieur

Tableau P19 : L'évolution des conditions de financement du développement de l'enseignement supérieur

En millions de FCFA	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Personnel	2635	2899	3188	3507	3858	4244	4668
Biens et services	3229	3552	3907	4298	4728	5200	5720
Transferts et subventions	2834	3117	3429	3772	4149	4564	5021
Fonctionnement /Calcul du CU	8698	9568	10525	11577	12735	14008	15409
Investissement	3	3	4	4	4	5	5
Coûts totaux	8701	9571	10528	11581	12739	14013	15414

Sources : indicateurs générés dans le modèle de simulations

Ecoles Normales d'Instituteurs

Tableau P20 : L'évolution des conditions de financement du développement de l'ENI

En millions de FCFA	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Personnel	409	450	495	544	599	659	724
Biens et services	1157	1273	1400	1540	1694	1863	2050
Transferts et subventions	521	573	630	693	763	839	923
Fonctionnement /Calcul du CU	2087	2296	2525	2778	3055	3361	3697
Investissement	0	0	0	0	0	0	0
Coûts totaux	2087	2296	2525	2778	3055	3361	3697

Sources : indicateurs générés dans le modèle de simulations

Tableau P21 : L'évolution des conditions de financement du développement de l'ensemble du secteur

En millions de FCFA	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Personnel	65 558	69 890	77 475	85 562	95 181	106 132	117 730
Fonctionnement biens et services	13 876	14 907	16 173	17 612	19 415	21 720	24 446
Fonctionnement transferts et subventions	5 702	6 244	6 920	7 705	8 710	10 036	11 665
Fonctionnement /Calcul du CU	84 107	89 961	99 435	109 689	122 056	136 576	152 464
Investissement	7 806	14 392	14 868	15 166	15 470	15 780	16 096
Coûts totaux	84 107	89 961	99 435	109 689	122 056	136 576	152 464
%		7,0%	10,5%	10,3%	11,3%	11,9%	11,6%

Sources : indicateurs générés dans le modèle de simulations

Recommandation générale pour le développement de l'éducation sur la période 2009-2015

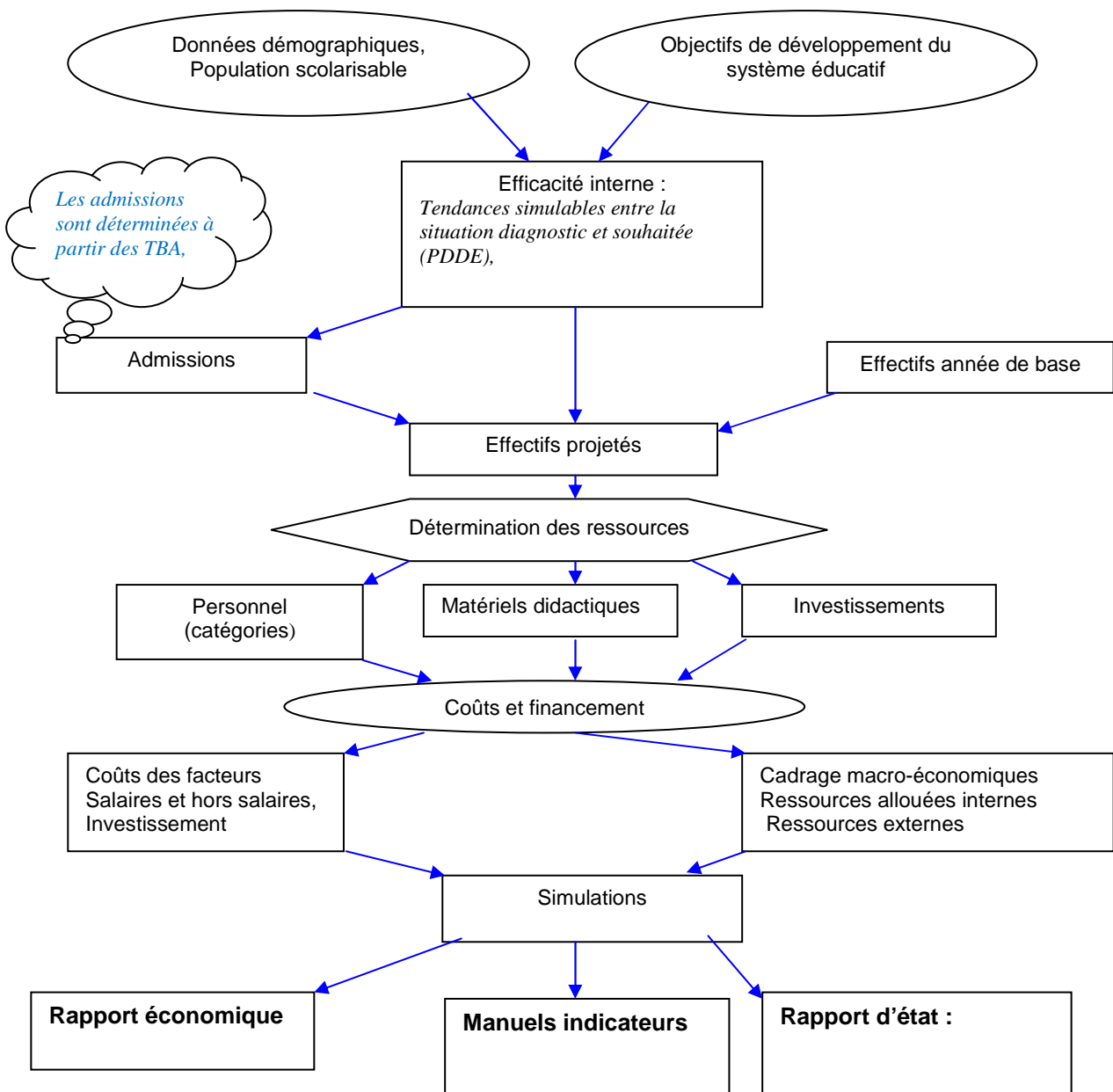
La mise en place d'un fonds ou des fonds de développement de l'éducation au Niger alimenté (s) par l'Etat, les PTF,... est, entre autres, une mesure stratégique pouvant contribuer substantiellement au financement de ce secteur prioritaire pour l'état.

ANNEXE1: DESCRIPTION DES INTERFACES ET DE L'ARCHITECTURE DU MODÈLE

Le cadre conceptuel et les blocs du modèle se présentent comme suit :

Feuilles	Description
Données démographiques et statistiques scolaires	<ul style="list-style-type: none"> - Eclatement des âges quinquennaux en âges simples et calculs des taux de croissance des populations scolarisables, - Les statistiques scolaires 2004-2008 et 2008-2009 années pour déterminer les indicateurs d'accès et de couverture et les projections,
Cohortes	Le système de cohortes par rapport à la situation actuelle et à la situation souhaitée (objectif du PDDE). Les taux d'écoulement sont structurels, calculés sur plusieurs années (2008-2009).
Indicateurs	Tous les indicateurs plus ou moins usuels qui sont générés à partir des simulations.
Planification du primaire	Tous les blocs sur les aspects quantitatifs et qualitatifs du niveau primaire : projections des effectifs élèves, enseignants, salles,...
Planification du 1^{er} cycle du secondaire	Tous les blocs sur les aspects quantitatifs et qualitatifs du collégial : articulations entre niveau primaire et collégial, projections des effectifs élèves, enseignants, salles,...
Planification du 2^{ème} du secondaire	Tous les blocs sur les aspects quantitatifs et qualitatifs du niveau lycée : articulations entre niveau 1 ^{er} et 2 ^{ème} cycle, projections des effectifs élèves, organisations pédagogiques, enseignants, salles,...
Préscolaire /Education Non Formelle/Alphabétisation	Les blocs sur les projections d'effectifs enrôlés
Coûts, financement	On trouve dans cette interface les projections des coûts des inputs scolaires, les coûts unitaires, sur la période 2009-2015.

ARCHITECTURE DU MODÈLE



ANNEXE2: EXTRAITS DES BLOCS DU MODELE SUR LES INDICATEURS

PRIMAIRE

TBS et TNS au primaire

Garçons - Filles					
	2004-2005	2005-2006	2006-2007	2007-2008	2008-2009
Taux brut de scolarisation (TBS)	49,8%	50,9%	54,1%	59,0%	64,1%
Taux net de scolarisation (TNS)	42,5%	43,7%	45,5%	50,4%	55,4%
Filles					
Taux brut de scolarisation (TBS)	40,7%	41,9%	45,0%	50,5%	55,4%
Taux net de scolarisation (TNS)	34,7%	35,9%	37,9%	43,0%	47,8%
Garçons					
Taux brut de scolarisation (TBS)	58,8%	59,9%	63,2%	67,5%	72,7%
Taux net de scolarisation (TNS)	50,3%	51,4%	53,1%	57,7%	63,0%

<i>TBA et TNA au primaire</i>					
Garçons - Filles	2004-2005	2005-2006	2006-2007	2007-2008	2008-2009
Taux brut d'admission (TBA)	61,3%	67,0%	65,2%	77,8%	90,6%
Taux net d'admission (TNA)	36,3%	44,2%	43,3%	53,2%	63,3%
Filles					
Taux brut d'admission (TBA)	52,0%	57,2%	56,8%	70,6%	81,5%
Taux net d'admission (TNA)	30,1%	37,1%	37,1%	47,5%	56,1%
Garçons					
Taux brut d'admission (TBA)	70,5%	76,7%	73,5%	85,0%	99,6%
Taux net d'admission (TNA)	42,5%	51,2%	49,4%	58,9%	70,4%

Taux d'écoulement moyens sur la période 2008-2009

	Garçons - Filles		Filles		Garçons	
	TP	TR	TP	TR	TP	TR
CI	87,7%	0,2%	85,3%	0,2%	89,8%	0,1%
CP	89,2%	3,6%	88,6%	3,7%	89,7%	3,5%
CE1	87,8%	4,0%	87,1%	4,2%	88,3%	3,9%
CE2	86,9%	5,5%	85,9%	5,9%	87,6%	5,2%
CM1	89,5%	7,2%	88,5%	7,8%	90,2%	6,8%
CM2	53,3%	19,9%	50,3%	21,4%	55,3%	18,9%

Profils de scolarisation au primaire : diagnostic et prospective

<i>Indicateurs d'efficience</i>	Garçons-Filles	Filles	Garçons
Total années-élève	2 027 954	884 803	1 143 401
Production: admis cumulés entrée en 6ème	171 393	69 960	100 951
Année-élève par diplômé	11,83	12,65	11,33
Ratio d'entrée-sortie	1,97	2,11	1,89
Coefficient d'efficacité	50,7%	47,4%	53,0%
Durée moyenne des études pour diplômés	6,41	6,44	6,39
Taux de survie en CE2	74,3%	71,5%	76,7%
Taux de survie en CM1	68,3%	65,2%	70,8%
Taux de survie en CM2	65,7%	62,5%	68,3%
Taux de survie pour les diplômés	43,0%	39,2%	45,9%

<i>Indicateurs d'efficience du PDDE :2015</i>	Garçons-Filles	Filles	Garçons
Total années-élève	5 529	5 529	5 529
Production: admis cumulés entrée en 6ème	703	703	703
Année-élève par diplômé	7,86	7,86	7,86
Ratio d'entrée-sortie	1,31	1,31	1,31
Coefficient d'efficacité	76,3%	76,3%	76,3%
Durée moyenne des études pour diplômés	6,23	6,23	6,23
Taux de survie en CE2	86,3%	86,3%	86,3%
Taux de survie en CM1	82,8%	82,8%	82,8%
Taux de survie en CM2	79,3%	79,3%	79,3%
Taux de survie pour les diplômés	70,3%	70,3%	70,3%

II. Bloc taux d'écoulement (flux)							
Détermination des tendances des taux d'écoulement sur la période							
En combien d'années?	6						
CI							
Garçons	Actuel						
Promotion	89,8%						
Redoublement	0,1%						
Abandon	10,1%						
Taux de croissance promotion	0,6%						
Taux de croissance redoublement	-8,3%						
Progression taux de promotion	89,8%	90,3%	90,8%	91,4%	91,9%	92,5%	93,0%
Progression taux de redoublement	0,1%	0%	1%	1%	1%	1%	1%
Progression taux d'abandon	10,1%	9,3%	8,5%	7,8%	7,1%	6,5%	6,0%

Filles	<u>Actuel</u>						
Promotion	85,3%						
Redoublement	0,2%						
Abandon	14,6%						
Taux de croissance promotion	1,5%						
Taux de croissance redoublement	-13,7%						
Progression taux de promotion	85%	86,5%	87,8%	89,1%	90,3%	91,7%	93,0%
Progression taux de redoublement	0%	1%	1%	2%	2%	1%	1%
Progression taux d'abandon	15%	12,6%	10,8%	9,3%	8,1%	7,0%	6,0%
CP							
Garçons	<u>Actuel</u>						
Promotion	89,7%						
Redoublement	3,5%						
Abandon	6,9%						
Taux de croissance promotion	0,6%						
Taux de croissance redoublement	-8,6%						
Progression taux de promotion	90%	90,2%	90,8%	91,3%	91,9%	92,4%	93,0%
Progression taux de redoublement	3%	4%	4%	3%	3%	3%	3%
Progression taux d'abandon	7%	6,3%	5,7%	5,2%	4,8%	4,4%	4,0%
Filles	<u>Actuel</u>						
Promotion	88,6%						
Redoublement	3,7%						
Abandon	7,7%						
Taux de croissance promotion	0,8%						
Taux de croissance redoublement	-10,3%						
Progression taux de promotion	89%	89,3%	90,0%	90,8%	91,5%	92,3%	93,0%
Progression taux de redoublement	4%	4%	4%	4%	4%	3%	3%
Progression taux d'abandon	8%	6,9%	6,2%	5,5%	5,0%	4,5%	4,0%
CEI							
Garçons	<u>Actuel</u>						
Promotion	88,3%						
Redoublement	3,9%						
Abandon	7,8%						
Taux de croissance promotion	0,9%						
Taux de croissance redoublement	-10,6%						
Progression taux de promotion	88%	89,1%	89,8%	90,6%	91,4%	92,2%	93,0%
Progression taux de redoublement	4%	4%	4%	4%	4%	3%	3%
Progression taux d'abandon	8%	7,0%	6,3%	5,6%	5,0%	4,5%	4,0%
Filles	<u>Actuel</u>						
Promotion	87,1%						
Redoublement	4,2%						
Abandon	8,7%						
Taux de croissance promotion	1,1%						
Taux de croissance redoublement	-12,1%						

Progression taux de promotion	87%	88,1%	89,0%	90,0%	91,0%	92,0%	93,0%
Progression taux de redoublement	4%	4%	4%	4%	4%	3%	3%
Progression taux d'abandon	9%	7,6%	6,7%	5,9%	5,2%	4,6%	4,0%
CE2							
Garçons	Actuel						
Promotion	87,6%						
Redoublement	5,2%						
Abandon	7,3%						
Taux de croissance promotion	1,0%						
Taux de croissance redoublement	-9,5%						
Progression taux de promotion	88%	88,5%	89,3%	90,2%	91,2%	92,1%	93,0%
Progression taux de redoublement	5%	5%	5%	4%	4%	4%	3%
Progression taux d'abandon	7%	6,6%	6,0%	5,4%	4,9%	4,4%	4,0%
Filles	Actuel						
Promotion	85,9%						
Redoublement	5,9%						
Abandon	8,1%						
Taux de croissance promotion	1,3%						
Taux de croissance redoublement	-11,2%						
Progression taux de promotion	86%	87,1%	88,2%	89,4%	90,6%	91,8%	93,0%
Progression taux de redoublement	6%	6%	5%	5%	4%	4%	3%
Progression taux d'abandon	8%	7,2%	6,4%	5,7%	5,1%	4,5%	4,0%
CM1							
Garçons	Actuel						
Promotion	90,2%						
Redoublement	6,8%						
Abandon	3,1%						
Taux de croissance promotion	0,5%						
Taux de croissance redoublement	4,6%						
Progression taux de promotion	90%	90,6%	91,1%	91,6%	92,0%	92,5%	93,0%
Progression taux de redoublement	7%	6%	6%	5%	4%	4%	3%
Progression taux d'abandon	3%	3,2%	3,3%	3,5%	3,7%	3,8%	4,0%
Filles	Actuel						
Promotion	88,5%						
Redoublement	7,8%						
Abandon	3,7%						
Taux de croissance promotion	0,8%						
Taux de croissance redoublement	1,4%						
Progression taux de promotion	89%	89,3%	90,0%	90,7%	91,5%	92,2%	93,0%
Progression taux de redoublement	8%	7%	6%	5%	5%	4%	3%
Progression taux d'abandon	4%	3,7%	3,8%	3,8%	3,9%	3,9%	4,0%
CM2							

Garçons	Actuel						
Promotion	55,3%						
Redoublement	18,9%						
Abandon	25,8%						
Taux de croissance promotion	6,3%						
Taux de croissance redoublement	-14,6%						
Progression taux de promotion	55%	58,8%	62,5%	66,5%	70,7%	75,2%	80,0%
Progression taux de redoublement	19%	19%	19%	17%	16%	13%	10%
Progression taux d'abandon	26%	22,1%	18,8%	16,1%	13,7%	11,7%	10,0%
Filles	Actuel						
Promotion	50,3%						
Redoublement	21,4%						
Abandon	28,3%						
Taux de croissance promotion	8,0%						
Taux de croissance redoublement	-15,9%						
Progression taux de promotion	50%	54,3%	58,7%	63,4%	68,5%	74,0%	80,0%
Progression taux de redoublement	21%	22%	21%	20%	17%	14%	10%
Progression taux d'abandon	28%	23,8%	20,0%	16,8%	14,1%	11,9%	10,0%

Années	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
III. Bloc: Projections Effectifs élèves							
III. 1 Projections Effectifs élèves: public							
<u>CI</u>							
Promotion: garçons	220 035	227 935	236 030	244 313	252 773	261 399	270 176
Promotion: filles	178 658	191 347	204 965	219 582	235 270	252 107	270 176
Redoublement: garçons	270	327	1 036	1 628	2 097	2 439	2 651
Redoublement: filles	268	320	1 791	2 889	3 571	3 799	3 534
Abandon: garçons		22 223	21 116	20 111	19 134	18 184	17 262
Abandon: filles		26 038	24 063	22 394	20 788	19 254	17 798
TOTAL CI : Garçons	220 305	228 263	237 067	245 941	254 870	263 838	272 827
TOTAL CI : Filles	178 926	191 667	206 756	222 471	238 841	255 906	273 710
TOTAL CI	399 231	419 930	443 823	468 412	493 711	519 744	546 537
<i>Taux de redoublement apparent: garçons</i>	<i>0,1%</i>	<i>0,1%</i>	<i>0,4%</i>	<i>0,7%</i>	<i>0,8%</i>	<i>0,9%</i>	<i>1,0%</i>
<i>Taux de redoublement apparent: filles</i>	<i>0,1%</i>	<i>0,2%</i>	<i>0,9%</i>	<i>1,3%</i>	<i>1,5%</i>	<i>1,5%</i>	<i>1,3%</i>
<i>Taux de redoublement apparent: total</i>	<i>0,1%</i>	<i>0,2%</i>	<i>0,6%</i>	<i>1,0%</i>	<i>1,1%</i>	<i>1,2%</i>	<i>1,1%</i>
<u>CP</u>							
Promotion: garçons	163 077	197 755	206 111	215 328	224 710	234 247	243 925
Promotion: filles	127 711	152 568	165 813	181 473	198 111	215 788	234 574
Redoublement: garçons	4 883	5 833	7 159	7 477	7 676	7 757	7 717

Redoublement: filles	3 938	4 874	5 950	6 472	6 911	7 205	7 329
Abandon: garçons		11 548	12 789	12 241	11 684	11 135	10 595
Abandon: filles		10 126	10 860	10 625	10 425	10 198	9 947
TOTAL CP : Garçons	167 960	203 587	213 270	222 805	232 386	242 005	251 642
TOTAL CP : Filles	131 649	157 442	171 763	187 945	205 022	222 993	241 904
TOTAL CP	299 609	361 029	385 033	410 749	437 408	464 998	493 546
<i>Taux de redoublement apparent: garçons</i>	2,9%	2,9%	3,4%	3,4%	3,3%	3,2%	3,1%
<i>Taux de redoublement apparent: filles</i>	3,0%	3,1%	3,5%	3,4%	3,4%	3,2%	3,0%
<i>Taux de redoublement apparent: total</i>	2,9%	3,0%	3,4%	3,4%	3,3%	3,2%	3,0%
<u>CE1</u>							
Promotion: garçons	126 063	150 579	183 638	193 552	203 444	213 494	223 693
Promotion: filles	94 238	116 648	140 632	154 667	170 609	187 619	205 717
Redoublement: garçons	5 163	5 067	6 112	7 396	7 600	7 575	7 354
Redoublement: filles	4 056	4 142	5 206	6 224	6 602	6 786	6 723
Abandon: garçons		10 298	10 916	11 895	11 258	10 568	9 894
Abandon: filles		8 533	9 216	9 779	9 481	9 177	8 848
TOTAL CE1 : Garçons	131 226	155 646	189 751	200 947	211 044	221 069	231 047
TOTAL CE1 : Filles	98 294	120 790	145 838	160 891	177 210	194 405	212 440
TOTAL CE1	229 520	276 437	335 589	361 838	388 255	415 474	443 487
<i>Taux de redoublement apparent: garçons</i>	3,9%	3,3%	3,2%	3,7%	3,6%	3,4%	3,2%
<i>Taux de redoublement apparent: filles</i>	4,1%	3,4%	3,6%	3,9%	3,7%	3,5%	3,2%
<i>Taux de redoublement apparent: total</i>	4,0%	3,3%	3,4%	3,8%	3,7%	3,5%	3,2%
<u>CE2</u>							
Promotion: garçons	118 060	115 862	138 618	170 461	182 089	192 902	203 822
Promotion: filles	83 833	85 619	106 369	129 836	144 808	161 247	178 834
Redoublement: garçons	5 522	6 365	6 061	6 790	7 726	7 520	7 030
Redoublement: filles	4 480	5 213	5 156	5 949	6 634	6 575	6 227
Abandon: garçons		8 986	8 045	8 620	9 559	9 266	8 856
Abandon: filles		7 197	6 574	7 169	7 752	7 679	7 558
TOTAL CE2 : Garçons	123 582	122 227	144 679	177 250	189 815	200 422	210 851
TOTAL CE2 : Filles	88 313	90 831	111 525	135 785	151 443	167 822	185 061
TOTAL CE2	211 895	213 058	256 204	313 035	341 257	368 244	395 912
<i>Taux de redoublement apparent: garçons</i>	4,5%	5,2%	4,2%	3,8%	4,1%	3,8%	3,3%
<i>Taux de redoublement apparent: filles</i>	5,1%	5,7%	4,6%	4,4%	4,4%	3,9%	3,4%
<i>Taux de redoublement apparent: total</i>	4,7%	5,4%	4,4%	4,1%	4,2%	3,8%	3,3%

<u>CM1</u>							
Promotion: garçons	93 890	108 231	108 121	129 270	159 965	173 028	184 536
Promotion: filles	65 235	75 904	79 101	98 407	121 398	137 188	154 037
Redoublement: garçons	6 570	6 809	7 100	6 402	6 691	7 163	6 584
Redoublement: filles	5 209	5 496	5 714	5 283	5 633	5 880	5 462
Abandon: garçons		3 069	3 676	3 851	4 743	6 093	6 891
Abandon: filles		2 585	3 030	3 203	3 973	4 937	5 641
TOTAL CM1 : Garçons	100 460	115 040	115 221	135 672	166 657	180 191	191 120
TOTAL CM1 : Filles	70 444	81 400	84 815	103 690	127 031	143 068	159 499
TOTAL CM1	170 904	196 441	200 036	239 362	293 687	323 259	350 619
<i>Taux de redoublement apparent: garçons</i>	<i>6,5%</i>	<i>5,9%</i>	<i>6,2%</i>	<i>4,7%</i>	<i>4,0%</i>	<i>4,0%</i>	<i>3,4%</i>
<i>Taux de redoublement apparent: filles</i>	<i>7,4%</i>	<i>6,8%</i>	<i>6,7%</i>	<i>5,1%</i>	<i>4,4%</i>	<i>4,1%</i>	<i>3,4%</i>
<i>Taux de redoublement apparent: total</i>	<i>6,9%</i>	<i>6,3%</i>	<i>6,4%</i>	<i>4,9%</i>	<i>4,2%</i>	<i>4,0%</i>	<i>3,4%</i>
<u>CM2</u>							
Promotion: garçons	87 396	90 582	104 265	104 968	124 238	153 400	166 716
Promotion: filles	59 102	62 362	72 656	76 328	94 085	116 214	131 965
Redoublement: garçons	20 043	20 260	21 203	23 368	22 345	22 782	23 010
Redoublement: filles	15 357	15 941	17 122	19 107	18 844	19 560	19 091
Abandon: garçons		27 766	24 452	23 628	20 631	20 115	20 639
Abandon: filles		21 066	18 628	17 959	16 052	15 972	16 147
TOTAL CM2 : Garçons	107 439	110 841	125 467	128 336	146 583	176 182	189 726
TOTAL CM2 : Filles	74 459	78 303	89 778	95 435	112 928	135 774	151 056
TOTAL CM2	181 898	189 144	215 246	223 772	259 511	311 956	340 782
<i>Taux de redoublement apparent: garçons</i>	<i>18,7%</i>	<i>18,3%</i>	<i>16,9%</i>	<i>18,2%</i>	<i>15,2%</i>	<i>12,9%</i>	<i>12,1%</i>
<i>Taux de redoublement apparent: filles</i>	<i>20,6%</i>	<i>20,4%</i>	<i>19,1%</i>	<i>20,0%</i>	<i>16,7%</i>	<i>14,4%</i>	<i>12,6%</i>
<i>Taux de redoublement apparent: total</i>	<i>19,5%</i>	<i>19,1%</i>	<i>17,8%</i>	<i>19,0%</i>	<i>15,9%</i>	<i>13,6%</i>	<i>12,4%</i>
III.2 Effectifs ENF intégrant le primaire							
Garçons							
Filles							
TOTAL GENERAL PUBLIC : Garçons	850 972	935 605	1 025 455	1 110 951	1 201 355	1 283 707	1 347 213
TOTAL GENERAL PUBLIC : Filles	642 085	720 434	810 475	906 217	1 012 475	1 119 968	1 223 670
TOTAL GENERAL PUBLIC	1 493 057	1 656 039	1 835 930	2 017 168	2 213 830	2 403 675	2 570 883
Total redoublants public: garçons	42 451	44 661	48 672	53 060	54 135	55 236	54 345
Total redoublants public: filles	33 308	35 987	40 939	45 924	48 195	49 806	48 366
Total redoublants public	75 759	80 648	89 611	98 985	102 329	105 042	102 711

Années	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
<u>III. 3 Projections Effectifs élèves: privé</u>							
TOTAL GENERAL PRIVÉ	61 045	68 716	77 351	87 072	98 013	110 329	124 193
TOTAL GENERAL PRIVÉ : Garçons	32 637	36 484	40 780	45 577	50 932	56 910	63 583
TOTAL GENERAL PRIVÉ : Filles	28 408	32 232	36 571	41 495	47 081	53 419	60 610
TOTAL GENERAL NATIONAL: Garçons	883 609	972 089	1 066 235	1 156 528	1 252 287	1 340 618	1 410 796
TOTAL GENERAL NATIONAL : Filles	670 493	752 666	847 047	947 711	1 059 556	1 173 387	1 284 280
TOTAL GENERAL NATIONAL	1 554 102	1 724 755	1 913 281	2 104 239	2 311 843	2 514 004	2 695 076
		11,0%	10,9%	10,0%	9,9%	8,7%	7,2%

SECONDAIRE 1ER CYCLE

TBS et TNS au collège

Garçons - Filles					
	2004-2005	2005-2006	2006-2007	2007-2008	2008-2009
Taux brut de scolarisation (TBS)	13,8%	15,7%	15,5%	16,4%	17,4%
Taux net de scolarisation (TNS)	9,8%	11,4%	11,0%	10,4%	12,5%
Filles					
Taux brut de scolarisation (TBS)	10,2%	11,5%	11,3%	12,7%	13,6%
Taux net de scolarisation (TNS)	7,2%	8,3%	7,8%	7,6%	9,6%
Garçons					
Taux brut de scolarisation (TBS)	17,8%	20,5%	20,3%	20,1%	21,1%
Taux net de scolarisation (TNS)	12,8%	14,9%	14,5%	13,2%	15,4%

<i>TBA et TNA au collège</i>					
Garçons - Filles	2004-2005	2004-2006	2004-2007	2004-2008	2008-2009
Taux brut d'admission (TBA)	18,6%	22,8%	16,3%	21,7%	25,5%
Taux net d'admission (TNA)	6,6%	8,9%	7,6%	8,0%	10,5%
Filles					
Taux brut d'admission (TBA)	13,2%	16,0%	11,1%	16,1%	19,7%
Taux net d'admission (TNA)	4,6%	6,2%	5,1%	5,9%	7,9%
Garçons					
Taux brut d'admission (TBA)	24,8%	30,5%	22,1%	27,3%	31,2%
Taux net d'admission (TNA)	8,8%	12,0%	10,3%	10,1%	13,1%

Efficacité interne : public

Taux d'écoulement moyens sur la période 2008-2009

	Garçons - Filles		Filles		Garçons	
	TP	TR	TP	TR	TP	TR
6ème	39,0%	17,7%	37,8%	17,7%	39,7%	17,6%
5ème	51,2%	19,3%	52,0%	20,2%	50,7%	18,8%
4ème	52,3%	23,1%	50,8%	24,5%	53,3%	22,2%
3ème	32,7%	25,3%	27,7%	20,6%	36,3%	29,9%

Profils de scolarisation au collège : diagnostic et prospective

<i>Indicateurs d'efficience :</i>	Garçons-Filles	Filles	Garçons
Total années-élève	197 193	73 102	124 300
Production: admis aux examens fin de cycle	6 497	1 935	4 778
Année-élève par diplômé	30,35	37,78	26,02
Ratio d'entrée-sortie	7,59	9,45	6,50
Coefficient d'efficacité	13,2%	10,6%	15,4%
Durée moyenne des études pour diplômés	4,765	4,749	4,788

Taux de survie en 5ème	47,1%	45,7%	47,9%
Taux de survie en 4ème	29,4%	29,3%	29,5%
Taux de survie en 3ème	19,2%	18,8%	19,5%
Taux de survie pour les diplômés	7,9%	6,3%	9,3%
Indicateurs d'efficience :2015	Garçons-Filles	Filles	Garçons
Total années-élève	3 430	3 430	3 430
Production: admis aux examens fin de cycle	475	475	475
Année-élève par diplômé	7,23	7,23	7,23
Ratio d'entrée-sortie	1,81	1,81	1,81
Coefficient d'efficacité	55,3%	55,3%	55,3%
Durée moyenne des études pour diplômés	4,40	4,40	4,4
Taux de survie en 5ème	83,3%	83,3%	83,3%
Taux de survie en 4ème	69,2%	69,2%	69,2%
Taux de survie en 3ème	57,4%	57,4%	57,4%
Taux de survie pour les diplômés	47,5%	47,5%	47,5%

1^{er} cycle du secondaire

II. Bloc taux d'écoulement (flux)

En combien d'années?	6						
6ème							
Garçons	Actuel						
Promotion	39,7%						
Redoublement	17,6%						
Abandon	42,7%						
Taux de croissance promotion	11,2%						
Taux de croissance redoublement	-9,0%						
Progression taux de promotion	40%	44,1%	49,0%	54,5%	60,7%	67,4%	75,0%
Progression taux de redoublement	18%	16,0%	14,6%	13,3%	12,1%	11,0%	10,0%
Progression taux d'abandon	43%	40%	36%	32%	27%	22%	15%
Filles							
Promotion	Actuel						
Redoublement	37,8%						
Abandon	17,7%						
Taux de croissance promotion	44,4%						
Taux de croissance redoublement	12,1%						
	-9,1%						
Progression taux de promotion	38%	42,4%	47,5%	53,3%	59,7%	66,9%	75,0%
Progression taux de redoublement	18%	16,1%	14,7%	13,3%	12,1%	11,0%	10,0%
Progression taux d'abandon	44%	41%	38%	33%	28%	22%	15%
5ème							
Garçons	Actuel						
Promotion	50,7%						

Progression taux de promotion	36%	41,0%	46,2%	52,2%	58,9%	66,5%	75,0%
Progression taux de redoublement	30%	24,9%	20,8%	17,3%	14,4%	12,0%	10,0%
Progression taux d'abandon	34%	34%	33%	31%	27%	22%	15%
Filles							
Promotion	Actuel						
Redoublement	27,7%						
Abandon	20,6%						
Taux de croissance promotion	51,6%						
Taux de croissance redoublement	18,0%						
	-11,4%						
Progression taux de promotion	28%	32,7%	38,6%	45,6%	53,8%	63,5%	75,0%
Progression taux de redoublement	21%	18,3%	16,2%	14,4%	12,7%	11,3%	10,0%
Progression taux d'abandon	52%	49%	45%	40%	33%	25%	15%
Années	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
III. Bloc: Projections Effectifs élèves							
III. 1 Projections Effectifs élèves: public							
<u>6ème</u>							
Promotion: garçons	51 619	55 263	64 915	68 905	81 671	101 866	113 836
Promotion: filles	30 863	34 520	42 095	47 593	59 898	76 594	90 634
Redoublement: garçons	8 982	10 670	10 564	11 006	10 603	11 142	12 418
Redoublement: filles	5 129	6 384	6 594	7 134	7 289	8 133	9 322
Abandon: garçons		25 895	26 288	27 454	25 723	25 167	24 372
Abandon: filles		15 991	16 965	18 415	18 287	18 941	18 709
TOTAL 6ème : Garçons	60 601	65 933	75 479	79 910	92 274	113 008	126 254
TOTAL 6ème : Filles	35 992	40 904	48 690	54 728	67 186	84 727	99 956
TOTAL 6ème	96 593	106 837	124 169	134 638	159 460	197 735	226 209
Taux de redoublement apparent: garçons	14,8%	16,2%	14,0%	13,8%	11,5%	9,9%	9,8%
Taux de redoublement apparent: filles	14,3%	15,6%	13,5%	13,0%	10,8%	9,6%	9,3%
Taux de redoublement apparent: total	14,6%	16,0%	13,8%	13,5%	11,2%	9,7%	9,6%
<u>5ème</u>							
Promotion: garçons	20 234	24 036	29 080	37 020	43 584	55 965	76 218
Promotion: filles	10 940	13 617	17 345	23 140	29 152	40 112	56 696
Redoublement: garçons	4 385	4 637	4 860	5 177	5 791	6 098	6 897
Redoublement: filles	2 635	2 748	2 945	3 246	3 754	4 162	4 980
Abandon: garçons		7 495	8 291	9 152	10 380	10 773	11 556
Abandon: filles		3 774	4 380	5 128	6 160	6 906	8 059

TOTAL 5ème : Garçons	24 619	28 673	33 940	42 197	49 375	62 063	83 115
TOTAL 5ème: Filles	13 575	16 364	20 289	26 387	32 906	44 275	61 675
TOTAL 5ème	38 194	45 038	54 230	68 583	82 281	106 337	144 791
<i>Taux de redoublement apparent: garçons</i>	<i>17,8%</i>	<i>16,2%</i>	<i>14,3%</i>	<i>12,3%</i>	<i>11,7%</i>	<i>9,8%</i>	<i>8,3%</i>
<i>Taux de redoublement apparent: filles</i>	<i>19,4%</i>	<i>16,8%</i>	<i>14,5%</i>	<i>12,3%</i>	<i>11,4%</i>	<i>9,4%</i>	<i>8,1%</i>
<i>Taux de redoublement apparent: total</i>	<i>18,4%</i>	<i>16,4%</i>	<i>14,4%</i>	<i>12,3%</i>	<i>11,6%</i>	<i>9,6%</i>	<i>8,2%</i>
4ème							
Promotion: garçons	11 807	12 487	15 523	19 612	26 025	32 504	43 609
Promotion: filles	6 765	7 054	9 040	11 915	16 472	21 838	31 236
Redoublement: garçons	3 906	3 484	3 101	3 167	3 392	3 836	4 150
Redoublement: filles	2 737	2 326	1 978	2 001	2 177	2 513	2 827
Abandon: garçons		3 861	3 865	4 340	4 991	5 898	6 447
Abandon: filles		2 349	2 317	2 643	3 149	3 852	4 409
TOTAL 4ème : Garçons	15 713	15 971	18 624	22 779	29 417	36 340	47 759
TOTAL 4ème : Filles	9 502	9 380	11 017	13 916	18 650	24 351	34 063
TOTAL 4ème	25 215	25 350	29 641	36 694	48 067	60 692	81 822
<i>Taux de redoublement apparent: garçons</i>	<i>24,9%</i>	<i>21,8%</i>	<i>16,7%</i>	<i>13,9%</i>	<i>11,5%</i>	<i>10,6%</i>	<i>8,7%</i>
<i>Taux de redoublement apparent: filles</i>	<i>28,8%</i>	<i>24,8%</i>	<i>18,0%</i>	<i>14,4%</i>	<i>11,7%</i>	<i>10,3%</i>	<i>8,3%</i>
<i>Taux de redoublement apparent: total</i>	<i>26,3%</i>	<i>22,9%</i>	<i>17,1%</i>	<i>14,1%</i>	<i>11,6%</i>	<i>10,5%</i>	<i>8,5%</i>
3ème							
Promotion: garçons	9 381	8 368	9 004	11 117	14 396	19 683	25 743
Promotion: filles	5 681	4 827	5 085	6 373	8 590	12 284	17 116
Redoublement: garçons	4 111	4 039	3 094	2 513	2 358	2 415	2 653
Redoublement: filles	2 835	1 758	1 205	1 020	1 062	1 229	1 525
Abandon: garçons		4 555	4 230	3 992	4 160	4 474	4 760
Abandon: filles		1 758	1 205	1 020	1 062	1 229	1 525
TOTAL 3ème : Garçons	13 492	12 407	12 098	13 630	16 754	22 098	28 396
TOTAL 3ème : Filles	8 516	6 586	6 290	7 393	9 652	13 513	18 640
TOTAL 3ème	22 008	18 992	18 388	21 023	26 406	35 611	47 037
<i>Taux de redoublement apparent: garçons</i>	<i>30,5%</i>	<i>32,6%</i>	<i>25,6%</i>	<i>18,4%</i>	<i>14,1%</i>	<i>10,9%</i>	<i>9,3%</i>
<i>Taux de redoublement apparent: filles</i>	<i>33,3%</i>	<i>26,7%</i>	<i>19,2%</i>	<i>13,8%</i>	<i>11,0%</i>	<i>9,1%</i>	<i>8,2%</i>
<i>Taux de redoublement apparent: total</i>	<i>31,6%</i>	<i>30,5%</i>	<i>23,4%</i>	<i>16,8%</i>	<i>13,0%</i>	<i>10,2%</i>	<i>8,9%</i>
Total redoublants public: garçons	21 384	22 830	21 619	21 862	22 145	23 491	26 118
Total redoublants public: filles	13 336	13 215	12 722	13 402	14 282	16 038	18 653
Total redoublants public	34 720	36 046	34 341	35 264	36 427	39 528	44 771

TOTAL GENERAL PUBLIC : Garçons	114 425	122 984	140 142	158 516	187 820	233 509	285 524
TOTAL GENERAL PUBLIC : Filles	67 585	73 233	86 286	102 423	128 394	166 866	214 334
TOTAL GENERAL PUBLIC	182 010	196 217	226 428	260 939	316 215	400 375	499 858
TOTAL GENERAL PRIVÉ : Garçons	22 361	22 716	23 076	23 442	23 814	24 192	24 576
TOTAL GENERAL PRIVÉ : Filles	18 129	18 417	18 709	19 006	19 307	19 613	19 924
TOTAL GENERAL PRIVÉ	40 490	41 132	41 785	42 448	43 121	43 805	44 500
TOTAL GENERAL NATIONAL: Garçons	136786	145699	163218	181958	211634	257701	310099
TOTAL GENERAL NATIONAL : Filles	85714	91650	104995	121428	147701	186480	234259
TOTAL GENERAL NATIONAL	222 500	237 349	268 213	303 386	359 336	444 180	544 358

SECONDAIRE 2EME CYCLE

TBS et TNS au secondaire 2ème cycle

Garçons - Filles					
	2004-2005	2005-2006	2006-2007	2007-2008	2008-2009
Taux brut de scolarisation (TBS)	3,7%	4,3%	3,6%	3,5%	3,4%
Taux net de scolarisation (TNS)	1,9%	2,4%	1,7%	1,1%	1,8%
Filles					
Taux brut de scolarisation (TBS)	2,5%	2,8%	2,3%	2,3%	2,22%
Taux net de scolarisation (TNS)	1,2%	1,6%	1,2%	0,7%	1,2%
Garçons					
Taux brut de scolarisation (TBS)	5,2%	6,1%	5,2%	4,7%	4,6%
Taux net de scolarisation (TNS)	2,8%	3,3%	2,4%	1,6%	2,4%

TBA et TNA au secondaire 2ème cycle

Garçons - Filles					
	2004-2005	2005-2006	2006-2007	2007-2008	2008-2009
Taux brut d'admission (TBA)	4,0%	5,2%	1,6%	1,9%	3,5%
Taux net d'admission (TNA)	0,9%	1,2%	0,5%	0,7%	1,0%
Filles					
Taux brut d'admission (TBA)	2,8%	3,5%	1,0%	1,9%	2,4%
Taux net d'admission (TNA)	0,6%	0,9%	0,4%	0,6%	0,7%
Garçons					
Taux brut d'admission (TBA)	5,4%	7,2%	2,5%	1,9%	4,7%
Taux net d'admission (TNA)	1,4%	1,7%	0,6%	0,9%	1,3%

Taux d'écoulement moyens sur la période 2004-2008

	Garçons - Filles		Filles		Garçons	
	TP	TR	TP	TR	TP	TR
Seconde	56,6%	12,4%	47,6%	10,9%	60,2%	13,0%
Première	69,9%	8,4%	69,0%	6,8%	70,3%	9,0%
Terminale	24,6%	31,6%	22,1%	33,9%	26,0%	30,5%

Profils de scolarisation au primaire : diagnostic et prospective

Efficacité interne 2008-2009: public

	Garçons-Filles	Filles	Garçons
Total années-élève	16 931	4 795	12 052
Production: admis aux examens fin de cycle	1 125	264	867
Année-élève par diplômé	15,05	18,17	13,90
Ratio d'entrée-sortie	5,02	6,06	4,63
Coefficient d'efficacité	19,9%	16,5%	21,6%
Durée moyenne des études pour diplômés	3,5	3,5	3,5
Taux de survie en 1ère	64,5%	53,3%	69,0%
Taux de survie en terminale	49,2%	39,4%	53,2%
Taux de survie pour les diplômés	16,8%	12,4%	18,9%
Indicateurs d'efficience :2015	Garçons-Filles	Filles	Garçons
Total années-élève	2 902	2 902	2 902
Production: admis aux examens fin de cycle	533	533	533
Année-élève par diplômé	5,44	5,44	5,44
Ratio d'entrée-sortie	1,81	1,81	1,81
Coefficient d'efficacité	55,1%	55,1%	55,1%
Durée moyenne des études pour diplômés	3,4	3,4	3,4
Taux de survie en 1ère	83,3%	83,3%	83,3%
Taux de survie en terminale	72,3%	72,3%	72,3%
Taux de survie pour les diplômés	53,3%	53,3%	53,3%

II. Bloc taux d'écoulement (flux)

Seconde							
Garçons	<u>Actuel</u>						
Promotion	60,2%						
Redoublement	13,0%						
Abandon	26,8%						
Taux de croissance promotion	3,74%						
Taux de croissance redoublement	-4,32%						
Progression taux de promotion	60%	62,4%	64,8%	67,2%	69,7%	72,3%	75,0%
Progression taux de redoublement	13%	12,5%	11,9%	11,4%	10,9%	10,5%	10,0%
Progression taux d'abandon	27%	25%	23%	21%	19%	17%	15%
Filles							
Promotion	<u>Actuel</u>						
Redoublement	47,6%						
Abandon	10,9%						
Taux de croissance promotion	41,5%						
Taux de croissance redoublement	7,88%						
	-1,48%						
Progression taux de promotion	48%	51,3%	55,4%	59,7%	64,4%	69,5%	75,0%

Progression taux de redoublement	11%	10,8%	10,6%	10,5%	10,3%	10,1%	10,0%
Progression taux d'abandon	41%	38%	34%	30%	25%	20%	15%
Première							
Garçons	Actuel						
Promotion	70,3%						
Redoublement	9,0%						
Abandon	20,7%						
Taux de croissance promotion	2,2%						
Taux de croissance redoublement	-2,0%						
Progression taux de promotion	70%	71,8%	73,4%	75,0%	76,6%	78,3%	80,0%
Progression taux de redoublement	9%	8,9%	8,7%	8,5%	8,3%	8,2%	8,0%
Progression taux d'abandon	21%	19%	18%	17%	15%	14%	12%
Filles							
Promotion	Actuel						
Redoublement	69,0%						
Abandon	6,8%						
Taux de croissance promotion	24,2%						
Taux de croissance redoublement	2,5%						
	2,8%						
Progression taux de promotion	69%	70,7%	72,5%	74,3%	76,2%	78,1%	80,0%
Progression taux de redoublement	7%	7,0%	7,2%	7,4%	7,6%	7,8%	8,0%
Progression taux d'abandon	24%	22%	20%	18%	16%	14%	12%
Terminale							
Garçons	Actuel						
Promotion	26,0%						
Redoublement	30,5%						
Abandon	43,5%						
Taux de croissance promotion	14,9%						
Taux de croissance redoublement	-6,8%						
Progression taux de promotion	26%	29,9%	34,4%	39,5%	45,4%	52,2%	60,0%
Progression taux de redoublement	30%	28,4%	26,5%	24,7%	23,0%	21,5%	20,0%
Progression taux d'abandon	44%	42%	39%	36%	32%	26%	20%
Filles							
Promotion	Actuel						
Redoublement	22,1%						
Abandon	33,9%						
Taux de croissance promotion	44,1%						
Taux de croissance redoublement	18,2%						
	-8,4%						
Progression taux de promotion	22%	26,1%	30,8%	36,4%	43,0%	50,8%	60,0%
Progression taux de redoublement	34%	31,0%	28,4%	26,0%	23,8%	21,8%	20,0%
Progression taux d'abandon	44%	43%	41%	38%	33%	27%	20%
Années	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015

III. Bloc: Projections Effectifs élèves							
III. 1 Projections Effectifs élèves: public							
<u>Seconde</u>							
Promotion: garçons	4 578	4 327	4 337	5 021	6 344	8 600	11 358
Promotion: filles	2 126	1 778	1 837	2 336	3 299	4 997	7 456
Redoublement: garçons	619	677	624	592	641	763	979
Redoublement: filles	205	255	219	218	267	367	544
Abandon: garçons		1 392	1 256	1 156	1 201	1 354	1 615
Abandon: filles		967	771	700	762	901	1 091
TOTAL Seconde : Filles	5 197	5 004	4 961	5 613	6 985	9 363	12 337
TOTAL Seconde : Garçons	2 331	2 033	2 056	2 554	3 567	5 364	8 001
TOTAL Seconde	7 528	7 038	7 017	8 168	10 551	14 727	20 338
<i>Taux de redoublement apparent: garçons</i>	<i>11,9%</i>	<i>13,5%</i>	<i>12,6%</i>	<i>10,5%</i>	<i>9,2%</i>	<i>8,1%</i>	<i>7,9%</i>
<i>Taux de redoublement apparent: filles</i>	<i>8,8%</i>	<i>12,5%</i>	<i>10,7%</i>	<i>8,5%</i>	<i>7,5%</i>	<i>6,8%</i>	<i>6,8%</i>
<i>Taux de redoublement apparent: total</i>	<i>10,9%</i>	<i>13,2%</i>	<i>12,0%</i>	<i>9,9%</i>	<i>8,6%</i>	<i>7,7%</i>	<i>7,5%</i>
<u>Première</u>							
Promotion: garçons	2 858	3 128	3 124	3 213	3 771	4 868	6 769
Promotion: filles	892	1 109	1 044	1 139	1 526	2 298	3 729
Redoublement: garçons	279	284	302	297	299	339	425
Redoublement: filles	75	66	82	81	90	122	188
Abandon: garçons		650	660	615	580	613	706
Abandon: filles		234	262	229	224	263	343
TOTAL Première: Garçons	3 137	3 411	3 426	3 510	4 070	5 207	7 194
TOTAL Première: Filles	967	1 174	1 125	1 219	1 616	2 421	3 918
TOTAL Première	4 104	4 586	4 552	4 729	5 685	7 628	11 112
<i>Taux de redoublement apparent: garçons</i>	<i>8,9%</i>	<i>8,3%</i>	<i>8,8%</i>	<i>8,5%</i>	<i>7,3%</i>	<i>6,5%</i>	<i>5,9%</i>
<i>Taux de redoublement apparent: filles</i>	<i>7,8%</i>	<i>5,6%</i>	<i>7,3%</i>	<i>6,6%</i>	<i>5,6%</i>	<i>5,1%</i>	<i>4,8%</i>
<i>Taux de redoublement apparent: total</i>	<i>8,6%</i>	<i>7,6%</i>	<i>8,4%</i>	<i>8,0%</i>	<i>6,8%</i>	<i>6,0%</i>	<i>5,5%</i>
<u>Terminale</u>							
Promotion: garçons	2 168	2 204	2 449	2 514	2 631	3 118	4 076
Promotion: filles	764	667	831	816	906	1 230	1 889
Redoublement: garçons	1 435	1 098	938	897	842	800	840
Redoublement: filles	808	532	372	342	301	288	331
Abandon: garçons		1 567	1 377	1 326	1 221	1 097	1 032
Abandon: filles		693	515	491	435	401	416

TOTAL Terminale: Garçons	3 603	3 302	3 387	3 411	3 474	3 917	4 917
TOTAL Terminale: Filles	1 572	1 200	1 203	1 158	1 207	1 518	2 221
TOTAL Terminale	5 175	4 502	4 590	4 569	4 681	5 436	7 138
<i>Taux de redoublement apparent: garçons</i>	<i>39,8%</i>	<i>33,3%</i>	<i>27,7%</i>	<i>26,3%</i>	<i>24,2%</i>	<i>20,4%</i>	<i>17,1%</i>
<i>Taux de redoublement apparent: filles</i>	<i>51,4%</i>	<i>44,4%</i>	<i>30,9%</i>	<i>29,5%</i>	<i>25,0%</i>	<i>19,0%</i>	<i>14,9%</i>
<i>Taux de redoublement apparent: total</i>	<i>43,3%</i>	<i>36,2%</i>	<i>28,6%</i>	<i>27,1%</i>	<i>24,4%</i>	<i>20,0%</i>	<i>16,4%</i>
TOTAL GENERAL PUBLIC : Garçons	11 937	11 718	11 774	12 534	14 528	18 487	24 448
TOTAL GENERAL PUBLIC : Filles	4 870	4 407	4 385	4 931	6 389	9 303	14 139
TOTAL GENERAL PUBLIC	16 807	16 125	16 159	17 466	20 918	27 790	38 587
Total redoublants public: garçons	2 333	2 059	1 865	1 787	1 782	1 902	2 244
Total redoublants public: filles	1 088	853	673	641	658	777	1 064
Total redoublants public	3 421	2 912	2 538	2 427	2 440	2 679	3 309
TOTAL GENERAL PRIVÉ : Garçons	6 602	6 875	7 160	7 456	7 765	8 086	8 421
TOTAL GENERAL PRIVÉ : Filles	4 234	4 409	4 592	4 782	4 980	5 186	5 401
TOTAL GENERAL PRIVÉ	10 836	11 285	11 752	12 238	12 745	13 272	13 822
TOTAL GENERAL NATIONAL: Garçons	18 539	18 593	18 934	19 990	22 293	26 574	32 869
TOTAL GENERAL NATIONAL : Filles	9 104	8 817	8 976	9 713	11 369	14 489	19 540
TOTAL GENERAL NATIONAL	27 643	27 410	27 911	29 704	33 662	41 063	52 409

PRESCOLAIRE

Années	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Objectif à atteindre en (an)	6						
Garçons							
Taux de préscolarisation cible	5%						
Taux de préscolarisation actuel	2,4%						
Taux de croissance annuel	12,684%						
Progression	2%	2,8%	3,1%	3,5%	3,9%	4,4%	5,0%
Projections population de 3-6 ans	1 034 902	1 075 590	1 108 935	1 143 314	1 178 758	1 215 302	1 252 979
Projections effectifs inscrits: garçons	25 275	29 601	34 389	39 953	46 416	53 925	62 649
Filles							
Taux de préscolarisation cible	5%						
Taux de préscolarisation actuel	2,2%						
Taux de croissance annuel	14,5%						
Progression	2%	2,5%	2,9%	3,3%	3,8%	4,4%	5,0%
Projections population de 3-6 ans	1 030 770	1 071 296	1 104 508	1 138 750	1 174 053	1 210 451	1 247 977
Projections effectifs inscrits: filles	22 844	27 190	32 104	37 907	44 758	52 847	62 399
Ratio cible élèves/éducateur	30						
Ratio actuel élève/enseignant éducateur	30,7						
Taux de croissance annuel	-0,4%						
Progression ratio élèves/maître	30,7	30,6	30,5	30,3	30,2	30,1	30,0
Total inscrits	48 119	56 791	66 494	77 860	91 174	106 773	125 048
		18,0%	17,1%	17,1%	17,1%	17,1%	17,1%
Estimation éducateurs	1 568	1 858	2 183	2 566	3 016	3 546	4 168
Coût unitaire estimé au préscolaire: au titre du personnel	71 350	37 000					
Coût unitaire estimé au préscolaire: au titre des biens et services	8 387	3 865					

Option de simulations du coût unitaire

CU révisé ▼

Milliers (M) FCFA	1 000 000						
	89,5%						
Dépenses salariales	1 593	1 880	2 202	2 578	3 019	3 535	4 140
En combien d'années?	6						
Taux cible CU/biens et services	15,0%						
Taux actuel	10,5%						
Taux de croissance annuel	6,1%						
Progression en %	10,5%	11,2%	11,8%	12,6%	13,3%	14,1%	15,0%

ENF

1) Estimation population en abandon du système formel

Années	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
TOTAL CI : Garçons	220305	228263	237067	245941	254870	263838	272827
TOTAL CP : Garçons	167960	203587	213270	222805	232386	242005	251642
TOTAL CE1 : Garçons	131226	155646	189751	200947	211044	221069	231047
TOTAL CE2 : Garçons	123582	122227	144679	177250	189815	200422	210851
TOTAL CM1 : Garçons	100460	115040	115221	135672	166657	180191	191120
TOTAL CM2 : Garçons	107439	110841	125467	128336	146583	176182	189726
TOTAL CI : Filles	178926	191667	206756	222471	238841	255906	273710
TOTAL CP : Filles	131649	157442	171763	187945	205022	222993	241904
TOTAL CE1 : Filles	98294	120790	145838	160891	177210	194405	212440
TOTAL CE2 : Filles	88313	90831	111525	135785	151443	167822	185061
TOTAL CM1 : Filles	70444	81400	84815	103690	127031	143068	159499
TOTAL CM2 : Filles	74459	78303	89778	95435	112928	135774	151056
Matrice des taux abandon							
Garçons							
Abandon CI: garçons	10,1%	9,3%	8,5%	7,8%	7,1%	6,5%	6,0%
Abandon CP: garçons	6,9%	6,3%	5,7%	5,2%	4,8%	4,4%	4,0%
Abandon CE1: garçons	7,8%	7,0%	6,3%	5,6%	5,0%	4,5%	4,0%
Abandon CE2: garçons	7,3%	6,6%	6,0%	5,4%	4,9%	4,4%	4,0%
Abandon CM1: garçons	3,1%	3,2%	3,3%	3,5%	3,7%	3,8%	4,0%
Abandon CM2: garçons	25,8%	22,1%	18,8%	16,1%	13,7%	11,7%	10,0%
Abandon CI: filles	14,6%	12,6%	10,8%	9,3%	8,1%	7,0%	6,0%
Abandon CP: filles	7,7%	6,9%	6,2%	5,5%	5,0%	4,5%	4,0%
Abandon CE1: filles	8,7%	7,6%	6,7%	5,9%	5,2%	4,6%	4,0%
Abandon CE2: filles	8,1%	7,2%	6,4%	5,7%	5,1%	4,5%	4,0%
Abandon CM1: filles	3,7%	3,7%	3,8%	3,8%	3,9%	3,9%	4,0%
Abandon CM2: filles	28,3%	23,8%	20,0%	16,8%	14,1%	11,9%	10,0%

2) Projections des abandons (2005 – 2013)

Garçons							
CI	22 223	21 116	20 111	19 134	18 184	17 262	16 370
CP	11 548	12 789	12 241	11 684	11 135	10 595	10 066
CE1	10 298	10 916	11 895	11 258	10 568	9 894	9 242
CE2	8 986	8 045	8 620	9 559	9 266	8 856	8 434
CM1	3 069	3 676	3 851	4 743	6 093	6 891	7 645
CM2	27 766	24 452	23 628	20 631	20 115	20 639	18 973
Total	83 889	80 994	80 345	77 009	75 361	74 137	70 729
Filles							
CI	26 038	24 063	22 394	20 788	19 254	17 798	16 423
CP	10 126	10 860	10 625	10 425	10 198	9 947	9 676
CE1	8 533	9 216	9 779	9 481	9 177	8 848	8 498
CE2	7 197	6 574	7 169	7 752	7 679	7 558	7 402
CM1	2 585	3 030	3 203	3 973	4 937	5 641	6 380
CM2	21 066	18 628	17 959	16 052	15 972	16 147	15 106
Total	75 545	72 371	71 128	68 471	67 218	65 939	63 484
Total des abandons Garçons et filles	159 434	153 365	151 473	145 480	142 580	140 076	134 213
Moyenne d'abandons par an	146 660						
Total effectifs abandons sur la période	1 026 621						

2) Estimation stock déscolarisés avant 2009

Majoration pour enfants de 7-12 ans déscolarisés avant 2009	4						
Effectifs majorés des enfants de 7-12ans déscolarisés avant 2009	637 735						
Programmation sur une période	5						
Effectifs à récupérer	127 547	127 547	127 547	127 547	127 547		
3) Estimation population non scolarisée 10 - 12ans							
<i>Garçons</i>							
10 ans	70 546	73 025	75 591	78 247	80 996	83 842	86 788
11 ans	67 600	69 975	72 434	74 979	77 614	80 341	83 164
12 ans	64 654	66 926	69 277	71 712	74 232	76 840	79 540
Total	202 800	209 926	217 302	224 938	232 842	241 023	249 493
<i>Filles</i>							
10 ans	87 227	90 292	93 464	96 748	100 148	103 667	107 310

11 ans	83 584	86 521	89 561	92 708	95 966	99 338	102 829
12 ans	79 941	82 751	85 658	88 668	91 784	95 009	98 347
Total	250 752	259 563	268 684	278 125	287 898	298 014	308 486
Total: population non scolarisée 10 - 12 ans	453 552	469 489	485 986	503 063	520 740	539 038	557 979
Population potentielle pour le programme de l'ENF	612 985	622 854	637 459	648 543	663 319	679 113	692 192
	26%	25%	24%	22%	21%	21%	19%
En combien d'années?	6						
Taux cible	15,0%						
Taux actuel	5,0%						
Taux de croissance annuel	20,1%						
Progression en %	5,0%	6,0%	7,2%	8,7%	10,4%	12,5%	15,0%
Effectifs scolarisés	30 649	37 400	45 969	56 165	68 988	84 823	103 829
Taille du groupe pédagogique	35						
Nombre d'éducateurs	876	1 069	1 313	1 605	1 971	2 424	2 967

Alphabétisation

Années	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
<u>I.1 Données démographiques</u>							
Totale population 15 et +	8 557 292	8 839 682	9 131 392	9 432 728	9 744 008	10 065 560	10 397 724
Taux accroissement annuel moyen	3,3%						
% femmes	52,0%						
Population 15 et +: hommes	4 107 500	4 243 048	4 383 068	4 527 709	4 677 124	4 831 469	4 990 907
Population 15 et +: femmes	4 449 792	4 596 635	4 748 324	4 905 019	5 066 884	5 234 091	5 406 816
Effectifs inscrits dans les centres d'alphabétisation: hommes	11 279						
Effectifs inscrits dans les centres d'alphabétisation: femmes	28 282						
Objectif à atteindre en(an)	6						
Hommes							
Taux cible	50%						
Taux d'analphabétisme actuel	68%						
Taux de croissance annuel	-5,0%						
Progression	68%	65,0%	62,0%	59,0%	56,0%	53,0%	50,0%

Femmes							
Taux cible	50%						
Taux d'analphabétisme actuel	80%						
Taux de croissance annuel	-7,5%						
Progression	80%	75,0%	70,0%	65,0%	60,0%	55,0%	50,0%
Progression population analphabète : hommes	2 793 100	2 757 981	2 717 502	2 671 349	2 619 189	2 560 679	2 495 454
Progression population analphabète : femmes	3 559 833	3 447 476	3 323 827	3 188 262	3 040 130	2 878 750	2 703 408
Total	6 352 933	6 205 457	6 041 329	5 859 611	5 659 320	5 439 429	5 198 862
Population alphabétisée: hommes	11 279	35 119	40 479	46 154	52 159	58 511	65 225
Population alphabétisée: femmes	28 282	112 357	123 649	135 565	148 132	161 380	175 342
Total	39 561	147 476	164 128	181 718	200 291	219 891	240 567
							0,72887029 3
Ratio cible adultes/éducateur	30						
Ratio actuel adultes/éducateur	25						
Taux de croissance annuel	3,1%						
Progression ratio	25,0	25,8	26,6	27,4	28,2	29,1	30,0
Effectifs éducateurs	1 581	5 719	6 175	6 633	7 093	7 555	8 019

ANNEXE 3 : INSTITUTIONS ENQUETEES

Régions	Communes	Ministère	Université	DRESS / IES	DREN IEB	Mairie et COGES
Dosso	Commune urbaine de Binin N’Gaouré	-	-	-	-	1
	Commune rurale de Gollé					1
	Commune urbaine de Dosso			1	1	1
Maradi	Communauté urbaine de Maradi			1	1	
	Commune urbaine G. Roumdji					
	Commune III de Maradi					1
	Commune rurale de Tibiri					1
Niamey	Niveau central	4				
	Commune Niamey 1					1
	Commune Niamey 2					1
	Commune Niamey 5		1		1	
	Commune Niamey 4					
Tahoua	Communauté urbaine de Tahoua			1	1	
	Commune Tahoua 1					1
	Commune rurale de Badaguichiri					1
	Commune rurale de Sabon Guida					1

BIBLIOGRAPHIE

MEN, 2005, 2006, 2007, 2007, 2008, 2009, « Annuaires statistiques », Niger.

MEN, 2008, « tableaux financiers du RESEN », Niger

MEN, 2005, 2006, 2007, 2007, 2008, 2009, « revue du PDDE », Niger

MESSRT, 2005, 2006, 2007, 2007, 2008, 2009, « Annuaires statistiques », Niger

Institut National de la Statistique, 2006, « Enquête démographique et de santé et à indicateurs multiples », Niger,

Bachir Osman, 1997 « extrait de thèse PHD sur les soubassements théoriques du financement de l'éducation », Université Laval, Québec, Canada.